

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 18 MARS 1920.

Projet de loi

relatif à la protection des porteurs de titres dépossédés
par suite d'événements de guerre (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. WAUWERMANS.

I. — OBSERVATIONS PRÉLIMINAIRES.

MESSIEURS,

Le projet de loi, soumis au Parlement et que votre Commission a été appelée à examiner, concernait exclusivement « la protection des porteurs de titres dépossédés par suite d'événements de guerre » — « leur restitution contre cette perte dans la mesure et sous les conditions que détermine une série d'articles réglementaires ».

Ce projet de loi a fait l'objet dans un texte identique d'une proposition de loi déposée à la date du 16 janvier 1919 par le Gouvernement et qui fit l'objet d'un long examen par les soins d'une commission spéciale (3).

Rapport fut déposé le 8 octobre 1919, mais la dissolution des Chambres rendit caduc le projet, avant l'impression et la distribution de ce document n'eurent pas lieu.

La commission reconstituée croit ne pouvoir faire autre chose, et adopter solution plus rapide et plus pratique que de reproduire les considérations et les textes qui avaient été adoptés par sa devancière.

Il ne fallait point, disait-elle, chercher dans cette loi, telle qu'elle était présentée et se trouve présentée à nouveau, la législation particulière annoncée par l'alinéa final de l'article 3 de la loi « sur les réparations des dommages résultant des faits de la guerre » lorsqu'elle énumère comme dommages qui « ne donnent pas lieu à la réparation organisée par la

(1) Projet de loi, n° 149.

(2) La Commission, présidée par M. Poncelet, était composée de MM. Claes, Crick, Devèze, de Wouters d'Oplinter, Mechelynck, Pepin, Pirard, Poncelet, Soudan et Wauwer-mans.

(3) La Commission, présidée par M. Mechelynck, était composée de MM. Berloz, Brunet, Claes, Crick, de Kerchove d'Exaerde, Devèze, de Wouters d'Oplinter, Goblet, Janson, Maes, Mahieu, Nobels, Pepin, Pirard, Poncelet, Van Cleemputte, Wauwer-mans.

présente loi... 2. Les dommages relatifs aux titres et valeurs au porteur » et annonçait « leur réparation fera l'objet d'une loi spéciale ».

Les dommages dont la loi du 10 mai 1919 prévoit et organise la réparation ont pour origine — sauf les cas spéciaux de vols et enlèvements par l'ennemi — la destruction de biens. L'indemnité par voie de récupération doit être considérée comme exceptionnelle.

Au contraire, lorsqu'il s'agit de titres, aucune valeur n'est détruite, l'élément matériel et apparent constitue l'accessoire, le dommage réside au contraire dans la dépossession soit d'un droit, soit de l'instrument destiné à le faire valoir.

Il serait oiseux, toutefois, de s'engager et de prendre parti dans cette controverse si « le titre prouve le droit ou en est le générateur » si « les valeurs mobilières ont une nature substantielle différente de celle qui appartient aux autres créances ».

La doctrine allemande a longuement exposé et défendu le premier système, par application duquel l'établissement débiteur s'engage vis-à-vis du porteur par le seul fait de l'émission, peu importe que celui dont le porteur détient le titre ait pu faire connaître sa volonté : Le droit ne peut exister en l'absence du titre. Le titre crée le droit.

La doctrine française se rallie au contraire à la théorie en vertu de laquelle le droit continue à subsister dans le chef du propriétaire dépossédé : la loi ne doit intervenir que pour lui fournir le moyen de se procurer une preuve nouvelle d'un droit qu'il n'a pas cessé de posséder, mais qu'il se trouve incapable d'exercer.

La doctrine allemande a pour conséquence de faire au porteur actuel du titre une position privilégiée; dans l'autre théorie la situation la meilleure doit être conservée à celui qui a été dépossédé.

Ce sont là des théories fort intéressantes sans doute au regard de la science du Droit. Mais en ce moment ce sont des solutions pratiques que les nécessités économiques réclament.

Les événements de guerre ont pu causer des dommages aux porteurs de titres à raison de destruction ou de dépossession.

Comment ce dommage pourra-t-il être réparé ?

Il pourra l'être en assurant au porteur la restitution de son titre ou d'un titre lui conférant les mêmes avantages.

Cette restitution ou cette reconstitution sera dans la plupart des cas de nature à faire disparaître complètement le dommage subi.

Mais dans certains cas la réparation ne sera que partielle si le propriétaire ne peut obtenir la restitution que moyennant remboursement au détenteur actuel (art. 2280 du Code civil) : En tel cas le dommage sera égal à la somme acquittée.

Il pourra y avoir dommage subi du chef de privation de revenus pendant la période de dépossession, ou d'une diminution de la valeur du titre accomplie au cours de la période de dépossession ou des frais occasionnés par la revendication : Ce sera un dommage indirect.

Le projet de loi aura pour résultat de supprimer le dommage — en tout ou

en partie — là où le propriétaire dépossédé parviendra à se faire restituer de la perte de ses titres. La reconstitution aura comme conséquence de faire disparaître le chef de dommages de guerre sans grands frais pour l'État.

Mais il semble que ce résultat est le seul qu'il puisse fournir, — et encore, ne pourra-t-il être obtenu qu'en ce qui concerne les seuls titres au porteur belges, et à condition que leurs numéros soient connus.

En effet, pour ce qui concerne le surplus de la matière réservée par l'article 3 de la loi des dommages de guerre, le projet ne prévoit aucune réparation aux victimes à raison des autres chefs de dommages ci-dessus énumérés.

De même il ne fournit aucune solution pour le cas où le fait de la dépossession du titulaire du droit sera certaine, mais qu'on ne pourra déterminer si le titre subsiste encore ou a été détruit : tel sera le cas lorsque le titulaire ne pourra indiquer les numéros des titres détruits, perdus ou volés. Cependant, la question doit être résolue nécessairement si la loi a pour objet de régler les situations exceptionnelles « par suite des événements de guerre. »

Enfin, le projet de loi, tel qu'il a été présenté ne contient que des dispositions devant trouver leur application à la dépossession « par suite d'événements de guerre, survenus depuis le 4 août 1914 » et uniquement dans la limite de « la restitution contre cette perte vis-à-vis des tiers. »

Aussi la Commission a-t-elle dès le début de ses travaux estimé que le projet de loi était incomplet et qu'il ne pouvait suffire de la constatation que « dans tous les cas où le projet actuel reste en défaut de donner une réparation intégrale au porteur dépossédé, celui-ci conserve son recours à la législation spéciale qui assurera la réparation des dommages de guerre », alors surtout que cette législation spéciale n'est pas organisée.

En réponse à une première communication de la Commission, le Département des Affaires Économiques s'est déclaré d'accord sur ce point :

« Il est certain que le projet de loi déposé le 15 janvier par M. le Ministre des Finances concernant la protection des porteurs de titres dépossédés par suite d'événements de guerre est insuffisant pour assurer en tous cas la réparation des dommages subis par cette catégorie de sinistrés.

» Il est, reconnaissait-il, insuffisant notamment :

» 1° Pour les titres dont les numéros ou séries sont inconnus ;

» 2° Pour les titres étrangers qui ne seront pas retrouvés en Belgique ;

» 3° Pour les titres dont, aux termes du projet, la revendication ne pourra avoir lieu, par le porteur dépossédé, que moyennant paiement au possesseur, du prix que les titres lui ont coûté.

» Ce projet doit donc être complété.

» Mais doit-il l'être par un nouveau projet de loi, spécial à la réparation des dommages dont s'agit ? Ce nouveau projet ne pourrait en tous cas être élaboré qu'après le vote de la loi de protection dont le projet est déposé, ce ne serait, en effet, qu'en cas d'insuffisance du texte qui sera voté que de nouvelles dispositions pourraient être nécessaires ».

L'honorable Ministre des Affaires Économiques, d'accord avec M. le Ministre des Finances, a, en conséquence, fait part de sa résolution, « de compléter par voie d'amendements, le projet de loi du 16 janvier de

» façon à donner à la loi spéciale sur la matière une portée plus large et plus
» complète, au point de vue notamment de la réparation, dans les trois
» hypothèses indiquées plus haut ».

Une communication parvenue ultérieurement à la Commission a indiqué que cet amendement pourrait être produit sous la forme d'un article à insérer avant l'article 27 du dit projet et rédigé comme suit :

« Dans tous les cas où les porteurs dépossédés ne peuvent bénéficier des
» dispositions de la présente loi, notamment :

» Quand les numéros ou séries des titres ne peuvent être retrouvés ;

» Quand il s'agit de titres étrangers qui auront été négociés en pays étrangers ;

» Dans le cas prévu par l'article 9, § 2 (1).

» Ils sont admis à introduire une demande de réparation devant les tribunaux de dommages de guerre, en conformité de la loi du

» L'évaluation du dommage par ces tribunaux se fait sur la base de la valeur du titre au 1^{er} août 1914. »

Il va de soi que la réparation des dommages subis par les porteurs de titres dépossédés par suite d'événements de guerre, « suppose comme condition préalable et essentielle l'existence de dispositions particulières sur les titres perdus, volés ou détruits. »

Mais la première question qui se posa à l'examen fut celle de savoir s'il convenait d'établir comme base de la protection à fournir aux porteurs de titres dépossédés par suite d'événements de guerre, des dispositions spéciales et transitoires, ou d'introduire dans notre législation des règles définitives.

Le Gouvernement reconnaissait que « l'instauration d'un régime de protection des porteurs de valeurs mobilières est depuis longtemps réclamée par l'opinion publique ». Il ajoutait qu'il « n'a point perdu de vue la nécessité de régler ce problème d'une manière définitive. Les études poursuivies par ses soins à cet égard ont abouti à des conclusions précises. Le projet actuel s'en est inspiré d'assez près pour rendre aisée la transition à un régime définitif », mais il estimait que si, au cours de l'invasion ennemie, un grand nombre de titres au porteur ont fait l'objet d'actes de spoliation, de pillage ou de destruction, les circonstances dans lesquelles cette dépossession s'est produite nécessitent « l'établissement d'un régime spécial, qui ne saurait en aucun cas être confondu dans un même ensemble législatif avec celui que réclame la situation des porteurs dépossédés dans le cours normal de la vie économique et juridique. »

Il affirmait d'autre part qu'il aurait été reconnu qu'une mise en vigueur simultanée de deux législations, l'une applicable à toute dépossession de

(1). « Si ce possesseur a acquis les titres d'un agent de change dont l'inscription à une bourse de change et de fonds publics est antérieure à la date du 1^{er} août 1914, le porteur originaire ne peut se les faire rendre qu'en remboursant au possesseur le prix qu'ils lui ont coûté. »

titres, l'autre relative aux seules dépossessions résultant de faits de guerre, aurait entraîné des complications trop grandes.

Faut-il procéder du particulier au général ou du général au particulier?

La seconde méthode a été adoptée par les pays qui possédaient avant la guerre une législation sur la matière, et c'est ainsi que la France a pu se borner à compléter les lois des 13 juin 1872 et 8 février 1902 par la loi du 4 avril 1913 pour la protection des valeurs mobilières égarées par suite de faits de guerre.

Cette méthode est incontestablement la plus rationnelle et celle devant fournir les meilleurs résultats.

On pourrait se demander si le nombre des personnes fondées à bénéficier de la loi — si elle s'appliquait aux seuls actes de négociation ou faits de dépossession au cours de l'occupation étrangère — serait assez considérable pour justifier à leur seule intention, l'institution des mesures nombreuses que la loi comporte, telles la constitution d'un office national belge des valeurs mobilières et la création d'un Bulletin périodique des déclarations de pertes.

D'autre part, l'on aperçoit combien serait dangereuse et difficile à opérer la distinction entre la dépossession « par un événement quelconque de la guerre » (art. 9) et la dépossession survenue au cours de la période de guerre. Pourrait-on, d'ailleurs, sans commettre d'injustice, faire une telle distinction? S'il fallait se borner au projet de loi tel qu'il a été présenté, l'on devrait, à tout le moins étendre la loi à toutes les dépossessions survenues pendant la période anormale depuis le début de la guerre jusqu'au jour où les transactions sont ou seront rentrées dans la normale : ce serait donc instaurer une législation spéciale à une période de temps et non à des faits particuliers.

Pourquoi ajourner à plus tard une loi définitive pour le temps normal, alors que celui-ci paraît revenu — à tout le moins en matière de transactions boursières?

« Plus tard » est souvent synonyme de « jamais ».

Depuis vingt-neuf ans on discute vainement la législation à appliquer en matière de titres au porteurs perdus ou volés; le moment paraît venu d'obtenir un résultat certain et définitif.

La Section a en conséquence prié le Gouvernement de lui communiquer les conclusions du travail dont il avait annoncé l'aboutissement.

Elle pensait, en effet, qu'on pourrait y trouver les dispositions réclamées en vue de former la loi permanente si longtemps réclamée sur l'opposition en matière de titres au porteur.

Celui-ci a déféré à ce désir et a fait parvenir, en même temps qu'une série de textes, un commentaire explicatif que les commente.

On constatera que ce travail consciencieux, que ce rapport va reproduire, est le résultat de longues et minutieuses études. La Commission a estimé ne pouvoir faire œuvre plus utile que de l'incorporer au projet de loi qui lui était soumis. Il formerait par son adoption une loi permanente et définitive, comme premier chapitre d'un ensemble réglant tout à la fois les dépossessions ordinaires et celles résultant de faits de guerre.

PREMIÈRE PARTIE.

PROTECTION DES PORTEURS DE TITRES VOLÉS, PERDUS ET DÉTRUITS.

TITRE PREMIER.

Des formalités de l'opposition.

Le commentaire fourni par le Gouvernement à l'appui des textes transmis précisait la nécessité de concilier les deux intérêts qui peuvent se trouver en conflit : celui du propriétaire et celui du débiteur, le premier dans la situation de ne point recevoir ce qui lui appartient faute de pouvoir justifier son droit, le second exposé à payer deux fois.

Il exposait de même et reconnaissait la nécessité de rompre avec la terminologie et les restrictions des articles 2279, alinéa 2 et 2280 du Code civil qui « ne parlent que de celui qui a perdu ou auquel il a été *volé* une chose », « que du possesseur actuel de la chose *volée* ou perdue », que « de la perte » ou du *vol* ».

Se basant sur ce que ces textes, de par leur qualité de dispositions dérogatoires à un principe général, ne sont susceptibles que d'une interprétation restrictive, notre jurisprudence se trouve amenée, eu égard à la seconde des deux éventualités visées, à limiter l'application de la dite dérogation au seul cas de vol proprement dit. C'est ainsi qu'elle la refuse, notamment, au cas où la dépossession ne résulte que du fait d'une escroquerie ou d'un abus de confiance. Le projet tend, avec raison, à supprimer cette anomalie, en étendant d'une façon générale et complète l'application du nouveau régime à toute dépossession involontaire, quel que soit l'événement qui ait pu en être la cause.

D'autre part, l'article 2280 ne parle que du droit de « revendiquer », au profit du seul « propriétaire » originaire. L'on en a conclu, en vertu du même principe de rigueur d'interprétation, à l'exclusion du bénéfice de la disposition pour tous titulaires de droit autre que le droit de propriété : tels, notamment, l'usufruitier, le créancier-gagiste ou le dépositaire. C'était là encore une restriction injustifiable, à laquelle la loi nouvelle viendra mettre fin, en admettant également et indifféremment à l'octroi de ses faveurs « tout ayant-droit » dépossédé, sans que distinction soit à faire entre possession exercée *animo domini* et possession exercée à titre purement précaire ».

Enfin, l'exposé précise que ne sont visés, dans les dispositions qui vont suivre, que les titres au porteur « autres que les billets de banque et les valeurs spécifiées à l'article 1^{er} de la loi du 20 juin 1873 » : chèques, accréditifs, bons ou mandats de virement, et autres titres à paiement au comptant et à vue. C'est, tout d'abord, formellement éliminer du champ d'application de la loi toute cette catégorie de valeurs, qui, de par leur nature essentielle de créances à exigibilité immédiate, se plaçaient d'elles-mêmes en dehors de toute possibilité d'application d'une procédure appelée, quelle que puisse être sa rapidité, à prendre certaine durée. Mais c'est par contre, en n'exceptant que celles-là, accueillir toutes les autres, et partant faire tomber

notamment sous les dispositions nouvelles, en même temps que les titres d'actions et d'obligations émis par les sociétés commerciales privées, tous les titres de rente au porteur émis par nos grandes collectivités publiques : État, provinces et communes.

A l'instar de la loi française des 15 juin 1872-8 février 1902-8 mars 1912, le projet vise à asseoir et à organiser la sauvegarde des droits du porteur dépossédé, tant à l'égard du tiers actuel détenteur du titre qu'à l'égard de l'établissement débiteur qui l'a émis, sur la base d'une opposition, à former par le dit porteur dans le cadre de certaines règles et sous le bénéfice de certains effets nettement déterminés.

Le restant du commentaire est consacré à exposer et préciser les dispositions qui se trouvent ci-après reproduites. Nous ne pouvons mieux faire que d'en reproduire le texte.

Il s'exprime comme suit :

L'opposition se présente, pour l'opposant, sous un double objectif : elle est *opposition à négociation* eu égard à la sauvegarde de son droit de revendication contre le tiers acquéreur de ses titres ; elle est *opposition à paiement* eu égard à la sauvegarde de ses droits de créancier contre l'établissement débiteur.

Dans le système de la loi française (art. 2), la dualité d'objet de cette opposition se traduit par une dualité correspondante de procédure : l'opposition à négociation est notifiée au syndicat des agents de change de Paris, chargé de la soumettre à la publication de son Bulletin quotidien ; l'opposition à paiement est faite auprès de l'établissement débiteur. Étant donnée l'étroite connexité qui relie l'une à l'autre les deux mesures, et vu la nécessité qui s'impose de leur assurer une marche concordante, il paraissait plus simple et plus pratique à la fois de les unir et de les combiner en un seul acte, à signifier directement à l'un seulement des deux destinataires, quitte à en assurer communication immédiate à l'autre. C'est le système qui consacrent nos articles 1 et 2.

Cet acte unique d'opposition, l'opposant le fait signifier à un organisme officiel — pour la création et l'organisation duquel la loi s'en remet à l'autorité exécutive — qui sera appelé à jouer chez nous, où est supprimé depuis 1867 le caractère public de la profession d'agent de change, le rôle que joue en France le syndicat des agents de change de Paris : *l'Office national des valeurs mobilières* (art. 1). Et à l'huissier instrumentant sont confiés à la fois la mission et le devoir de la dénoncer le jour même, sous pli recommandé, à l'établissement débiteur (art. 2).

De par son double objectif, cette opposition revêt un double caractère : à l'adresse du tiers détenteur du titre disparu, elle constitue sommation ou mise en demeure d'avoir, dans le délai fixé par la loi, à le produire et à faire valoir les droits qu'il prétendrait avoir acquis à son égard ; à l'adresse de l'établissement débiteur, elle implique à la fois défense de payer à ce tiers détenteur avant que justice ait pu statuer sur cette prétention et, au cas où le dit tiers manquerait à se faire connaître dans le délai fixé, autorisation de

payer entre les mains de l'opposant. D'où découlait la nécessité d'une double formalité : d'une part, en vue de rendre efficace cette sommation à inconnu, nécessité de lui donner la plus large et la plus efficace publicité ; d'autre part, en vue de garantir la légitimité de l'obstacle ainsi apporté à la libre circulation et au libre paiement du titre, nécessité d'une intervention judiciaire.

En imitation de la loi française, notre projet assure la publicité dont s'agit par la voie d'une insertion permanente à faire paraître, dans les cinq jours, dans les colonnes d'un périodique *ad hoc* : le « *Bulletin quotidien des oppositions* », dont un arrêté royal d'exécution de la loi aura à régler les détails d'organisation et de fonctionnement.

Cette publication, confiée aux soins de l'organisme officiel à qui a été signifiée l'opposition, est faite aux frais de l'opposant. Le montant en est acquitté par rétributions annuelles, respectivement payables d'avance, à peine de refus de publication, en cas de défaut de versement de la première taxe et de radiation en cas de non-paiement de l'une quelconque des autres subséquentes (art. 4, § 2).

Nous avons cru, par contre, devoir nous écarter de la législation voisine, sinon dans le principe même de l'idée, tout au moins dans ses modalités d'application, en ce qui concerne la question de l'intervention judiciaire. En France, cette intervention — exercée en l'espèce par le président du Tribunal civil — n'est appelée à se produire qu'une année au plus tôt après l'opposition, et ce non à titre d'élément même de celle-ci, mais comme simple condition, subséquente et accessoire, de l'habilitation de l'opposant à exercer les principaux des droits y attachés : 1° droit au paiement sous caution, ou à défaut de cette garantie, droit au versement à la Caisse des dépôts et consignations, soit du montant des intérêts et dividendes échus, soit du capital des titres éventuellement devenu exigible (art. 3, 4 et 5), et 2° droit à la délivrance d'un duplicata du titre disparu (art. 13),

L'on a, avec raison, reproché à ce système d'énervier et d'affaiblir de façon fâcheuse, l'efficacité de l'action de la justice, la vérification des allégations de l'opposant étant, à une époque aussi tardive, rendue singulièrement malaisée aux juges au point que, dans la pratique, l'on peut voir couramment celui-ci borner son examen à la vérification du seul fait de l'accomplissement des formalités légales. Préférable nous a paru de placer cette garantie de l'intervention du pouvoir judiciaire au moment où elle est le plus susceptible de donner son maximum d'utilité, à savoir au début même de la procédure d'opposition, parmi les formalités mêmes de celles-ci et à titre d'élément essentiel de sa validité. Dans le mois de l'opposition — stipule dans cet ordre d'idées notre article 5 — l'opposant est tenu d'en demander l'homologation au président du tribunal de commerce de son domicile — le mieux à même de juger des conditions et circonstances de la dépossession alléguée — ou, s'il habite hors de Belgique, devant le président du tribunal du siège social de l'établissement débiteur.

Cette formalité étant réputée essentielle, le défaut de l'opposant à s'y sou-

mettre ne pouvait comporter qu'une sanction radicale : la nullité et partant la radiation, de son opposition (art. 5, al. 2).

Et comme il fallait éviter que la possibilité de répétition d'oppositions de ce genre ne devint, entre les mains de la mauvaise foi ou de la spéculation, source trop facile d'abus, l'article stipule, en son dernier alinéa, que les titres qui ont été l'objet d'une radiation de l'espèce ne pourront plus, avant qu'une année se soit écoulée, faire l'objet d'une nouvelle opposition que sous le couvert d'une décision préalable du juge, contenant à la fois justification des motifs de l'arrêt de la première procédure et confirmation par avance de l'opposition nouvelle.

Quelque précieuse que fût la garantie résultant de l'intervention judiciaire dans la procédure même d'opposition, encore fallait-il éviter que, par les lenteurs inévitables qu'elle entraîne, elle ne pût nuire à la célérité que d'autre part réclame impérieusement l'efficacité de ce genre spécial de défense. De là le principe, conciliateur des deux desiderata en présence, que jusqu'à l'obtention de l'homologation, l'opposition n'aura que force provisoire et ne figurera qu'à ce titre au *Bulletin quotidien* (art. 6, § 1), formule qui, si elle réserve pour l'avenir la souveraineté de la décision du juge, n'en assure pas moins dans l'intervalle à l'opposition ceux de ses effets que la sauvegarde des droits de l'opposant ne permettait pas de retarder.

D'autre part il importait, tant pour les droits de l'établissement débiteur averti par la dénonciation de l'opposition que pour ceux du tiers détenteur actuel averti par la publication provisoire, que délai raisonnable fût laissé à l'un comme à l'autre pour pouvoir venir éventuellement protester et contredire à la demande d'homologation : d'où l'interdiction faite au juge de rendre aucune décision sur cette demande, avant que huit jours pleins ne se soient écoulés depuis la date de la première publication au *Bulletin quotidien* (art. 6, § 2).

* * *

Saisi de la demande d'homologation, le président du tribunal apprécie, tant d'après les indications formulées par l'acte même d'opposition que d'après tous autres éléments que pourra lui fournir l'opposant, le degré de sérieux et de vraisemblance que présentent les allégations de celui-ci.

Dans le cas d'appréciation favorable, il délivre à l'intéressé l'ordonnance d'homologation sollicitée (art. 7, § 1).

Dans le cas contraire, au lieu de rendre, comme dans la loi française (art. 7), une ordonnance de refus susceptible de recours devant le tribunal — ce qui serait en contradiction avec l'article 17 de notre loi générale sur la compétence — le président renvoie simplement l'opposant à se pourvoir devant le tribunal, pour être statué par celui-ci même, ministère public entendu (art. 7, § 2). Vu la nécessité de célérité, cette décision est rendue comme en matière sommaire, et dans le cas où elle est susceptible d'appel, le délai de celui-ci — qui de droit commun serait de trente ans devant l'impossibilité de signifier en l'occurrence l'ordonnance à contradicteur inconnu — est réduit au court laps de temps de huit jours.

L'homologation obtenue rend l'opposition définitive, et désormais — à partir du lendemain de la signification de la décision à l'Office national — c'est à ce titre qu'elle figurera au Bulletin quotidien (art. 8).

Par contre, le refus d'homologation annule l'opposition et en entraîne la radiation immédiate, sur signification de la décision faite d'office, aux frais de l'opposant, tant à l'Office national qu'à l'établissement débiteur (art. 9).

Au surplus va-t-il de soi que, ne portant que sur la validité de l'opposition, la décision d'homologation laisse entières toutes questions relevant du fond même du droit — telle, notamment, celle de la propriété des titres à laquelle viendrait ultérieurement prétendre le tiers détenteur — questions sur lesquelles auront éventuellement à statuer, en leur temps, les juridictions compétentes.

* * *

Telle est, dans ses grandes lignes, la procédure à laquelle notre projet assujettit, d'une façon générale, l'opposition pour dépossession involontaire de titres au porteur.

Dans deux cas, cependant, apparaissait opportunité de faire subir à ces règles générales certaines dérogations de détail.

La première de ces dérogations vise l'opposition, ne concernant que des coupons d'intérêts ou de dividendes, détachés des titres auxquels ils étaient afférents. L'importance des intérêts en cause étant alors moindre, moins rigoureuses pouvaient être les formalités destinées à en être la sauvegarde. De là la simplification admise, pour cette opposition spéciale, par l'article 10.

La loi française avait cru, à cet égard, pouvoir faire bénéficier d'un fléchissement de la règle ordinaire toute opposition sur coupons isolés (art. 2 dernier § et art. 8). C'était aller trop loin. Notre projet, à l'instar des législations suisse et luxembourgeoise, réduit l'octroi de la dite faveur au seul cas où des circonstances du fait peut vraiment, au profit de l'opposant, résulter présomption, particulièrement plausible de la vraisemblance de ses allégations : à savoir le cas où cet opposant se trouve resté en possession des titres auxquels se réfèrent les coupons visés. Aussi l'article lui impose-t-il d'établir l'existence de cette condition primordiale en annexant en copie, à son acte d'opposition, un certificat du juge de paix ou d'un notaire attestant dans son chef le fait de la possession dont s'agit.

D'autre part, les dispositions de la loi française précitées simplifient l'opposition spéciale en question sur deux points : elles la dispensent tant de la notification au syndicat des agents de change et de la publication que cette notification tend à réaliser, que de toute intervention de l'autorité judiciaire. Notre projet, tenant compte du danger qu'il y aurait, même dans les circonstances spéciales prévues, à céder quoi que ce soit de la garantie que présente la formalité de publicité, ne supprime en l'occurrence que la seule formalité de l'homologation judiciaire, bornant sa faveur à permettre que, dans le dit cas, l'opposition soit réputée définitive et partant puisse être publiée comme telle au Bulletin, par le seul fait et dès le moment de sa signification à l'Office national.

La seconde dérogation à la règle générale a trait aux titres étrangers. Pour ceux-ci, notre loi ne pouvait évidemment s'appliquer que dans les limites où le permet le principe fondamental de la territorialité des lois (art. 3 C. civ.). C'est-à-dire que, ces titres, échappaient à toute applicabilité des dispositions qui plus haut visent la dénonciation de l'opposition et la signification du refus de son homologation à l'établissement débiteur.

Devant l'impossibilité d'atteindre celui-ci au-delà de nos frontières, l'article 11 se résigne à se contenter d'une signification faite à l'établissement mandataire chargé en Belgique du service des dits titres, quitte, pour celui-ci, à en donner alors communication à l'établissement étranger mandant.

Et comme il peut se faire que ce service soit confié chez nous à plusieurs établissements à la fois, l'article, dans un but de simplification, les astreint à désigner de commun accord un délégué chargé de recevoir en leur nom commun les significations susvisées, à peine de voir toute notification faite à l'un quelconque d'entre eux valoir à l'égard de tous les autres.

TITRE II.

Des effets de l'opposition.

Les effets de l'opposition, dûment publiée, sont de deux catégories.

L'un est de nature purement conservatoire : celui de faire de l'opposition un instrument de saisie-arrêt générale du titre entre les mains tant de l'établissement qui l'a émis qu'entre celles de quiconque peut, de par l'exercice de sa profession, être amené à en recevoir la détention pour compte d'autrui.

Les autres relèvent du domaine du dispositoire. Ils se produisent respectivement tant à l'égard de l'un qu'à l'égard de l'autre des deux aspects sous lesquels nous avons vu plus haut se présenter à l'analyse du droit la situation de l'opposant : du côté du tiers détenteur, eu égard à la revendication du titre, nullité et par conséquent inopposabilité de cette revendication de toute négociation effectuée postérieurement à la publication de l'opposition ; du côté de l'établissement débiteur, eu égard à l'exercice de la créance même dont ce titre n'est que le signe représentatif, possibilité d'obtenir le paiement des dettes échues avec, pour l'avenir, la délivrance d'un duplicata.

§ 1^{er}. — *De la saisie des titres et de la défense de payer.*

L'établissement débiteur, ainsi que tout intermédiaire — agent de change, courtier, banquier, etc. — entre les mains de qui parvient un des titres ou coupons frappés de l'opposition, sont tenus, le premier dès le jour de la dénonciation de celle-ci, les autres seulement à dater du lendemain de sa publication au *Bulletin* quotidien, de retenir ce titre ou ce coupon et de surseoir à son paiement (art. 11).

Sont ainsi, d'un même coup, assurés à l'opposant et la détermination de la personnalité du tiers porteur actuel du titre, et la conservation de celui-ci jusqu'à ce que justice ait pu se prononcer entre les deux intéressés.

Il ne reste plus, pour faire donner à cette mesure tous ses fruits, qu'à la porter à la connaissance de l'opposant. A cet effet, notification de la saisie, avec indication de la personnalité du présentateur, est faite au dit opposant par l'établissement débiteur, sous pli recommandé, dans un délai très court, savoir : au plus tard le lendemain de la saisie, si celle-ci a été opérée par cet établissement lui-même, ou, si elle a été effectuée par un intermédiaire, au plus tard le surlendemain de la notification que cet intermédiaire est tenu lui-même de lui en faire, par le même mode et dans le même délai (art. 11 § 2).

Cette obligation se trouve du reste, chez l'intermédiaire, compensée par l'attribution, aux frais de l'opposant, d'une prime ou indemnité dont le montant sera fixé par l'arrêté royal d'exécution.

Tout cela n'est, en somme, que la spécialisation et l'adaptation, eu égard à la matière qui nous occupe, du principe de droit qui impose à tout dépositaire, lorsqu'il vient à apprendre que la chose déposée a été volée et à en découvrir le véritable propriétaire, l'obligation de « dénoncer à celui-ci le dépôt qui lui a été fait » (art. 1938, C. civ.). Aussi est-ce tout naturellement sur la base des principes généraux du dépôt que, dans le cas de manquement de l'établissement débiteur ou de l'intermédiaire à l'accomplissement des obligations ci-dessus mises à leur charge respective, se réglera leur responsabilité vis-à-vis de l'opposant.

Et en vue d'arriver, à tout le moins par voie indirecte, à obtenir des intermédiaires étrangers l'observation de prescriptions que l'inapplicabilité de notre législation par-delà nos frontières empêchait de leur imposer directement, l'article 12 étend expressément cette responsabilité de l'établissement débiteur belge à tous paiements que les mandataires chargés par lui du service de ses titres et coupons à l'étranger viendraient à y effectuer au mépris de l'opposition, dès le jour où a pu parvenir à ces mandataires l'exemplaire du Bulletin quotidien en contenant la première publication.

Quelque justifiée que puisse être cette responsabilité, elle n'est cependant, tout comme la prescription même dont elle constitue la sanction, établie qu'au seul profit de l'opposant. Elle ne pouvait donc aller jusqu'à devenir la source d'un enrichissement au profit du tiers porteur à qui aurait été effectué malgré l'opposition le paiement interdit. Aussi, par une extension de cette règle d'équité qui aux articles 1376 et 1377 du Code civil habilite l'auteur de tout paiement indu à le répéter, notre article 13 conserve-t-il expressément à l'établissement qui, par négligence ou par erreur, aurait versé à ce tiers détenteur le montant du titre ou du coupon frappé de l'opposition, le droit de lui réclamer la restitution de la somme touchée. Et comme au-dessus du règlement de cet intérêt particulier demeure, impérieuse et prédominante, la prescription légale de saisie, c'est, ajoute la dite disposition, sans contrepartie de rétrocession du titre, que s'effectuera cette répétition de l'établissement payeur.

§ 2. — *De la nullité des négociations eu égard à la revendication.*

Eu égard à la prétention du porteur dépossédé à la revendication de son

titre, l'opposition vient renverser les obstacles que, jusqu'aujourd'hui, mettaient à l'exercice de ce droit les articles 2279 et 2380 du Code civil. Impossibilité pour le porteur de réclamer sa chose du tiers acquéreur présumé de bonne foi, dès que trois ans se sont écoulés depuis la dépossession ; impossibilité, même dans le courant de ces trois années, de la lui réclamer sans être obligé de lui rembourser le prix qu'elle lui a coûté : l'un comme l'autre de ces deux anciens obstacles viennent à tomber par le fait du principe nouveau que l'opposition, dûment publiée, emporte présomption légale absolue de connaissance, dans le chef de tous, de la nature suspecte des titres qu'elle frappe, et par conséquent présomption légale, *juris et de jure*, d'existence de la mauvaise foi chez quiconque s'en rend acquéreur postérieurement à cette publication. D'où, — par une règle analogue à celle qui à l'article 445 de la loi sur les faillites proclame nuls comme présumés faits en fraude des droits de la masse certains actes accomplis par le failli dans la période suspecte qui précède la déclaration de faillite — résultant de plein droit la nullité en égard à l'action en revendication du porteur dépossédé, et partant l'inopposabilité à cette action par le tiers détenteur actuel, de toute cession, transmission ou négociation du titre qui aura été effectué postérieurement au jour où, pour la première fois, a paru au Bulletin quotidien la publication de l'opposition (art. 14, § 1^{er}).

Mais, de même que, dans la matière ci-dessus rappelée de la faillite, la nullité des actes visés ne se produit que « relativement à la masse », au profit de qui seule elle est édictée, de même ici la nullité de la cession, de la transmission ou de la négociation du titre frappé de l'opposition ne se produit qu'au profit de l'opposant et qu'« en égard à sa revendication ».

L'opération, en dehors de son inopposabilité à la dite revendication, conserve donc, entre parties, la plénitude de ses effets juridiques : tels, notamment, dans le cas de cession, le recours de l'acquéreur contre son vendeur en garantie d'éviction (art. 1625 C. civ.), et dans le cas de mise en gage, le droit du créancier à l'exigibilité immédiate de la créance à terme que ce gage avait pour but de garantir (art. 1188, C. civ.).

Quant aux cessions, transmissions ou négociations conclues avant que la publication de l'opposition n'ait fait connaître à tous l'existence de celle-ci, il n'est, pour elles, apporté aucune dérogation aux articles 2279 et 2280 du Code civil. C'est dire qu'elles restent sous l'empire de ces principes traditionnels (art. 14, § 2). Pour elles donc demeurent, en égard à l'exercice de la revendication, l'obligation du porteur dépossédé de faire la preuve de la mauvaise foi du tiers acquéreur, et en égard à l'exercice de la créance, le droit de l'établissement du débiteur de refuser tout paiement d'intérêts ou de capitaux à ce même porteur, avant que ne se soient écoulés pour les uns et les autres respectivement les délais de la prescription ordinaire.

Tout, dans ces conditions, dépend donc de l'antériorité ou de la postériorité de la cession, de la transmission ou de la négociation du titre, relativement à la date de la publication de l'opposition. Capitale dès lors devenait la fixation du moment précis où cette cession, cette transmission ou cette négociation doit, en l'occurrence, être réputée avoir reçu sa perfection juri-

dique. Dans cet ordre d'idées, l'article 15 pose le principe que, eu égard à la matière qui nous occupe, l'opération, étant effectuée sur chose fongible, sera réputée accomplie dès le moment où, sur individualisation donnée au titre par sa livraison des mains du donneur d'ordre entre celles de l'agent de change chargé de le négocier, inscription de cette détermination aura été effectuée dans les livres de cet agent.

Or, sous la législation actuelle (art. 63 de la loi du 30 décembre 1867, titre V du Code de Commerce), les agents de change ne sont obligés d'inscrire, dans le livre dont le dit article leur impose la tenue, que la seule indication, jour par jour et par ordre de dates, des « conditions de toutes les opérations faites par leur intermédiaire ». En vue d'adapter cet instrument de documentation aux nécessités nouvelles, notre article 15, érigeant en obligation légale une pratique à laquelle d'ailleurs s'astreignaient déjà volontairement la plupart de ces intermédiaires du commerce des valeurs mobilières, vient leur prescrire d'ajouter dans le livre dont s'agit, à l'indication de la nature de l'opération et de sa date, deux énonciations complémentaires : celle de la nature et des numéros des titres objet de la négociation, et celle des noms, demeures et professions des personnes pour compte de qui ils l'effectuent, — le tout sous la sanction pénale d'une amende de 50 francs par contravention à chacune des trois obligations, sans préjudice à l'application éventuelle des peines du crime de faux.

En sus de cet effet déterminatif de l'époque d'où va dépendre la validité ou la nullité de l'opération, les indications dont s'agit offriront par ailleurs deux autres avantages : d'une part, celui de fournir, tant à l'opposant qu'à la justice répressive, un moyen particulièrement efficace d'arriver, par la remonte en filière de la série de mutations successives, à la découverte de l'auteur originaire de l'appropriation illicite ; d'autre part, celui d'assurer, tant à l'opposant qu'au tiers acquéreur obligé de céder devant la revendication de l'opposant, l'exercice de leur recours ultérieur respectif contre l'agent de change auteur de la négociation faite au mépris de l'opposition.

Ceci nous amène à un dernier point.

Il va de soi qu'étant donné le rôle prédominant que jouent dans toutes les transactions de l'espèce ces intermédiaires ordinaires sinon même nécessaires du commerce des valeurs mobilières, leur responsabilité ne pouvait ni se limiter au seul point de forme visé ni se réduire aux seules dispositions pénales édictées par l'article dont s'agit. Aussi, l'article 16, parachevant la sanction sous tous les aspects de l'obligation dont elle est appelée à assurer l'exécution, les déclare-t-il civilement responsables — et ce envers tous les intéressés — de la réparation en dommages-intérêts de tout le préjudice qui pourra résulter pour l'un ou l'autre de ceux-ci, tant de l'inobservation des formalités de l'article 15 que de la nullité des opérations encourue en application de l'article 14.

§ 3. — *Du droit au paiement provisoire des intérêts et du capital, de la déchéance et de la délivrance d'un duplicata.*

L'opposition, avons-nous dit, implique, à l'adresse du détenteur actuel du titre qu'elle frappe, sommation ou mise en demeure d'avoir à le produire, à

fins de règlement légal des droits opposés qu'a mis en conflit le fait de sa dépossession d'entre les mains de son porteur ordinaire. Or, si, en dépit de la large et répétée publicité donnée à cette sommation dans le Bulletin quotidien, un laps de temps plus ou moins long vient à s'écouler sans que soit survenue cette production et se soit élevée cette contradiction, qu'en conclure, sinon à la probabilité que, soit accidentellement, soit sous l'effet de la crainte du voleur ou de l'inventeur de se trahir lui-même en le montrant entre ses mains, le titre a été détruit ou du moins mis définitivement en dehors de toute possibilité de représentation? De là résultent, en même temps que la confirmation progressive du bien-fondé du droit du porteur dépossédé, l'évanouissement correspondant du danger de voir surgir la prétention d'un droit tiers susceptible d'y contredire, et portant, sur l'échelle d'une graduation ménagée suivant l'écoulement même du temps où naît et par lequel grandit la dite présomption, survient la possibilité d'admettre l'opposant à l'exercice des droits attachés à la créance.

Dans la loi française, cette habilitation successive de l'opposant à prendre attitude et à faire acte de créancier ne peut se produire que moyennant obtention préalable, par celui-ci, d'une autorisation du président du tribunal (art. 3, 5 et 15). Le présent projet ayant, ainsi qu'on l'a vu plus haut, reporté cette intervention du pouvoir judiciaire au moment, beaucoup plus opportun du début de la procédure d'opposition, à titre d'élément même de validité de celle-ci, il n'y avait plus à y revenir. Tout, dès lors, pouvait être maintenant laissé au seul jeu de la présomption de destruction née de la seule prolongation de la publicité.

Des dispositions de la loi voisine nous ne retenons donc, en l'occurrence, que celles qui se rapportent à ce seul point. Et, à son imitation sous la seule divergence de quelques modifications de détail notamment eu égard à la computation des divers délais, nous jalonnons l'accession progressive de l'opposant au bénéfice de ses droits de créancier de trois étapes successives, échelonnées suivant leur degré d'éloignement de la date de la première publication définitive :

1. Après une année écoulée depuis cette date, et deux échéances au moins étant survenues dans l'intervalle, s'ouvre pour l'opposant le droit d'exiger de l'établissement débiteur le paiement des intérêts ou dividendes échus. Vu la brièveté du délai, il était ce pendant opportun de prévoir l'éventualité d'une contradiction tardive, venant ultérieurement démentir la présomption légale : d'où la précaution de n'autoriser le dit paiement que sous la garantie de la fourniture d'un gage ou d'une caution ou, à défaut de l'une ou de l'autre de ses sûretés, que sous la forme d'un versement provisoire à la Caisse des Dépôts et Consignations — libération des dites sûretés et remise des dites sommes étant acquises après deux nouvelles années écoulées sans que se soit produite la contradiction tardive redoutée (art. 18).

Rien du reste n'empêche l'intéressé, s'il estime ces garanties et restrictions trop rigoureuses, de laisser les choses en l'état et d'attendre purement et simplement l'arrivée de la déchéance qui, ainsi que nous allons voir, viendra lui donner droit au paiement définitif.

2. Après deux années écoulées depuis cette même date de la première publication de l'opposition définitive, et six mois au moins s'étant passés depuis l'échéance, l'opposant est habilité à exiger le capital même des titres éventuellement devenu exigible, toujours et pour le même motif, sous la fourniture d'une garantie par caution, gage ou hypothèque, ou à défaut de ces sûretés, sous la modalité d'un simple versement provisoire à la Caisse des Dépôts et Consignations (art. 19). La circulation des titres dont nous nous occupons relevant des procédés rapides et faciles du droit commercial, il importe que l'organisation des garanties ci-dessus destinées à en régulariser le cours fût mise en rapport avec la souplesse inhérente à ce droit spécial. Dans cet ordre d'idées, l'article 20 stipule, d'une part, que la solvabilité de la caution sera appréciée comme en matière commerciale, c'est-à-dire non sur la seule base de ses propriétés foncières (arg. art. 2019, Code civil) et, d'autre part, que le nantissement sera assimilé, tant pour les formes de sa constitution que pour celles de son exécution, au gage commercial.

A un autre point de vue, les dites sûretés, étant exigées dans l'intérêt d'un tiers — le tiers détenteur actuel du titre — ne pouvaient raisonnablement être laissées à la discrétion des seules parties en cause. De là, dans le projet, à la fois la détermination de la nature et du mode d'évaluation des choses appelées à faire l'objet du gage (art. 20) et l'interdiction générale, d'ordre public, de déroger par conventions particulières aux dispositions légales relatives à la matière (art. 21).

3) Après cinq années, la présomption de destruction, jusque là demeuré sujette à réserve, devient absolue, et le titre objet de l'opposition se trouve, de plein droit, frappé de déchéance. D'où, pour l'opposant, deux nouvelles prérogatives : d'une part, habilitation à réclamer tous paiements définitifs et directs, avec libération des sûretés fournies en garantie et remise des sommes consignées en exécution des paiements provisoires antérieurs; d'autre part, autorisation à exiger la délivrance, à ses frais, en vue de remplacer entre ses mains l'ancien titre désormais annulé, d'un titre nouveau portant, tant sur lui-même que sur chacun de ses coupons, une mention nettement indicative de sa nature de duplicata (art. 23).

Quelque fondement que donne à cette annulation du titre disparu le fait qu'une publication aussi prolongée de l'opposition a été impuissante à lui faire surgir de contradicteur, encore ne pouvait-il y avoir à négliger, à ce moment décisif, aucune mesure susceptible de venir renforcer jusqu'aux extrêmes limites du possible la légitimité de la présomption légale de destruction.

Dans ce souci de s'entourer du maximum de garanties, le projet ne consacre la dite présomption que sous le couvert de deux précautions.

Tout d'abord, au lieu de faire, comme la loi française, courir le délai de cinq années de la date même de la première publication de l'opposition, et de varier ainsi l'époque des diverses déchéances d'après la variabilité de ce point de départ, l'article 23 ne le fait pour toutes indistinctement, courir qu'à compter du 1^{er} janvier qui suit la publication dont il s'agit, de façon à leur fixer à toutes et partant à signaler du même coup à la vigilance particu-

lière des tiers intéressés, la date uniforme du 31 décembre de chaque année.

En second lieu, et en vue de mieux stimuler encore cette vigilance, l'article 24 vient assurer aux intéressés, un mois avant l'arrivée de la date fatale, la garantie d'un dernier rappel, en quelque sorte d'un ultime avertissement, par la voie d'un bulletin spécial, à publier par l'Office national le premier décembre de chaque année, contenant la liste de tous les titres pour lesquels va, fin de mois, expirer le délai de déchéance.

Cette déchéance, de par son double effet d'annulation du titre disparu et d'attribution définitive à l'opposant du bénéfice de la créance qu'il représentait, vient marquer pour l'opposition son aboutissement final, en entraînant son extinction par réalisation de son objet. Devait donc, par le fait, prendre fin également la publication dont se constituait essentiellement sa procédure. Mais c'eût été exposer le public à voir réapparaître alors sur le marché, ainsi tout-à-coup réouvert à leur libre circulation, les titres annulés. En vue de parer à ce danger, les deux derniers alinéas de l'article 24 prévoient et organisent, pour les titres frappés de déchéance — hormis ceux qui, étant amortis, se voient par le fait même soustraits de droit à toute négociabilité — la garantie d'une publicité subséquente : celle d'un autre Bulletin spécial, à paraître une fois par année, dans les dix premiers jours de janvier. Cette publicité est, pour chacun des dits titres, à renouveler tous les ans, jusqu'à l'année à laquelle se réfère le dernier de ses coupons, sans que toutefois cette durée puisse, en aucun cas, être moindre de dix années, étant entendu, pour assurer la soudure de cette publicité supplémentaire avec la précédente, que jusqu'au jour de la première mention de ces titres dans le Bulletin spécial susvisé, leur publication sera continuée dans le Bulletin ordinaire des oppositions.

*
**

Paiement provisoire des intérêts et dividendes après une année; paiement provisoire du capital après deux années; paiement définitif des uns et de l'autre et délivrance d'un duplicata des titres après cinq années : telle est donc, dans la successivité de ses trois étapes, la voie que l'opposition ménage au porteur involontairement dépossédé de ses titres, dans son accession progressive à la récupération de l'exercice de ses droits de créancier.

Naturellement, au fur et à mesure que se produit cette récupération, se produit en successivité correspondante la libération de l'établissement vis-à-vis de tout tiers qui, dans la suite, viendrait à surgir comme détenteur du titre. C'est ce que formulent expressément, d'une part, l'article 22 eu égard au paiement provisoire des intérêts et du capital respectivement effectué après une et après deux années, d'autre part, l'article 23 eu égard au paiement définitif et à la délivrance du duplicata effectués en suite de la déchéance après cinq années. En chacune de ces éventualités, ne reste à ce tiers tardivement apparu, pour le cas où il peut arguer soit du non-fondé de l'opposition, soit d'une acquisition antérieure à la publication de celle-ci, que la seule ressource d'un recours en dommages-intérêts contre l'opposant — quitte pour lui, ajoute l'article 22 eu égard aux cas de paiements provi-

soires, à se trouver, pour l'exercice de ce recours, subrogé de plein droit dans les cautionnements, gages ou hypothèques sous la garantie desquels auraient été effectués les dits paiements.

TITRE III.

De la contradiction de l'opposition.

Cette habilitation successive et graduée de l'opposant à l'exercice de ses droits de créancier n'a — avons-nous vu — d'autre fondement que la présomption, s'accusant de plus en plus forte au fur et à mesure que se prolonge la publication de l'opposition, que vient créer en faveur de sa prétention l'impuissance de cette opposition et de la sommation publique y attachée à faire surgir de prétention contraire. C'est dire qu'avec cette présomption doit tomber cette habilitation, lorsque vient précisément à se produire l'apparition d'un contradicteur : l'opposant ne peut arriver ni au paiement provisoire des intérêts et dividendes de l'article 18, ni au paiement provisoire du capital de l'article 19, ni au paiement définitif et à la délivrance de duplicata de l'article 23, que, — disent et répètent l'une après l'autre ces trois dispositions — « s'il n'y a contradiction ».

Reste à savoir de quoi peut se constituer cette « contradiction ». De par la nature et le fondement même de la présomption ci-dessus caractérisée, doit être considéré comme suffisant à produire cet effet contradictoire tout acte ou fait quelconque d'un tiers qui, dûment porté à la connaissance de l'établissement débiteur, implique de la part de ce tiers prétention à l'existence à son profit d'un droit — droit de propriété, droit d'usufruit, droit de gage, ou autre — venant, sur le titre frappé de l'opposition, se dresser en conflit avec le droit dont se prévaut l'opposant. C'est ce que formule le premier alinéa de l'article 25.

Telle sera, en première ligne dans l'ordre de gradation juridique, la signification à l'établissement débiteur, par le tiers détenteur actuel du titre, d'un exploit ou de toute autre notification portant manifestation formelle de la dite prétention.

Mais, dans un domaine aussi essentiellement affranchi de formalisme que celui où se produit la circulation des matières mobilières, devaient être assimilés à ces modes de manifestation expresse de la volonté de contredire tous actes ou faits susceptibles de l'impliquer tacitement. C'est même la façon la plus ordinaire dont on doit s'attendre à la voir se produire.

Or, parmi ces modes de contradiction tacite, il en est un dont il importait de faire mention spéciale, tant à cause de la fréquence qu'est appelée à lui donner la pratique courante qu'à raison des difficultés particulières auxquelles peut donner son interprétation. C'est le fait de la présentation, aux guichets de l'établissement débiteur, du titre pour lequel l'opposition constitue précisément mise en demeure de son détenteur actuel d'avoir à le produire.

L'article fait, à cet égard, une distinction entre la présentation du titre et celle de ses coupons détachés.

La présentation du titre vaut contradiction tant à l'égard du titre lui-même

qu'à l'égard de ses coupons, solution rationnelle, les coupons n'étant que l'accessoire et ne peuvent dès lors que suivre le sort de la créance dont ils dépendent et à laquelle prétend le présentateur.

Quant à la présentation du coupon, il va de soi qu'elle devait valoir comme contradiction à l'égard de ce coupon. Mais il eût été excessif de lui faire produire par elle-même, et à elle seule, cet effet jusqu'à l'égard du titre lui-même et à l'égard des autres coupons; il n'en sera ainsi que si le présentateur, ayant la volonté d'étendre à ce titre et à ces autres coupons la portée de sa protestation, manifeste spécialement, dans le délai d'un mois, cette volonté de l'une ou de l'autre de deux façons : soit par dénonciation à l'établissement débiteur de l'assignation par laquelle il réclame à l'opposant la reconnaissance des dits droits, soit, plus simplement, par le dépôt, entre les mains de cet établissement, du titre lui-même.

La contradiction vient donc, auprès de l'établissement débiteur qui en reçoit connaissance, détruire la présomption que peu à peu tendait à établir, au profit de l'opposant, l'absence de toute contestation à la publicité de sa prétention. D'où, naturellement, sinon la suppression, tout au moins l'arrêt des effets de cette présomption, jusqu'à ce que le litige, que la double apparition de cette contradiction va précisément faire naître et permettre de dénoncer entre les deux intéressés désormais mis en présence l'un de l'autre, ait pu être tranché soit à l'amiable entre eux, soit par décision du pouvoir judiciaire compétent. Paiement provisoire des intérêts des dividendes prévu à l'article 18, paiement provisoire du capital prévu à l'article 19, paiement définitif des uns et de l'autre, déchéance du titre et délivrance du duplicata prévus à l'article 23; tous ces effets de l'opposition — dit l'article 26 — sont également et indistinctement suspendus « jusqu'à accord ou décision de justice entre l'opposant et le tiers porteur ».

Et comme il importait d'empêcher que ne fussent dans l'intervalle publiées, aux deux Bulletins spéciaux prévus à l'article 24, l'imminence et l'arrivée d'une déchéance désormais suspendue, la disposition dont s'agit impose à l'établissement débiteur l'obligation d'aviser l'Office national de la dite suspension, le surlendemain au plus tard de la contradiction qui y donne naissance.

TITRE IV.

De la radiation et de la main-levée de l'opposition.

Nous avons déjà vu trois cas où, d'autorité légale, est prononcée la radiation de l'opposition. Ce sont : 1) le cas où l'opposant manque de s'acquitter de la taxe annuelle destinée à couvrir les frais de la publication (art. 4); 2) celui où il omet d'introduire, dans le délai d'un mois qui lui est imparti à cet effet, la demande en homologation de son opposition (art. 5); 3) le cas de refus du juge d'accorder cette homologation (art. 9).

En dehors de ces trois causes de radiation légale, l'opposition peut être supprimée par l'effet d'une double main-levée : une main-levée volontaire et une main-levée judiciaire.

La mainlevée due à la libre volonté de l'opposant peut être donnée par lui de l'une ou de l'autre de deux façons soit authentiquement, par un acte d'huissier signifié à l'organisme auprès de qui avait été faite l'opposition : l'Office national; soit sous seing privé, par la remise au même office de l'original de l'acte d'opposition revêtu, sous sa signature dûment légalisée, d'une déclaration ou mention de main-levée — la pièce, en cas de main-levée partielle, lui étant immédiatement restituée munie du visa de l'Office (art. 28, § 1^{er}).

Dès le surlendemain au plus tard, avis du fait est donné par l'Office national à l'établissement débiteur ainsi que, s'il s'agit d'une opposition définitive, au greffe de la juridiction qui avait rendu la décision d'homologation; pour être et demeurer annexé à la minute de cette décision (art. 28, § 2).

La main-levée judiciaire résultera, tout d'abord, du jugement qui, en suite de l'action en revendication intentée par l'opposant au tiers détenteur désormais connu, aurait donné gain de cause à celui-ci.

Mais il peut se faire que l'opposant, par négligence ou pour tout autre motif, mette retard à exercer cette action décisive. Il eût été injuste de mettre le tiers détenteur à la merci de cette inaction de son adversaire. Pour lui permettre d'y parer, l'article 29 institue à son profit une procédure spéciale en main-levée, exclusive et indépendante de toute action sur le fond même du droit : sommation par le tiers détenteur à l'opposant d'avoir à introduire dans le mois sa demande en revendication, et en même temps assignation à comparaître, après expiration de ce délai, devant le président du tribunal de commerce pour y entendre statuer en référé sur la main-levées. Celle-ci sera prononcée par le juge dans deux cas : celui où l'opposant manquerait d'obtempérer à la dite sommation, et celui où, l'action en revendication étant introduite et le tiers détenteur justifiant d'avoir acquis les titres antérieurement à la publication de l'opposition, l'opposant se refuserait à lui offrir le remboursement du prix d'achat prévu à l'article 2280, C. civ.

Quelle que soit sa cause, la radiation de l'opposition ne pouvait, dans tous les cas, qu'entraîner l'anéantissement de celle-ci pour l'avenir, et partant délier tant l'établissement débiteur que l'établissement intermédiaire des obligations qu'elle mettait à leur charge, eu égard aux titres qui viendraient à leur être ultérieurement présentés. C'est ce que commence par proclamer l'article 20, en son premier alinéa.

Même extinction devait se produire pour le passé, et partant amener dans les cas de main-levée volontaire ou de main-levée judiciaire (art. 30 § 8) la libération immédiate des titres ayant déjà fait de la part de ces établissements l'objet de saisie. La première de ces main-levées, en effet, ne s'explique que par la reconnaissance du non-fondé de l'opposition; et quant à la seconde, lorsqu'elle ne repose pas, elle aussi, sur ce fond du droit, elle n'a précisément d'autre but que d'assurer au tiers détenteur, contre l'inaction injustifiable de l'opposant, la reprise de la disponibilité de ses titres.

Mais cet anéantissement des effets déjà acquis de l'opposition eût été injuste dans les trois cas de radiation encourue de droit pour défaut de paiement de la taxe de publication, pour défaut de demande en homologa-

tion, et pour refus de celle-ci. Aucun de ces faits, en effet, n'implique la reconnaissance ou de décision sur le fond même du droit. Il importait donc, avant d'autoriser alors la libération des titres déjà saisis, d'accorder préalablement à l'opposant délai raisonnable pour soutenir et faire valoir ce droit. De là, pour les dits cas, la disposition finale du second alinéa de l'article, ne permettant aux établissements saisissants de restituer ou de payer aucun de ces titres que si, dans le mois suivant la réception de l'avis qui leur est fait de la radiation, l'opposant n'a pas dénoncé à l'établissement débiteur l'intentement de son action en revendication contre le présentateur.

Et comme les intermédiaires ne reçoivent directement avis d'aucun fait de radiation ou de main-levée, l'article termine en leur interdisant de se dessaisir en aucun cas des titres saisis par eux, que sur les instructions qu'aura à leur fournir à cet effet l'établissement débiteur, en conformité avec les principes ci-dessus.

TITRE V.

De la destruction et de la falsification des titres au porteur.

Aux termes de l'article 1348, C. civ., preuve de droit peut, de façon générale, être fournie par témoins, même au-dessus de cent cinquante francs, lorsqu'il « n'a pas été possible au créancier de se procurer une preuve littérale de l'obligation qui a été contractée envers lui » impossibilité à laquelle le § 4 du même article déclare expressément et spécialement assimiler le cas où le créancier a perdu le titre qui lui servait de titre littérale, par suite d'un cas fortuit, imprévu et résultant d'une force majeure. C'était d'avance sur les seules bases des principes du droit commun, assurer au possesseur de titres au porteur qui viennent à être accidentellement détruits la conservation de la créance qu'ils représentaient à son profit, sous condition de pouvoir fournir la double preuve du fait de la dite destruction et de l'identité des titres qui en ont été l'objet. L'article 31 ne peut donc être considéré que comme une adaptation à la matière spéciale qui nous occupe des dits principes généraux lorsque, dans son premier alinéa, il stipule que tout possesseur de titres détruits peut, sans avoir à recourir aux formalités qu'organise la présente loi pour le cas de perte ou de vol, exiger de l'établissement débiteur la délivrance d'un titre duplicata ou le paiement du capital éventuellement devenu exigible, sous la seule condition de fournir la double preuve dont s'agit.

Mais l'article va plus loin. Et, dans son second paragraphe, il déclare étendre cette faculté au cas où le possesseur de titres au porteur, en ayant perdu la détention et parvenant à les recouvrer, ne les verrait faire retour entre ses mains que sous la tare de l'une ou l'autre falsification. Naturellement, la disposition exige que dans ce cas, avant que soit délivré à l'intéressé le titre nouveau qu'il réclame, l'ancien soit préalablement annulé ou détruit.

Dans l'un et l'autre cas, disions-nous, la seule condition imposée au réclamant est de faire, d'une part, la preuve du fait de la destruction ou de la falsification des titres, d'autre part, celle de leur identité — preuve qu'il est autorisé à fournir par toutes voies de droit, témoins et présomptions compris. Mais, toute large et facile qu'elle soit, et précisément à cause de cela, l'administration de cette preuve n'en reste pas moins soumise à la souveraineté d'appréciation qui, dans toutes les questions de fait, caractérise le pouvoir du juge. En vue de permettre à celui-ci d'atténuer le plus possible au profit de l'intéressé la sévérité de cette appréciation, la finale de l'article autorise en l'occurrence les tribunaux à n'accorder le paiement ou la délivrance de duplicata demandés que sous le couvert de telle ou telle garantie qu'ils jugeraient éventuellement nécessaire ou opportune.

TITRE VI.

Dispositions pénales.

Grâce à l'opposition organisée par le présent projet, les possesseurs de titres au porteur qui viennent à s'en trouver involontairement dépossédés vont donc avoir désormais à leur disposition, pour se garer des effets de cette dépossession, le moyen efficace que jusqu'à ce jour s'étaient montrés insuffisants à leur fournir les principes généraux du droit traditionnel.

Mais il fallait éviter que ce nouveau moyen de droit ne pût éventuellement devenir entre les mains mal intentionnées, un instrument d'abus du droit. Dans ce but, l'article 32 commence par ériger en délit spécial, puni d'une amende de 26 à 500 francs, le fait de former ou de maintenir une opposition avec *mauvaise foi* — expression générique englobant et frappant sous sa large acception toute initiative inspirée ou relevant, dans l'esprit de son auteur, d'une idée de vexation.

Que si l'opposant, accentuant la gravité de son acte illicite, y cherche moyen de réaliser, de par les effets légaux de l'opposition, un « profit quelconque », paiement indû des dividendes ou du capital des titres, délivrance abusive d'un duplicata, provocation en Bourse d'une raréfaction de marché propice aux spéculations malhonnêtes, etc., dans la même proportion s'aggraveront la qualification et la répression spéciale du délit : la peine, dit le second alinéa de l'article, sera, alors, celle de l'escroquerie (art. 496, Code pénal).

Dans l'un et l'autre cas, du reste, sera admis à se produire l'effet des circonstances atténuantes visées à l'article 85 du Code pénal (art. 32, § 3).

SECONDE PARTIE.

Réparation des dommages de guerre en matière de titres au porteur.

Si le propriétaire dépossédé parvient à obtenir la restitution du titre sans devoir acquitter d'indemnité au profit de celui en mains de qui il le retrouve, s'il est mis en possession d'un duplicata, il ne subira d'autre dommage que celui indirect des frais relatifs à la poursuite de son droit, et du manque à gagner.

Il importait donc d'organiser au profit des victimes de faits de guerre ce premier mode de réparation en faisant disparaître les obstacles qui s'y opposent actuellement.

La première partie de la loi aura, sans doute pour conséquence de permettre la restitution ou la reconstitution des titres perdus; mais il reste cependant des cas trouvant leur origine dans la situation anormale créée par la guerre où la victime de la dépossession ne peut trouver la réparation dans l'application de ces règles nouvelles combinées avec celles du droit commun : Celui qui a acquis un titre perdu ou volé à une personne vendant des choses semblables ou dans un marché, ne doit restitution que moyennant remboursement du prix payé; la revendication ne peut être poursuivie que pendant trois ans.

De là la nécessité de mesures spéciales à raison des circonstances particulières dans lesquelles la dépossession ou la négociation s'est opérée.

Ces mesures consistent dans une dérogation aux articles 2279 et 2280 du Code civil : Elles étaient contenues dans les articles 9, 11 et 12 du projet du Gouvernement, et sont groupées dans un premier chapitre.

Mais comme on l'a vu ces dispositions ne peuvent faire disparaître que la cause de certains dommages déterminés.

Le problème n'est pas résolu, et reste particulièrement ardu lorsqu'on se trouve en présence de la catégorie spéciale des porteurs de titres qui sont dans l'impossibilité d'en faire connaître les numéros, soit qu'étant illettrés ils ont omis la précaution de les noter, soit qu'ils aient vu disparaître les carnets, les listes, ou les documents sur lesquels ces documents étaient inscrits, et qu'ils ne peuvent retirer aucun renseignement des banques, des agents de change qui leur ont fourni ces titres, des établissements qui ont acquitté les coupons.

La difficulté s'accroît à raison de la tentation offerte aux gens sans scrupule de se faire allouer des réparations illégitimes en spéculant sur les difficultés de découverte ultérieure de la fraude et qui pourraient invoquer des pertes prétendues. On se trouve donc placé devant cette double difficulté : ne pas priver, à raison des difficultés de preuve des victimes dignes d'intérêt; ne pas ouvrir un large champ à la spéculation ou à la malhonnêteté. Il faut enfin tenir compte de la situation résultant de l'indemnisation par l'État de ces pertes et de la possibilité qui doit lui être réservée de la récupérer. L'in-

demnisation du créancier ne peut constituer une source ultérieure de profits pour le débiteur.

Nous avons constaté que la destruction du titre ne fait pas disparaître le droit, et ne libère pas le débiteur.

Si donc une personne vient à établir qu'elle a subi la destruction de titres à raison de faits de guerre, elle pourra, à l'expiration de la période fixée par les articles 22 et 23, obtenir la délivrance de nouveaux titres, à condition d'avoir indiqué les numéros des titres détruits et opéré opposition régulière.

Mais cette délivrance ne pourra être opérée si le fait de la destruction étant établi, les numéros étaient inconnus. Cependant l'Etat aura en l'obligation d'indemniser la victime.

Il serait inadmissible que la société pût s'approprier la part dans son capital ou sa dette que représentent ces titres.

Les textes soumis par votre Commission, s'attachent à résoudre cette difficulté en s'inspirant notamment de l'étude poursuivie en France sur cette matière, par le *Comité national d'action pour la réparation intégrale des dommages causés par la guerre* (1).

TITRE PREMIER.

Réparation par voie de restitution.

Les dispositions du projet de loi établissant prolongation du délai ordinaire de revendication et la responsabilité des personnes qui ont servi d'intermédiaires dans la négociation des titres perdus ou volés au cours de l'occupation se justifient par l'impossibilité où les propriétaires de titres se sont trouvés de faire valoir leurs droits et les conditions suspectes de nombreuses transactions. L'article 33 ne fait que prolonger le délai institué par la législation en vigueur, pour la revendication. L'article 34 exclut du bénéfice de réclamer le prix payé ceux qui les ont acquis à l'intervention d'intermédiaires ayant commencé à exercer le commerce à une période où les transactions boursières étaient anormales. De même les bourses ayant cessé de fonctionner régulièrement pendant l'occupation ceux qui y ont continué leurs opérations doivent être considérés comme ayant agi à leurs risques et périls, et s'être exposés aux conséquences des contacts directs ou indirects avec l'occupant. C'est pourquoi les conséquences du vol doivent peser plutôt sur ces intermédiaires complaisants qu'être supportées par la victime de celui-ci.

Seuls continueront de bénéficier de la législation actuelle les agents de change, banquiers et courtiers établis avant le 1^{er} août 1914, et encore faut-il exclure les intermédiaires de nationalité étrangère. Les ressortissants des nations alliées n'ont plus pu traiter d'affaires. Ils ne seront donc pas atteints par l'application de la présente disposition.

(1) *Des moyens de remédier aux conséquences du vol, de la perte ou de la destruction des titres de Bourse par suite des faits de guerre.* Rapport par M. Jules VALÉRY.

Il serait toutefois impossible d'étendre la période de responsabilité à une époque à laquelle les victimes avaient repris possession de leurs droits et pouvaient prendre des mesures de précaution — soit après le 1^{er} janvier 1919. En agissant autrement on pourrait injustement atteindre les agents inscrits lors de la réouverture de la Bourse et on reviendrait sur des opérations que rien ne pouvait rendre suspectes.

TITRE II.

De la réparation par voie d'indemnité.

Nous avons signalé qu'il était des cas où par suite de la destruction — ou de l'inexistence — des carnets, inventaires, etc., il serait impossible de remettre aux intéressés des titres dont il ne reste ni trace ni description bien que la perte soit certaine.

La réparation doit être accordée, mais la preuve à fournir réclame des garanties qu'exclut la procédure devant le tribunal des dommages de guerre. C'est pourquoi la loi lui associera le juge de paix. Celui-ci procède à la première instruction, et c'est sur les résultats de celle-ci que le tribunal des dommages de guerre statuera.

Le Trésor public pourra être amené ainsi à acquitter la valeur de titres dont le plus grand nombre aura été représenté comme perdu ou détruit.

Le premier titre de la présente loi admet la délivrance de duplicatas et l'exercice des droits et avantages attachés à la possession du titre, au porteur dépossédé lorsqu'il devient certain que cet exercice ne peut porter atteinte aux droits des débiteurs.

Ici les dispositions du projet de loi ont cette portée que les dividendes tant périodiques que de liquidation qui étaient destinés aux porteurs des titres détruits et qui ne pourraient jamais leur être remis seront attribués à l'État qui ayant acquitté le dommage doit être subrogé dans les droits de la victime.

Toute autre solution enrichirait les sociétés à concurrence des sommes versées aux victimes, sous forme de dommages de guerre. Les solutions que nous venons d'exposer auront cet intérêt qu'elles réduiront dans des proportions considérables la charge à supporter par l'État. Il ne fera plus qu'une avance dont les intérêts lui seront remboursés par la perception des dividendes et intérêts des titres après un délai de cinq années.

Il n'est d'ailleurs que justice de constituer l'État bénéficiaire des reliquats de liquidations de sociétés qui ne peuvent être distribués et qui constituent après l'expiration du délai fixé pour diriger l'action en justice contre les liquidateurs, des biens sans maître.

Cette disposition est insérée comme générale, et s'appliquera désormais à tous les reliquats de liquidation non réclamée par les actionnaires ou obligataires.

Dispositions générales.

En une matière aussi complexe, ne pouvaient dans la loi elle-même, être prévus et réglés que les principes constitutifs des grandes lignes de l'œuvre juridique nouvelle. Ont donc été laissés à l'intervention d'un arrêté-royal d'exécution tous les points de détail que peuvent faire surgir les nécessités et les contingences de son application : telles, notamment, la création de l'Office national des valeurs mobilières, l'organisation matérielle du Bulletin quotidien des oppositions et des deux Bulletins spéciaux annuels y annexés, la fixation tant du montant que des conditions de paiement des frais des publications à y effectuer, la détermination de la rémunération destinée à former au profit des agents et intermédiaires du marché des valeurs mobilières, la compensation des obligations désormais mises à leur charge. C'est à cet appel à l'action complémentaire du pouvoir exécutif qu'est affectée la disposition finale de l'article 33.

NÉCESSITÉ D'ACCORDS ET DE MESURES INTERNATIONAUX.

Toutes les mesures que nous venons d'indiquer n'auront qu'une portée limitée si elles ne peuvent sortir leurs effets au-delà de nos frontières. Elles ne s'appliqueront pleinement qu'aux valeurs belges et non aux titres étrangers qui ne feront l'objet d'aucune négociation en Belgique.

Il a été suggéré — et cette solution s'impose — de tenter de provoquer une entente internationale avec les États alliés, voire même neutres, aux fins d'étendre dans les différents pays la procédure d'opposition, de publication et de délivrance de duplicatas. Cette entente aurait pour complément nécessaire la création d'un *bureau international*, et nul pays ne paraît mieux placé que le notre pour en fournir le siège. Cet organisme pourrait dans la suite se compléter de l'*Office international des sociétés par actions* dont la création offrirait d'incalculables services, et qui centraliserait l'état civil et les documents relatifs à la création et au fonctionnement des sociétés par actions, à la législation commerciale, fiscale et économique les concernant.

En attendant la réalisation de cette entente il devra appartenir au Gouvernement de faciliter aux intéressés l'utilisation des mesures déjà décrétées dans les divers pays en vue de la défense des droits des porteurs dépossédés.

Il pourrait charger, à l'intervention de nos ambassades et de nos légations, un mandataire de recueillir les oppositions de nos nationaux, de les introduire selon les formes imposées dans les divers pays, d'introduire les actions à exercer pour la reconstitution de leur patrimoine.

Les considérations et explications qui précèdent donneront, pensons-nous, la conviction, qu'il est indispensable de compléter notre législation sans plus tarder. La loi nouvelle assurera une sécurité permanente à la propriété mobilière. Sans sacrifices importants pour le Trésor elle fournira ces réparations impatiemment entendues.

Le Rapporteur,
P. WAUWERMANS.

Le Président,
J. PONCELET.

TEXTE PROPOSÉ PAR LA COMMISSION.

LOI RELATIVE A LA DÉPOSSESSION INVOLONTAIRE DES TITRES AU PORTEUR.

ARTICLE PRÉLIMINAIRE.

Il est créé un *Office National des valeurs mobilières*.

Son siège est établi à Bruxelles.

L'Office est chargé notamment de la publication d'un bulletin quotidien des oppositions.

L'organisation de l'*Office National* et la publication du *Bulletin* seront réglées par arrêté royal.

PREMIÈRE PARTIE.

PROTECTION DES PORTEURS DE TITRES VOLÉS, PERDUS ET DÉTRUITS.

ARTICLE PREMIER (1).

Tout ayant-droit qui, par quelque événement que ce soit, vient à se trouver involontairement dépossédé de titres au porteur autres que les billets de banque et les valeurs spécifiées à l'article 1^{er} de la loi du 20 juin 1873, peut se faire restituer contre les effets de cette dépossession dans la mesure et sous les conditions déterminées aux articles ci-après :

(1) Texte du projet communiqué par le Gouvernement.

TEKST DOOR DE COMMISSIE VOORGESTELD.

WET OP DE ONGEWILDE BIJENBEZITSTELLING VAN DE TITELS AAN TOONDER.

VOORAFGAANDE ARTIKEL.

Er wordt een *Nationaal Kantoor* voor roerende waarden opgericht.

Het is gevestigd te Brussel.

Het Kantoor is belast namelijk met het uitgeven van een dagelijksch bulletin der met verzet aangetekende waarden.

De inrichting van het *Nationaal Kantoor* en de uitgave van het *Bulletijn* worden bij koninklijk besluit geregeld.

EERSTE DEEL.

BESCHERMING VAN DE HOUDERS VAN ONTVREEMDE, VERLOREN EN VERNIELDE TITELS.

EERSTE ARTIKEL (1).

Elke rechthebbende die, ten gevolge van welke gebeurtenis ook, ongewild buiten bezit is gesteld van titels aan toonder, andere dan de bankbriefjes en de waarden omschreven in artikel 1 der wet van 20 Juni 1873, kan herstelling bekomen van de gevolgen dier buitenbezitstelling in de mate en onder de voorwaarden bepaald in de navolgende artikelen :

(1) Tekst van het ontwerp door de Regering medegedeeld.

TITRE I.**Des formalités de l'opposition****ART. 2.**

Le porteur dépossédé forme, par acte d'huissier signifié à l'*Office National des valeurs mobilières* qui sera créé en exécution de la présente loi, opposition tant au paiement qu'à la négociation des titres.

L'acte d'opposition indique le nombre, la nature, la valeur nominale, les numéros par ordre augmentatif et, s'il y a lieu, la série des titres objets de la dépossession.

Il énonce en outre, autant que possible :

1° l'époque, le lieu et le mode de l'acquisition des titres, ainsi que l'époque et les circonstances de leur dépossession ;

2° l'époque et le lieu de réception des derniers dividendes ou intérêts.

L'opposant y fait élection de domicile à Bruxelles, pour tous actes relatifs à l'opposition.

ART. 3.

Le jour même, dénonciation de l'opposition, avec copie de l'acte, est, sous pli recommandé, signifiée par l'huissier instrumentant à l'établissement débiteur.

ART. 4.

Dans les deux jours de l'opposition, l'*Office National des valeurs*

TITEL I.**Verzet. — Vormvereischten.****ART. 2.**

Zoowel tegen de betaling als tegen de verhandeling der titels doet de buiten bezit gestelde houder verzet bij akte van deurwaarder beteekend aan het *Nationaal Kantoor voor roerende waarden*, dat ter uitvoering van deze wet wordt opgericht.

De akte van verzet vermeldt het getal, den aard, de nominale waarde, de nummers in klimmende orde en, zoo daartoe aanleiding bestaat, de reeks der titels waarvoor de buitenbezitstelling geldt.

Bovendien worden, zooveel mogelijk, daarin aangegeven :

1° het tijdstip, de plaats en de wijze van verkrijging der titels, alsmede het tijdstip en de omstandigheden van de buitenbezitstelling daarvan ;

2° het tijdstip en de plaats van de ontvangst der laatste dividend en of interesten.

Hij, die verzet aanteeckt, doet daarin keuze van woonplaats te Brussel voor alle akten betreffende het verzet.

ART. 3.

Op denzelfden dag wordt het verzet, met een afschrift der akte, door den werkenden deurwaarder aan de schuldplichtige inrichting aangezegd onder aangeteekenden omslag.

ART. 4.

Binnen twee dagen na het verzet doet het *Nationaal Kantoor voor*

mobilières fait procéder à la publication de la désignation et des numéros des titres, par la voie d'une insertion permanente au *Bulletin quotidien des oppositions*, qui sera officiellement établi et publié dans les formes et sous les conditions arrêtées en exécution de la présente loi.

Cette publication est faite aux frais de l'opposant. Le montant en est acquitté par rétributions annuelles, respectivement payables d'avance à peine de refus de publication en cas de défaut de versement de la première taxe et de radiation en cas de non-paiement de l'une des autres subséquentes.

ART. 5.

Dans le mois de l'opposition, l'opposant est tenu d'en demander par requête l'homologation au président du tribunal de commerce de son domicile ou, s'il habite hors de Belgique, du siège social de l'établissement débiteur.

A défaut par l'opposant, dans le dit délai, de justifier auprès de l'*Office National* de l'introduction de cette demande, il est mis fin à la publication au *Bulletin quotidien*. Avis de cette radiation est donné par l'*Office National* à l'établissement débiteur.

Les titres ainsi rayés ne pourront avant une année faire, de la part du même opposant et à raison des mêmes faits, l'objet d'une nouvelle opposition que sur une décision du

roerende waarden de aanwijzing en de nummers der titels bekendmaken door middel van eene bestendige inlassching in het *Dagelijksch Bulletin der met verzet aangetekende waren*, dat officieel opgericht en uitgegeven wordt op de wijze en onder de voorwaarden, ter uitvoering van deze wet bepaald.

Die bekendmaking geschiedt op de kosten van hem, die verzet doet. Het bedrag daarvan wordt betaald door jaarlijksche bijdragen; deze moeten onderscheidenlijk vooraf gestort worden; zoo niet, wordt de bekendmaking geweigerd, indien de eerste bijdrage niet wordt gestort, en wordt zij geschrapt, indien een der volgende bijdragen niet worden betaald.

ART. 5.

Binnen ééne maand na het verzet is hij, die verzet doet, gehouden, de bekrachtiging daarvan bij verzoekschrift aan te vragen aan den voorzitter der handelsrechtbank van zijne woonplaats of, indien hij buiten België woont, van den maatschappelijken zetel der schuldpligtige inrichting.

Wordt door hem, die verzet doet, binnen gezegden termijn bij het *Nationaal Kantoor* niet bewezen dat die aanvraag is ingediend, dan houdt de bekendmaking in het *Dagelijksch Bulletin* op. Van deze schrapping wordt door het *Nationaal Kantoor* kennis gegeven aan de schuldpligtige inrichting.

Tegens de aldus geschrapte titels kan, door hem die het eerste verzet deed en op grond van dezelfde feiten, niet vóór het verstrijken van één jaar opnieuw verzet gedaan

juge, contenant justification des motifs de cette inobservation de la prescription légale et portant homologation par avance de l'opposition nouvelle.

ART. 6.

Jusqu'à décision sur l'homologation, l'opposition n'est que provisoire et ne figure que comme telle au *Bulletin quotidien*.

Aucune décision ne pourra être rendue sur l'homologation, avant que ne se soient écoulés huit jours au moins depuis la première publication au *Bulletin quotidien*.

ART. 7.

Si l'opposant justifie de faits ou de pièces de nature à rendre vraisemblable la dépossession dont il se prévaut, le président lui délivre une ordonnance portant homologation de l'opposition.

Au cas contraire, le président renvoie l'opposant à se pourvoir, par requête d'avoué, devant le tribunal, qui statuera Ministère public entendu. Le jugement sera rendu comme en matière sommaire. Dans le cas où l'appel est autorisé, le délai imparti pour l'interjeter est réduit à huit jours à compter du jugement. L'appel est jugé sommairement et sans procédure.

worden dan krachtens eene beslissing van den rechter, waarbij de gegrondheid van de redenen der niet-nakoming van het wettelijk voorschrift wordt erkend en het nieuw verzet vooraf bekrachtigd wordt.

ART. 6.

Zoolang niet is beslist over de bekrachtiging, is het verzet slechts voorloopig en komt het slechts als zoodanig voor in het *Dagelijksch Bulletin*.

Over de bekrachtiging kan niet worden beslist, voordat ten minste acht dagen zijn verlopen sedert de eerste bekendmaking in het *Dagelijksch Bulletin*.

ART. 7.

Indien hij, die verzet doet, het bewijs levert van feiten of stukken waardoor de door hem beweerde buitenbezitstelling waarschijnlijk wordt, levert de voorzitter hem een bewijs-schrift af, houdende bekrachtiging van het verzet.

Is dat het geval niet, dan wordt hij, die verzet doet, door den voorzitter verwezen om zich, bij verzoekschrift van pleitbezorger, te voorzien voor de rechtbank; deze doet uitspraak na het Openbaar Ministerie te hebben gehoord. Het vonnis wordt verleend zooals in zake van korte behandeling. Ingeval het beroep is toegelaten, wordt de termijn, verleend om het in te stellen, verminderd tot op acht dagen te rekenen van het vonnis. Over het beroep wordt bij korte behandeling en zonder rechtspleging gevonnist.

ART. 8.

L'homologation rend l'opposition définitive.

Celle-ci figure comme telle au Bulletin quotidien le surlendemain au plus tard de sa notification à l'Office national.

ART. 9.

Le refus d'homologation entraîne la radiation de l'opposition. Expédition de l'ordonnance, du jugement ou de l'arrêté est, à cet effet, aussitôt levée et transmise d'office aux frais de l'opposant, tant à l'Office national qu'à l'Etablissement débiteur.

ART. 10.

Est dispensée de l'homologation et directement soumise à publication définitive l'opposition portant sur coupons détachés, lorsque l'opposant est resté porteur des titres auxquels ils se réfèrent, la possession de ces derniers étant constatée par un certificat du juge de paix ou d'un notaire de son domicile, annexé en copie à l'acte d'opposition.

ART. 11.

Pour les titres étrangers, les dénonciation et signification prévues aux articles 5 et 9 sont faites au siège social de l'établissement chargé en Belgique de leur service financier, puis communiqués, par lui à l'établissement étranger débiteur.

ART. 8.

Door de bekrachtiging wordt het verzet definitief.

Dit verzet komt in het *Dagelijksch Bulletin* als zoodanig voor uiterlijk den tweeden dag na de betekening daarvan aan het *Nationaal Kantoor*.

ART. 9.

Het weigeren van bekrachtiging heeft het schrappen van het verzet ten gevolge. Een afschrift van het bevelschrift, van het vonnis of van het besluit wordt, te dien einde, dadelijk gelicht en van ambtswege, op de kosten van hem, die verzet doet, gezonden zoowel aan het *Nationaal Kantoor* als aan de schuldplichtige inrichting.

ART. 10.

Het verzet betreffende geknipte coupons dient niet te worden bekrachtigd en wordt rechtstreeks voorgoed bekendgemaakt, wanneer hij, die verzet doet, in het bezit is gebleven van de titels, waartoe zij behooren, en het bezit van deze titels is vastgesteld door een bewijsschrift van den vrederechter of van eenen notaris zijner woonplaats, waarvan een afschrift bij de akte van verzet is gevoegd.

ART. 11.

Geldt het vreemde waarden, dan worden de aanzegging en de betekening, voorzien bij de artikelen 3 en 9, gedaan ten maatschappelijken zetel van de inrichting, belast met hunnen financieelen dienst in België, en daarna door haar aan de vreemde

Au cas où le dit service serait confié en Belgique à plusieurs établissements, ceux-ci devront, dans le délai de deux mois à dater de la présente loi, désigner un établissement unique chargé de recevoir en leur nom la dénonciation susvisée. Cette désignation sera publiée pour la première fois par une insertion au *Moniteur Belge*, et ultérieurement par listes complètes mensuelles dans le Bulletin quotidien. A défaut par eux de se soumettre à cette prescription, toute dénonciation faite à l'un quelconque des dits établissements sera légalement réputée valoir à l'égard de tous les autres.

TITRE II.

Des effets de l'opposition.

§ 1^{er} — *De la saisie des titres et de la défense de payer.*

ART. 12.

L'établissement débiteur, ainsi que tout agent de change, courtier, banquier ou autre intermédiaire, entre les mains de qui parvient un des titres ou coupons frappés de l'opposition, sont tenus, le premier dès le jour de la dénonciation de celle-ci, les autres à dater du lendemain de sa publication au *Bulletin Quotidien*, de retenir ce titre ou ce coupon et de surseoir à son paiement.

Avis de la saisie, avec indication des noms et adresse du présentateur, est notifié par l'établissement débiteur à l'opposant ou, si la saisie a été faite par un intermédiaire,

schuldplichtige inrichting medegedeeld.

Indien gezegde dienst in België aan verscheidene inrichtingen mocht toevertrouwd zijn, moeten deze, binnen een termijn van twee maanden vanaf de dagteekening van het vonnis, slechts ééne inrichting aanwijzen, die gelast is bedoelde aanzegging in hunnen naam te ontvangen. Deze aanwijzing wordt bekendgemaakt een eerste maal door eene inlassching in het *Belgisch Staatsblad* en daarna door maandelijksche volledige lijsten in het *Dagelijksch Bulletin*. Voldoen zij aan dit voorschrift niet, dan wordt elke aanzegging, aan slechts ééne dier inrichtingen gedaan, wettelijk geacht te gelden voor al de overige.

TITEL II.

Gevolgen van het verzet.

§ 1. — *Inbeslagneming der titels en betalingsverbod.*

ART. 12.

De schuldplichtige inrichting, evenals elke wisselagent, makelaar, bankier of elk ander tusschenpersoon, in wier handen een der met verzet aangeteekende titels of coupons komt, zijn verplicht, de eerste vanaf den dag der aanzegging van het verzet, de overige vanaf den dag na de bekendmaking daarvan in het *Dagelijksch Bulletin*, dien titel of die coupon in te houden en de betaling daarvan uit te stellen.

Bericht van de inbeslagneming, met aanwijzing van naam en woonplaats van den aanbieder, wordt aan hem, die verzet doet, beteekend door de schuldplichtige inrichting of, zoo

par celui-ci à l'établissement débiteur pour être par lui transmis à l'opposant, notifications et transmission étant faites par lettre recommandée, chacune respectivement dans le délai de deux jours.

La rémunération, due de ce chef à l'intermédiaire par l'opposant, sera fixée par arrêté royal.

ART. 13.

Les établissements débiteurs belges sont responsables, vis-à-vis de l'opposant, de tous paiements effectués pour leur compte par les établissements chargés du service de leurs titres et coupons à l'étranger, dès le jour où le *Bulletin Quotidien* a pu parvenir à ces derniers établissements.

ART. 14.

Tout paiement de titre ou de coupon effectué malgré l'opposition restera sujet à la répétition de l'établissement payeur, sans que cependant puisse être exigée de celui-ci la restitution du titre ou du coupon.

§ 2. — *De la nullité des négociations eu égard à la revendication.*

ART. 15.

Est de droit nulle et sans effet eu égard à la revendication de l'opposant toute cession, transmission ou

de inbeslagneming uitging van een tusschenpersoon, door dezen aan de schuldplichtige inrichting, opdat deze het overmake aan hem, die verzet doet; de beteekeningen en de overmaking dienen, elk onderscheidenlijk binnen twee dagen, bij aangeteekenden brief te geschieden.

De vergelding, aan den tusschenpersoon uit dien hoofde verschuldigd door hem die verzet doet, wordt bij koninklijk besluit bepaald.

ART. 13.

De Belgische schuldplichtige inrichtingen zijn aansprakelijk, tegenover hem die verzet doet, voor alle betalingen, die voor hunner rekening worden gedaan door de inrichtingen belast met den dienst honner titels en coupons in het buitenland, vanaf den dag waarop het *Dagelijksch Bulletin* aan deze laatstgemelde inrichtingen kon besteld worden.

ART. 14.

Elke betaling van titels of coupons, niettegenstaande het verzet gedaan, kan van de betalende inrichting teruggevorderd worden, doch zonder dat de teruggave van den titel of van de coupon kan geëischt worden van die inrichting.

§ 2. — *Nietigheid van de verhandelingen ten opzichte van de terugvordering.*

ART. 15.

Elke afstand, overdracht of andere verhandeling, welke plaats heeft na den dag der bekendmaking van het

autre négociation effectuée postérieurement au jour de la publication de l'opposition dans le *Bulletin quotidien*, sauf tous recours du tiers porteur contre son co-contractant.

Il n'est pour les cessions, transmissions et négociations effectuées antérieurement à la date ci-dessus, en rien dérogé aux articles 2279 à 2280 du Code civil.

ART. 16.

L'opération sera, eu égard à l'article ci-dessus, réputée accomplie dès le moment où, sur livraison du donneur d'ordre, aura été inscrite dans le livre de l'agent-intermédiaire la détermination des titres qui en font l'objet.

A cet effet, tous agents de change, banquiers, courtiers et autres intermédiaires de vente sont obligés d'inscrire sur le livre spécial, dont la tenue leur est imposée par l'article 65 de la loi du 30 décembre 1867, en sus de l'indication de la date déjà exigée par le dit article :

1° La désignation de la nature et des numéros des titres sur lesquels portent leurs opérations;

2° la désignation des noms, professions et domiciles des personnes avec lesquelles ils traitent;

à peine d'une amende de 50 francs par contravention à chacune des trois obligations, et sans préjudice à l'application éventuelle des peines du faux.

verzet in het *Dagelijksch Bulletin*, is, ten opzichte van de terugverdring door hem die verzet doet, van rechtswege nietig en krachteloos, behoudens verhaal van den derden bezitter op zijne medehandellende partij.

Voor den afstand, de overdracht en de verhandelingen, welke plaats hadden vóór bovengemelden datum, wordt niet afgeweken van de artikelen 2279 en 2280 van het Burgerlijk Wetboek.

ART. 16.

Ten aanzien van bovenstaand artikel wordt de verrichting geacht te zijn voltrokken zoodra, op aflevering door den ordergever, de bepaling der titels, die het voorwerp daarvan uitmaken, in het boek van den tusschenagent is ingeschreven.

Te dien einde is elke wisselagent, bankier, makelaar en elk ander tusschenpersoon, die verkoopt, verplicht in het bijzonder boek, waarvan het houden hun is opgelegd door artikel 65 der wet van 30 December 1867, buiten de reeds bij dit artikel vereischte vermelding van den datum in te schrijven :

1° De aanwijzing van den aard en van de nummers der titels, waarop hunne verrichtingen betrekking hebben;

2° De aanwijzing van den naam, van het beroep en de woonplaats der personen met welke zij handelen;

Op straffe van eene boete van 50 frank voor elke overtreding van elke der drie verplichtingen, en onverminderd de mogelijke toepassing der straffen wegens valsheid.

ART. 17.

Les agents de change et autres intermédiaires seront civilement responsables, à l'égard de tous intéressés, du préjudice que leur auraient causé tant l'inobservation des formalités de l'article 13 que la nullité des opérations encourue en application de l'article 14.

§ 3. — *Du paiement provisoire des intérêts et du capital.*

ART. 18.

Après une année écoulée et deux échéances survenues depuis la première publication de l'opposition définitive, l'opposant peut, s'il y a contradiction, exiger de l'établissement débiteur le paiement des intérêts ou dividendes échus, moyennant gage ou caution en couverture du total des annuités exigibles, augmenté du double de la dernière.

A défaut de l'une ou de l'autre de ces garanties, les sommes exigibles seront versées en dépôt à la Caisse des dépôts et consignations.

Après une année nouvelle écoulée sans contradiction, les sûretés fournies seront dégagées et l'opposant habilité tant à réclamer la remise des sommes consignées qu'à percevoir librement les intérêts ou dividendes à échoir.

ART. 19.

Après deux années écoulées depuis la première publication de l'opposi-

ART. 17.

De wisselagenten en andere tussenpersonen zijn burgerrechtelijk aansprakelijk, tegenover elken belanghebbende, voor het nadeel dat hun mocht toegebracht zijn zoowel door de niet-nakoming van de vormvereischen bepaald bij artikel 13 als door de nietigheid der verrichtingen ingevolge artikel 14.

§ 3. — *Voorloopige betaling van de interesten en van het kapitaal.*

ART. 18.

Na verloop van één jaar en na het verschijnen van twee vervaldagen sedert de eerste bekendmaking van het definitief verzet kan, indien er tegenspraak is, hij, die verzet doet, van de schuldplichtige inrichting de betaling van de vervallen interesten of dividenden vorderen mits inpandgeving of borg tot dekking van het geheel bedrag der eischbare annuïteiten, vermeerderd met het dubbele van de laatste.

Bij gebrek aan dezen of genen dier waarborgen, worden de eischbare sommen ter bewaring gestort in de Deposito- en Consignatiekas.

Na verloop van een nieuw jaar zonder tegenspraak, worden de geleverde waarborgen bevrijd en is hij, die verzet doet, bevoegd zoowel om de betaling der in bewaring gestorte sommen te vorderen als om de te vervallen interesten of dividenden vrijelijk op te trekken.

ART. 19.

Na verloop van twee jaren sedert de eerste bekendmaking van het de-

tion définitive et six mois passés depuis l'échéance, l'opposant peut, s'il n'y a contradiction, réclamer le paiement du capital des titres devenu exigible moyennant caution, nantissement ou hypothèque, ou, à défaut de l'une ou de l'autre de ces garanties, en faire effectuer le versement à la Caisse des dépôts et consignations.

ART. 20.

La solvabilité de la caution à fournir en vertu des articles 18 et 19 sera appréciée comme en matière commerciale.

Le nantissement doit être constitué soit en titres de rentes sur l'État ou titres garantis par l'État, soit en tous autres titres calculés à un taux qui ne pourra être supérieur à 80 % du cours du jour. Il est assimilé au gage commercial.

ART. 21.

Il ne peut être dérogé par convention particulière aux dispositions de la présente loi relatives aux susdites garanties.

Il sera statué en référé, par le président du tribunal de commerce du siège social de l'établissement débiteur, sur toutes difficultés auxquelles elles pourraient donner lieu.

ART. 22.

Tout paiement, tant de dividendes et d'intérêts que de capital, fait à l'opposant en conformité avec les dispositions précédentes, libère l'établissement débiteur envers tout tiers porteur au préjudice de qui il

finitief verzet en na verloop van zes maanden sedert den vervaldag kan, indien er geen tegenspraak is, hij, die verzet doet, de betaling van het eischbaar geworden kapitaal der titels vorderen mits borgstelling, inpandgeving of hypotheek of, bij gebrek aan dezen of genen dezer waarborgen, het in de Deposito- en Consignatiekas doen storten.

ART. 20.

Het betaalvermogen van den krachtens de artikelen 18 en 19 te stellen borg wordt beoordeeld zooals in handelszaken.

De inpandgeving moet bestaan hetzij uit titels van Staatsrenten of titels gewaarborgd door den Staat, hetzij uit elk anderen titel berekend tegen een bedrag, dat niet 80 t. h. van de loopende noteering mag overschrijden. Zij wordt gelijkgesteld met het handelspand.

ART. 21.

Van de bepalingen dezer wet betreffende gezegde waarborgen kan niet afgeweken worden bij bijzondere overeenkomst.

De voorzitter der handelsrechtbank van den maatschappelijken zetel der schuldplichtige inrichting doet uitspraak in kortgeding over al de moeilijkheden waartoe zij aanleiding mochten geven.

ART. 22.

Elke betaling zoo van dividend en interesten als van kapitaal, overeenkomstig de vorige bepalingen gedaan aan hem die verzet doet, ontlast de schuldplichtige inrichting tegenover elken derden bezitter, ten

aurait été effectué, sauf recours de celui-ci contre l'opposant.

Le tiers, dans l'exercice de ce recours, est de plein droit subrogé à l'établissement débiteur relativement à l'hypothèque, au gage ou à la caution sous garantie desquels a été effectué le paiement.

ART. 23.

Tout titre publié au *Bulletin quotidien* sans interruption pendant cinq années, à compter du premier janvier suivant la date de sa première mention sur la liste des oppositions définitives, est, s'il n'y a contradiction, de plein droit frappé de déchéance.

Cette déchéance entraîne au profit de l'opposant :

1) droit définitif à tous paiements, avec libération des sûretés fournies et remise des sommes consignées en exécution de l'article 19;

2) droit à la délivrance, sur sa demande et à ses frais, d'un titre nouveau portant le même numéro que le titre originaire.

Ce nouveau titre, ainsi que chacun de ses coupons, seront respectivement munis au recto d'une surcharge indiquant de façon nette et apparente leur caractère de duplicats.

Les titres et coupons délivrés en duplicats conféreront les mêmes droits et seront négociables dans les mêmes conditions que les titres primitifs.

La délivrance du nouveau titre libère l'établissement débiteur en-

wiens nadeele zij mocht gedaan zijn, behoudens verhaal van dezen op hem, die verzet doet.

Bij het uitoefenen van dit verhaal is de derde bezitter van rechtswege in de plaats van de schuldplichtige inrichting gesteld betreffende de hypotheek, de inpandgeving of den borg, met wier waarborg de betaling werd gedaan.

ART. 23.

Elke titel, in het *Dagelijksch Bulletin* onafgebroken bekendgemaakt gedurende vijf jaar, vanaf den eersten Januari na den datum zijner eerste vermelding op de lijst der definitief met verzet aangeteekende waarden, vervalt van rechtswege, zoo er geen tegenspraak bestaat.

Door dit verval verkrijgt hij, die verzet doet :

1) voorgoed recht op alle betalingen, met vrijstelling van de geleverde waarborgen en afgifte der sommen, ter uitvoering van artikel 19 in bewaring gegeven ;

2) recht op de aflevering, op zijn verzoek en op zijne kosten, van een nieuwen titel met hetzelfde nummer als den oorspronkelijken titel.

Deze nieuwe titel, alsmede iedere coupon daarvan worden op de voorzijde bekleed met eene overschrijving, welke op duidelijke en zichtbare wijze aanduidt dat het duplicaten zijn.

De als duplicaten afgeleverde titels en coupons verleen den zelfde rechten en zijn verhandelbaar op dezelfde wijzen als de eerste titels.

De aflevering van den nieuwen titel ontlast de schuldplichtige in-

vers tout tiers porteur du titre primitif au préjudice de qui elle aurait été effectuée, sauf recours personnel de ce tiers contre l'opposant.

ART. 24.

Le 1^{er} décembre de chaque année, l'*Office National* publie un Bulletin spécial contenant la liste de tous les titres pour lesquels va, fin du mois, expirer le délai de cinq années susvisé.

Le 10 janvier au plus tard de chaque année, l'*Office National* publie un autre Bulletin spécial, contenant la liste de tous les titres frappés de déchéance et non déjà amortis. Les dits titres y figureront jusqu'à la fin de l'année afférente au dernier des coupons y attachés, sans que cette durée puisse, en aucun cas, être moindre de dix années.

Jusqu'au jour de leur publication dans ce Bulletin spécial, leur publication est continuée dans le *Bulletin Quotidien*.

TITRE III.

De la contradiction de l'opposition.

ART. 25.

La contradiction de l'opposition résulte de tout acte ou de fait de tiers porté à la connaissance de l'établissement débiteur et impliquant de la part de ce tiers prétention à l'existence, à son profit, d'un droit sur le titre frappé de l'opposition.

richting tegenover elken derden bezitter van den oorspronkelijken titel, ten wiens nadeele zij mocht gedaan zijn, behoudens persoonlijk verhaal van dien derde op hem, die verzet doet.

ART. 24.

Den 1ⁿ December van elk jaar geeft het *Nationaal Kantoor* een bijzonder Bulletin uit, waarin voorkomt de lijst van al de titels, waarvoor de bovengemelde termijn van vijf jaar op het einde der maand verloopt.

Uiterlijk den 10^e Januari van elk jaar geeft het *Nationaal Kantoor* een ander bijzonder Bulletin uit, waarin voorkomt de lijst van al de vervallen en nog niet afgeloste titels. Gezegde titels zullen daarin voorkomen tot het einde van het jaar van de laatste der daaraan gehechte coupons, zonder dat, in geen geval, die duur nooit minder dan tien jaar bedragen mag.

De bekendmaking daarvan wordt in het *Dagelijksch Bulletin* voortgezet, totdat gezegde titels in dit bijzonder Bulletin worden bekendgemaakt.

TITEL III.

Tegenspraak van het verzet.

ART. 25.

De tegenspraak van het verzet blijkt uit elke akte of handeling van een derde, welke ter kennis van de schuldplichtige inrichting wordt gebracht en waardoor die derde wordt geacht aanspraak te maken op het bestaan, te zijnen voordeele, van een recht op den met verzet aangeekenden titel.

La présentation du titre ou du coupon vaut contradiction dans la mesure et sous les conditions ci-après :

La présentation du titre emporte contradiction à l'égard tant de celui-ci que de ses coupons.

La présentation d'un coupon détaché de son titre vaut contradiction à l'égard de ce coupon. Elle n'emporte contradiction, à l'égard du titre lui-même et des autres coupons que si, dans le délai d'un mois, le présentateur a dénoncé par huissier à l'établissement débiteur son assignation à l'opposant en reconnaissance de ses droits, ou déposé contre récépissé le titre lui-même entre les mains de l'établissement débiteur.

ART. 26.

Toute contradiction de l'opposition suspend l'exercice des effets attachés à celle-ci par les articles 18, 19 et 23, jusqu'à accord ou décision de justice entre l'opposant et le tiers porteur.

L'établissement débiteur donne avis de cette suspension à l'Office National, par lettre recommandée, le surlendemain au plus tard de la contradiction.

TITRE IV.

De la radiation et de la mainlevée de l'opposition.

ART. 27.

Indépendamment des cas de radia-

Het aanbieden van den titel of van de coupon geldt als tegenspraak in de mate en onder de voorwaarden hierna bepaald :

Het aanbieden van den titel brengt tegenspraak mede ten opzichte zoowel van dezen titel als van zijne coupons.

Het aanbieden van een coupon, van dezer titel geknipt, geldt als tegenspraak ten opzichte van deze coupon. Ten opzichte van den titel zelf en van de overige coupons brengt het alleen dan tegenspraak mede wanneer, binnen den termijn van ééne maand, de aanbieder aan de schuldplichtige inrichting door deurwaarder aanzegging heeft gedaan van zijne dagvaarding aan hem, die verzet doet, tot erkenning zijner rechten of den titel zelf in handen van de schuldplichtige inrichting mits ontvangstbewijs heeft neergelegd.

ART. 26.

Elke tegenspraak van het verzet schorst de gevolgen, daaraan toegekend door de artikelen 18, 19 en 23, totdat er tusschen hem, die verzet doet, en den derden bezitter overeenkomst is of door het gerecht uitspraak is gedaan.

De schuldplichtige inrichting geeft kennis van die schorsing aan het *Nationaal Kantoor*, bij aangeteekenden brief, uiterlijk den tweeden dag na de tegenspraak.

TITEL IV.

Schrapping en handlichting van het verzet.

ART. 27.

Buiten de gevallen van schrap-

tion prévus aux articles 4, 5 et 9 ci-dessus, il peut être mis fin à l'opposition par voie de mainlevée.

Cette mainlevée est volontaire ou judiciaire.

ART. 28.

La mainlevée volontaire résulte soit d'une déclaration de l'opposant faite par un acte d'huissier, soit de la remise à l'Office National de l'original de l'acte d'opposition revêtu d'une déclaration de l'opposant dûment légalisée, ledit original étant destiné, en cas de mainlevée partielle, à lui être restitué.

Avis de la mainlevée est donné, le surlendemain au plus tard, par l'Office National, à l'établissement débiteur, ainsi que, s'il s'agit d'une opposition définitive, au greffe de la juridiction qui l'a homologuée. Cet avis demeurera annexé à la minute de la décision d'homologation.

ART. 29.

La mainlevée judiciaire peut, indépendamment et en dehors de toute action sur le fond, être poursuivie de la façon suivante.

Le tiers porteur fait sommation à l'opposant d'avoir à introduire, dans le mois, sa demande en revendication.

Au cas où il prétend faire remonter sa possession du titre à une date antérieure à la publication de l'op-

ping, voorzien bij bovenstaande artikelen 4, 5 en 9, kan aan het verzet een eind worden gemaakt door middel van handlichting.

Deze handlichting is vrijwillig of gerechtelijk.

ART. 28.

De vrijwillige handlichting blijkt hetzij uit eene verklaring bij deurewaardersakte van hem die verzet doet, hetzij uit de afgifte aan het *Nationaal Kantoor* van de oorspronkelijke akte van verzet, bekleed met eene behoorlijk echt verklaarde verklaring van hem die verzet doet; gezegde oorspronkelijke akte is bestemd, in geval van gedeeltelijke handlichting, om hem teruggegeven te worden.

Uiterlijk den tweeden dag wordt door het *Nationaal Kantoor* bericht gegeven van de handlichting aan de schuldplichtige inrichting, alsmede, zoo het een definitief verzet geldt, aan de griffie der rechtbank die het bekrachtigd heeft. Dit bericht blijft gevoegd bij de minuut der beslissing tot bekrachtiging.

ART. 29.

Degerechtelijke handlichting kan, behalve en buiten elke vordering over den grond der zaak, worden vervolgd op de hierna gemelde wijze.

Door den derden bezitter wordt hij, die verzet doet, aangemaand om zijnen eisch tot terugvordering binnen ééne maand in te stellen.

Ingeval hij zijn bezit van den titel wil doen ingaan vanaf een vroegeren datum dan de bekendmaking

position, il insère dans cette sommation l'indication de cette date. La sommation contient assignation à l'opposant de comparaître, dans un délai qui ne pourra être moindre d'un mois, à l'audience des référés devant le Président du tribunal de commerce, pour y entendre prononcer la mainlevée de l'opposition.

Si, au jour fixé pour cette audience, l'opposant ne justifie pas avoir introduit sa demande en revendication, le juge prononce la mainlevée immédiate.

Il la prononce également, lors même que l'opposant aurait introduit sa demande en revendication, si le propriétaire justifie de son acquisition des valeurs revendiquées à une date antérieure à celle de la publication de l'opposition, et que l'opposant n'offre pas le remboursement du prix d'achat dans les conditions prévues par l'article 2280 du Code civil.

Dans tous les cas où la mainlevée est prononcée, le juge a le droit de statuer sur les dépens.

L'ordonnance de mainlevée, accompagnée d'un certificat de non-appel délivré conformément aux dispositions de l'article 548 du Code de procédure civile, est signifiée à l'opposant ainsi qu'à l'Office National. Celui-ci, dans les deux jours, en avise l'établissement débiteur, ainsi que le greffe de la juridiction ayant homologué l'opposition.

van het verzet, vermeldt hij de aanwijzing van dien datum in gezegde aanmaning. Deze houdt dagvaarding aan hem, die verzet doet, tot verschijning, binnen een termijn van niet minder dan ééne maand, ter kortgedingzitting voor den Voorzitter der handelsrechtbank om er de handlichting van het verzet te hooren uitspreken.

Indien, op den voor die zitting bepaalden dag, hij, die verzet doet, niet bewijst zijnen eisch tot terugvordering te hebben ingesteld, spreekt de rechter de onmiddellijke handlichting nit.

Hij spreekt ze eveneens uit, zelfs wanneer hij, die verzet doet, zijnen eisch tot terugvordering mocht ingediend hebben, indien de eigenaar bewijst de teruggevorderde waarden te hebben verkregen op een vroegeren datum dan dien der bekendmaking van het verzet en indien hij, die verzet doet, niet voorstelt den aankoop prijs terug te betalen onder de voorwaarden voorzien bij artikel 2280 van het Burgerlijk Wetboek.

Telkens als de handlichting uitgesproken wordt, is de rechter gemachtigd om uitspraak te doen over de kosten.

Het bevelschrift tot handlichting, gestaafd door een bewijs van niet-beroep, afgeleverd overeenkomstig het bepaalde in artikel 548 van het Wetboek van Burgerlijke Rechtsvordering, wordt aan hem, die verzet doet, evenals aan het *Nationaal Kantoor* beteekend. Binnen twee dagen geeft dit Kantoor kennis daarvan aan de schuldplichtige inrichting, alsmede aan den griffier der rechtbank die het verzet bekrachtigd heeft.

Le délai d'appel est celui de l'article 809 du Code de procédure, sans qu'il y ait lieu à augmentation à raison des distances.

ART. 30.

La mainlevée et la radiation de l'opposition déchargent en tous cas l'établissement débiteur, ainsi que l'intermédiaire, de toute obligation à l'égard des titres qui lui seraient ultérieurement présentés.

Dans les cas de mainlevée prévus aux articles 28 et 29, les titres ou coupons déjà saisis sont, dès sa notification, à la disposition du présentateur. Dans les cas de radiation prévus aux articles 4, 5 et 9, ils ne peuvent être restitués ni payés que si, dans le mois qui suit la réception de l'avis de radiation, l'opposant n'a pas donné à l'établissement débiteur son assignation en revendication contre le présentateur.

En aucun cas l'intermédiaire ne pourra se dessaisir des titres et coupons retenus par lui, que sur les instructions de l'établissement débiteur agissant en conformité avec les dispositions ci-dessus.

TITRE V.

De la destruction et de la falsification des titres.

ART. 31.

Tout possesseur de titre détruit peut, moyennant la double preuve du fait de la destruction et de

De termijn van beroep is dezelfde als die voorzien bij artikel 809 van het Wetboek van Rechtsvordering, zonder dat hij behoort te worden verlengd wegens den afstand.

ART. 30.

De handlichting en de schrapping van het verzet ontlasten in elk geval de schuldplichtige inrichting, alsmede den tusschenpersoon, van elke verplichting ten opzichte van de titels, die hun later mochten aangeboden worden.

In de gevallen van handlichting, bij de artikelen 28 en 29 voorzien, zijn de reeds in beslag genomen titels of coupons ter beschikking van den aanbieder, zoodra de betekening is gedaan. In de gevallen van schrapping, voorzien bij de artikelen 4, 5 en 9, mogen zij alleen dan teruggegeven en betaald worden, wanneer, binnen ééne maand na de ontvangst van het bericht der schrapping, hij, die verzet doet, de schuldplichtige inrichting niet heeft gedagvaard tot terugvordering tegen den aanbieder.

In geen geval mag de tusschenpersoon de door hem ingehouden titels en coupons overgeven, tenzij op bevel van de schuldplichtige inrichting handelende overeenkomstig bovenstaande bepalingen.

TITEL V.

Vernieling en vervalsching der titels.

ART. 31.

Elke bezitter van een vernielden titel kan, mits hij de vernieling en tevens de identiteit van den titel

l'identité du titre, exiger de l'établissement débiteur la délivrance d'un titre duplicata ou le paiement du capital devenu exigible.

Même droit est accordé, aux mêmes conditions, relativement aux titres falsifiés. Préalablement à la délivrance du duplicata, il est procédé à l'annulation ou à la destruction du titre falsifié qu'il est destiné à remplacer.

Les tribunaux pourront subordonner soit la délivrance du titre nouveau, soit le paiement du capital, à la fourniture de toutes garanties qu'ils jugeront convenir.

TITRE VI.

Dispositions pénales.

ART. 32.

Celui qui aura formé ou maintenu une opposition de mauvaise foi sera puni d'une amende de vingt-six à cinq cents francs.

S'il a, par là, obtenu ou tenté d'obtenir aux dépens d'autrui un profit quelconque résultant des effets légaux de l'opposition, la peine sera celle de l'escroquerie.

Toutes les dispositions du Titre I^{er} du Code pénal sont applicables aux infractions prévues par le présent article.

bewijst, van de schuldplichtige inrichting de aflevering eischen van een titel geldende als duplicaat of de betaling van het vorderbaar geworden kapitaal.

Onder dezelfde voorwaarden wordt hetzelfde recht verleend betreffende de vervalschte titels. Voor dat het duplicaat wordt afgeleverd, gaat men over tot de nietigverklaring of tot de vernieling van den vervalschten titel, dien het moet vervangen.

De rechtbanken kunnen hetzij de aflevering van den nieuwen titel, hetzij de betaling van het kapitaal afhankelijk stellen van het leveren van de waarborgen welke zij gepast achten.

TITEL VI.

Strafbepalingen.

ART. 32.

Hij, die te kwader trouw verzet doet of handhaaft, wordt gestraft met eene boete van zes en twintig tot vijfhonderd frank.

Heeft hij, op die wijze, eenig voordeel voortvloeiende uit de wettelijke gevolgen van het verzet verkregen of gepoogd te verkrijgen ten nadeele van anderen, dan is de straf die bepaald voor de oplichting.

Al de bepalingen van Titel I van het Strafwetboek zijn van toepassing op de misdrijven door dit artikel voorzien.

DEUXIÈME PARTIE.

RÉPARATION DES DOMMAGES DE GUERRE
EN MATIÈRE DE TITRES AU PORTEUR.

TITRE I.

De la réparation par voie de
restitution.ART. 33 (voir art. 9 du projet du
Gouvernement).

Par dérogation à l'article 2280 du Code civil, tout porteur dépossédé de ses titres par un événement quelconque au cours de l'occupation ennemie, de la libération du territoire ou pendant la période qui a suivi immédiatement cette libération et qui aura fait dans les six mois de la publication de la présente loi la déclaration prévue à l'article 2, pourra les revendiquer pendant trois ans, à compter de la date de cette déclaration contre quiconque les tiendra en vertu d'une négociation antérieure à la publication au Bulletin des oppositions.

ART. 34 (art. 9, § 2 du projet).

Par dérogation à l'article 2280 du Code civil, le porteur ne sera tenu de rembourser au possesseur le prix des titres acquis par celui-ci pendant la période du 1^{er} août 1914 au 31 décembre 1918 que si celui-ci les a acquis d'un agent de change dont l'inscription à une bourse de change et de fonds publics est antérieure à la date du 1^{er} août 1914 ou d'un banquier ou courtier en fonds publics, de nationalité belge, exerçant régulièrement le commerce avant le 1^{er} août 1914.

TWEEDE DEEL.

HERSTEL DER OORLOGSSCHADE IN ZAKE
TITELS AAN TOONDER.

TITEL I.

Herstel door teruggave.

ART. 33 (zie art. 9 van het
Regeeringsontwerp).

Elke houder, die buiten bezit van zijne titels werd gesteld ten gevolge van eenige gebeurtenis in den loop der vijandelijke bezetting, der bevrijding van het grondgebied of gedurende het tijdsverloop onmiddellijk volgende op deze bevrijding en die binnen zes maanden na de bekendmaking dezer wet de bij artikel 2 vòorzien e aangifte heeft gedaan, kan ze terugvorderen gedurende drie jaar, vanaf den datum dier aangifte, van alwie ze in handen heeft krachtens eene verhandeling, welke vóór de bekendmaking in het Bulletin der met verzet aangeeteekende waarden plaats had.

ART. 34 (art. 9, § 2, van het ontwerp).

Met afwijking van artikel 2280 van het Burgerlijk Wetboek is de houder alleen dan verplicht aan den bezitter den prijs terug te betalen van de titels, door dezen verkregen gedurende het tijdsverloop van 1 Augustus 1914 tot 31 December 1918, wanneer deze ze heeft verkregen van eenen wisselagent, die vóór 1 Augustus 1914 was ingeschreven bij eene wissel- of openbare fondsenbeurs, ofwel van eenen bankier of makelaar in openbare fondsen, Belg zijnde en geregeld handel drijvende vóór 1 Augustus 1914.

En tous cas, le porteur dépossédé peut toujours exiger du possesseur actuel tous les renseignements nécessaires pour arriver à remonter la filière des vendeurs successifs.

Est responsable du préjudice subi par le porteur dépossédé, tout vendeur qui a acquis les titres en dehors des conditions prévues à l'alinéa 1.

ART. 35. (art. 12 du projet).

Les agents de change, courtiers, banquiers et autres intermédiaires sont responsables du chef des négociations effectuées à leur intervention, depuis le 4 août 1914, sur des titres qui ont fait l'objet d'une dépossession par suite d'événements de guerre.

Cette responsabilité prend fin à la date de publication au Bulletin des oppositions et au plus tard à l'expiration du sixième mois qui suivra la publication de la présente loi.

Elle n'a point lieu lorsque l'acquisition des titres a été faite d'un agent de change dont l'inscription à une bourse de change et de fonds publics est antérieure au 1^{er} août 1914.

ART. 36.

Les possesseurs qui justifieront de la dépossession par faits et actes de guerre, seront dispensés de fournir la caution imposée par les articles 18 à 24 de la présente loi.

L'État sera garant vis-à-vis des débiteurs au lieu et place des porteurs.

In elk geval kan de buiten bezit gestelde houder van den huidige bezitter al de inlichtingen vorderen, welke noodig zijn om te bepalen welke de opeenvolgende verkoopers zijn.

Elke verkooper, die de titels heeft verkregen buiten de bij lid 1 gestelde voorwaarden, is aansprakelijk voor het nadeel geleden door den buiten bezit gestelden houder.

ART. 35 (art. 12 van het ontwerp).

De wisselagenten, makelaars, bankiers en andere tusschenpersonen zijn aansprakelijk voor de verhandelingen, die door hun toedoen plaats hadden, sedert 4 Augustus 1914, betreffende titels welke het voorwerp eener buitenbezitstelling waren ten gevolge van oorlogsgebeurtenissen.

Deze aansprakelijkheid vervalt vanaf den dag der bekendmaking in het Bulletin der met verzet aangegeekende waarden en uiterlijk na het verstrijken van de zesde maand na de bekendmaking dezer wet.

Zij wordt niet aangegaan, wanneer de titels verkregen werden van eenen wisselagent, die bij eene wissel- en openbare fondsenbeurs was ingeschreven vóór 1 Augustus 1914.

ART. 36.

De bezitters, die bewijzen buiten bezit gesteld te zijn wegens oorlogsfeiten en oorlogshandelingen, behoeven niet de zekerheid te stellen, door de artikelen 18 tot 24 dezer wet vereischt.

De Staat is borg tegenover de schuldenaars in de plaats van de houders.

Ils sont dispensés du paiement prévu par l'article 4 pour le maintien de l'inscription.

TITRE II.

De la réparation par voie d'indemnité.

ART. 37.

Les propriétaires de titres au porteur — à l'exclusion des valeurs fiduciaires et de celles spécifiées à l'article 1 de la loi du 20 juin 1873 — qui auront été dépossédés à raison des faits et actes visés par l'article 2 de la loi du 10 mai 1919 sont admis à introduire une demande en réparation devant les tribunaux des dommages de guerre :

1^o Si la procédure en opposition prévue par les dispositions formant la première partie de la présente loi ne peut être poursuivie à raison de l'impossibilité d'indiquer les numéros ou autres mentions signalétiques des titres;

2^o S'il s'agit de titres étrangers non susceptibles d'une procédure en opposition ou en revendication ;

3^o Dans le cas de restitution soumis à remboursement prévu par l'article 34.

ART. 38.

Le dommage sera indemnisé sur la base de la valeur du titre au 1^{er} août 1914, ou au jour de son acquisition si celle-ci est postérieure à cette date.

La valeur est fixée d'après le dernier cours coté, ou à défaut de cotation par une estimation directe.

Zij zijn ontslagen van de betaling voorzien bij artikel 4 tot behoud der inschrijving.

TITEL II.

Herstel door vergoeding.

ART. 37.

Aan de eigenaars van titels aan toonder — met uitsluiting van de papieren waarden en van die omschreven in artikel 1 der wet van 20 Juni 1873 —, die buiten bezit gesteld werden wegens de feiten en handelingen bedoeld bij artikel 2 der wet van 10 Mei 1919, is het toegelaten, een eisch tot herstel in te stellen voor de rechtbanken voor oorlogsschade :

1^o Indien het rechtsgeding tot verzet, voorzien bij het bepaalde in het eerste deel dezer wet, niet kan vervolgd worden wegens de onmogelijkheid om de nummers of andere kenmerkende vermeldingen der titels aan te geven ;

2^o Indien het buitenlandsche titels geldt, waarvoor geen rechtsgeding tot verzet of tot terugvordering kan ingesteld worden ;

3^o In geval van teruggave, vatbaar voor terugbetaling voorzien bij artikel 34.

ART. 38.

De schade wordt vergoed naar de waarde van den titel op 1 Augustus 1914 of op den dag der verkrijging daarvan, indien deze na dien datum geschiedde.

De waarde wordt vastgesteld volgens de laatste noteering of, bij gebrek aan noteering, bij rechtstreeksche raming.

Dans les cas prévus aux 1° et 2° de l'article précédent, l'État est, par le fait de l'attribution de l'indemnité, subrogé dans tous les droits des attributaires.

Il peut se libérer en tous cas par la remise de titres ou coupons de même nature.

Les actions dérivant de l'article 37 seront poursuivies conformément aux dispositions de procédure et dans les délais applicables en matière de réparation de dommages de guerre.

ART. 39.

Si la demande est basée sur la perte, le vol ou la destruction de titres au porteur dont les numéros ne peuvent être indiqués, le demandeur en indemnité devra au préalable faire au juge de paix du lieu de son domicile ou de sa résidence lors de la perte, de la destruction, ou du vol une déclaration détaillant :

1° Le nombre, la nature, la valeur nominale des titres ;

2° Les circonstances dans lesquelles il les avait acquis et celles dans lesquelles il en a été dépouillé ;

3° L'indication des faits, des témoins et des autres éléments, permettant de contrôler le bien-fondé de sa réclamation.

La déclaration sera confirmée sous serment. Le juge de paix donnera lecture au déclarant des peines édictées par la loi au cas de déclarations mensongères, et mention de cet avertissement sera faite dans le procès-verbal de déclaration.

In de gevallen voorzien bij de n° 1° en 2° van het vorig artikel wordt de Staat, ten gevolge van de toekenning der vergoeding, gesteld in al de rechten van de verkrijgers.

In elk geval kan hij ontlasting bekomen door het afgeven van titels of coupons van gelijken aard.

De vorderingen op grond van artikel 37 worden vervolgd overeenkomstig de bepalingen der rechtsvordering en binnen de termijnen geldende in zake herstel van oorlogsschade.

ART. 39.

Is de eisch gegrond op het verlies, de ontvreemding of de vernieling van titels aan toonder, waarvan de nummers niet kunnen aangegeven worden, dan moet de eischer, die vergoeding aanvraagt, aan den vrederechter zijner woon- of verblijfplaats tijdens het verlies, de vernietiging of de ontvreemding, vooraf eene verklaring doen, waarin omstandig worden vermeld :

1° Het getal, de aard, de nominale waarde van de titels ;

2° De omstandigheden, waarin hij ze verkregen had, en die, waarin hij buiten bezit daarvan gesteld werd ;

3° De opgave der feiten, getuigen en andere gegevens, waardoor de gegrondheid zijner aanvraag kan nagegaan worden.

De verklaring wordt onder eede bevestigd. De vrederechter doet voorlezing aan den verklaarder van de straffen, door de wet bepaald voor het geval van bedrieglijke verklaringen ; van deze waarschuwing wordt melding gemaakt in het proces-verbaal der verklaring.

Expédition du procès-verbal sera transmise au greffe du tribunal des dommages de guerre compétent pour connaître de la demande.

ART. 40.

Un extrait de la déclaration faisant connaître les noms et prénoms du déclarant, le nombre et la nature des titres prétendus détruits, perdus ou volés sera adressé par les soins du greffier du juge de paix au débiteur si celui-ci a son siège ou son représentant en Belgique, et à l'*Office National*, aux fins d'insertion dans le *Bulletin quotidien des oppositions*.

ART. 41.

Toute personne ayant connaissance de circonstances de nature à rendre douteuse la véracité de la déclaration est tenue de porter immédiatement celles-ci à la connaissance du juge de paix qui a reçu la déclaration.

Le juge de paix convoque en tel cas le déclarant, lui demande s'il persiste dans sa déclaration, et mentionne dans le procès-verbal le maintien ou le retrait de la réclamation.

Le procès-verbal est transmis à la connaissance du tribunal des dommages de guerre.

S'il apparaît au cours de l'instruction devant le tribunal des dommages de guerre que la déclaration était mensongère, le dossier est immédiatement transmis au Procureur

Een afschrift van het proces-verbaal wordt overgemaakt aan de griffie der rechtbank voor oorlogsschade, bevoegd om kennis te nemen van den eisch.

ART. 40.

Een uittreksel uit de verklaring, waarin zijn vermeld de naam en voornamen van den verklaarder, het getal en de aard van de titels die men beweert vernield, verloren of ontvreemd te zijn, wordt door het toedoen van den griffier van den vrederechter overgemaakt aan den schuldenaar, indien deze zijn zetel of zijn vertegenwoordiger heeft in België, en aan het *Nationaal Kantoor*, om te worden opgenomen in het *Dagelijksch Bulletin der met verzet aangeteekende waarden*.

ART. 41.

Elke persoon, die kennis heeft van omstandigheden geschikt om te doentwifelen aan de echtheid der verklaring, is verplicht deze dadelijk te doen kennen aan den vrederechter, die de verklaring heeft ontvangen.

In zoodanig geval roept de vrederechter den verklaarder op, vraagt hem of hij zijne verklaring staande houdt, en vermeldt in het proces-verbaal dat de aanvraag bevestigd of ingetrokken is.

Het proces-verbaal wordt aan de rechtbank voor oorlogsschade ter kennisgeving overgemaakt.

Indien in den loop van de behandeling voor de rechtbank voor oorlogsschade blijkt dat de verklaring bedrieglijk was, worden de stukken dadelijk overgemaakt aan den

du Roi, aux fins de poursuites, s'il y a lieu, devant le tribunal compétent.

ART. 42.

Indépendamment des autres dispositions édictées à raison des faits prévus par le titre I de la présente loi :

Est punie des peines de l'escroquerie toute déclaration mensongère, soit devant le juge de paix, soit devant le tribunal des dommages relativement à la perte, au vol, ou à la destruction de titres dont les numéros sont affirmés inconnus.

ART. 43.

Toute personne physique ou morale ayant émis en Belgique des titres au porteur avant la conclusion de la paix sera tenue de fournir à l'*Office National* dans le courant du premier trimestre de l'année 1923, une liste indiquant par ordre augmentatif les numéros, et au besoin la série, des titres émis avant le 1^{er} janvier 1920 pour lesquels il n'aura été demandé postérieurement au 1^{er} janvier 1920 ni le paiement d'aucun coupon, ni s'il agit de titres amortis, le paiement de la somme à rembourser ou qui n'auront fait l'objet d'aucun dépôt en vue d'assemblées générales ou de déclarations d'actionnaires.

La liste ainsi transmise sera publiée dans le *Bulletin périodique* avec invitation aux porteurs de titres énumérés sur cette liste de se faire connaître à l'établissement émetteur par l'envoi avant le 31 décembre

Procureur des Konings, tot vervolging, zoo er aanleiding toe bestaat, voor de bevoegde rechtbank.

ART. 42.

Elke bedrieglijke verklaring, hetzij voor den vrederechter, hetzij voor de rechtbank voor oorlogsschade betreffende het verlies, de ontvreemding of de vernieling van titels, van welke wordt bevestigd dat de nummers onbekend zijn, wordt, buiten de andere schikkingen bepaald wegens de feiten voorzien in titel I dezer wet, gestraft met de straffen voorzien voor de oplichting.

ART. 43.

Elke natuurlijke persoon of elke rechtspersoon, die in België titels aan toonder heeft uitgegeven vóór het sluiten van den vrede, is verplicht, in den loop van het eerste trimester van het jaar 1923 aan het *Nationaal Kantoor* eene lijst af te leveren, waarop zijn vermeld, in klimmende orde, de nummers en desnoods de reeks der vóór 1 Januari 1920 uitgegeven titels, waarvoor noch de betaling van eenige coupon, noch, zoo het afgeloste titels geldt, de betaling der uit te keeren som werden aangevraagd na 1 Januari 1920 en welke niet werden overgelegd met het oog op algemeene vergaderingen of op verklaringen van aandeelhouder.

De aldus overgemaakte lijst wordt in het *Periodisch Bulletin* opgenomen met verzoek gericht tot de houders der op die lijst vermelde titels om zich aan de inrichting, die de uitgifte deed, kenbaar te maken

1924 par l'envoi d'une lettre recommandée.

Ce délai expiré, le Tribunal civil de l'arrondissement du domicile, du siège social ou de la succursale du débiteur pourra sur la requête du Ministre des Finances déclarer que les titres primitifs ayant fait l'objet de la publication seront considérés comme sans titulaires et que l'établissement émetteur devra en délivrer des duplicatas qui seront confiés à la Caisse des Dépôts et Consignations.

La délivrance comprendra le montant des intérêts et dividendes échus, des primes et lots attribués à ces titres.

Toutefois, le Tribunal pourra subordonner la délivrance à l'accomplissement de publications complémentaires.

ART. 44.

Les personnes ou sociétés qui n'auront point fourni à l'*Office National* dans le délai légal, la liste visée à l'article 43, seront tenues de rembourser à l'État le montant des sommes que celui-ci aura acquittées en vertu de décisions des tribunaux des dommages de guerre à raison de la destruction, perte ou vol de titres émis par les dites personnes ou sociétés.

ART. 45.

Tous remboursements, dividendes, intérêts et, en général, toutes sommes attribuées à quelque titre que ce soit aux actionnaires et obligataires

door het zenden van een aangetekenden brief vóór 31 December 1924.

Na verloop van dien termijn, kan de Burgerlijke Rechtbank in het arrondissement van de woonplaats, van den maatschappelijken zetel of van het filiaal van den schuldenaar, op verzoek van den Minister van Financiën, verklaren dat de oorspronkelijke titels, die bekendgemaakt werden, zullen aangezien worden als hebbende geen bezitters en dat de inrichting, die de uitgifte deed, daarvan duplicaten zal moeten afleveren, welke aan de Deposito- en Consignatiekas zullen toevertrouwd worden.

In de aflevering zijn begrepen het bedrag van de vervallen interesten en dividenden, van de premiën en prijzen aan die titels toegekend.

De Rechtbank kan echter de aflevering afhankelijk stellen van het doen van aanvullende bekendmakingen.

ART. 44.

De personen of vennootschappen, die de bij artikel 43 bedoelde lijst niet binnen den wettelijken termijn hebben afgeleverd aan het *Nationaal Kantoor*, zijn verplicht, aan den Staat het bedrag der sommen terug te betalen, welke deze krachtens beslissingen der rechtbanken voor oorlogsschade heeft uitgekeerd wegens vernieling, verlies of ontvreemding van titels, door gezegde personen of vennootschappen uitgegeven.

ART. 45.

Terugbetalingen, dividenden, interesten en, in 't algemeen, alle sommen, uit welken hooft ook toegekend aan de aandeel- en obli-

qui désormais n'auront pas été réclamés dans le délai de cinq années à courir de la date, soit de l'extinguibilité, soit de la clôture de liquidations postérieures au 1^{er} août 1914 devront être versés par les soins des liquidateurs à la Caisse des Dépôts et Consignations à l'expiration de la cinquième année.

ART. 46

A l'expiration d'un second délai de cinq années à dater de leur remise à la Caisse des Dépôts et Consignations, les titres, dividendes et sommes versées par application de l'article précédent seront acquis à l'Etat.

Disposition générale.

ART. 47.

Un arrêté royal réglera l'organisation du *Bulletin Quotidien* des oppositions et des deux Bulletins spéciaux de déchéance, fixera le montant et les conditions de paiement du coût des publications à y insérer, déterminera l'allocation due aux intermédiaires en rémunération des obligations mises à leur charge par l'article 12, et d'une façon générale pourvoira à toutes les mesures d'exécution qu'exigera l'application de la présente loi.

gatiehouders, welke niet mochten opgeëischt worden binnen een termijn van vijf jaar vanaf den datum hetzij van de eischbaarheid, hetzij van het sluiten van vereffeningen van lateren datum dan 1 Augustus 1914, worden door het toedoen van de vereffenaars in de Deposito- en Consignatiekas gestort na het verstrijken van het vijfde jaar.

ART. 46.

Na het verstrijken van een tweeden termijn van vijf jaar vanaf hunne storting in de Deposito- en Consignatiekas worden de titels, dividendes en sommen, gestort bij toepassing van het vorig artikel, het eigendom van den Staat.

Algemeene bepaling.

ART. 47.

Een koninklijk besluit regelt de inrichting van het *Dagelijksch Bulletin* der met verzet aangeteekende waarden en van de twee bijzondere Bulletijns der vervallen waarden, stelt het bedrag en de wijzen van betaling der kosten van de daarin op te nemen bekendmakingen vast, bepaalt welke vergelding aan de tusschenpersonen verschuldigd is ter belooning van de verplichtingen, hun opgelegd door artikel 12 treft, en in 't algemeen, treft al de noodige uitvoeringsmaatregelen tot toepassing dezer wet.

Projet de loi

relatif à la dépossession involontaire des titres au porteur.

TABLE.

	Pages
OBSERVATIONS PRÉLIMINAIRES	1
PREMIÈRE PARTIE.	
Protection des porteurs de titres, volés, perdus et détruits.	
TITRE I. — Des formalités de l'opposition (art. 2 à 11)	6
TITRE II. — Des effets de l'opposition (art. 12 à 24)	11
§ 1 ^{er} . — De la saisie des titres et de la défense de payer (art. 12 à 14)	11
§ 2. — De la nullité des négociations eu égard à la revendication (art. 15 à 17).	12
§ 3. — Du paiement provisoire des intérêts et du capital, de la déchéance, et de la délivrance de duplicatas (art. 18 à 24)	14
TITRE III. — De la contradiction de l'opposition (art. 25 et 26)	18
TITRE IV. — De la radiation et de la main-levée de l'opposition (art. 27 à 30)	19
TITRE V. — De la destruction et de la falsification des titres (art. 31)	21
TITRE VI. — Dispositions pénales (art. 32)	22
SECONDE PARTIE.	
Réparation des dommages de guerre en matière de titres au porteur.	
TITRE I. — De la réparation par voie de restitution (art. 33 à 36)	24
TITRE II. — De la réparation par voie d'indemnité (art. 37 à 46)	25
Disposition générale (art. 47)	25
Nécessité d'accords internationaux.	26
Texte proposé par la Commission	27

(N^o 174.)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 18 MAART 1920.

Wetsontwerp

betreffende de bescherming der houders van titels onteigend
ten gevolge van oorlogsgebeurtenissen ⁽¹⁾

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER WAUWERMANS.

I. — VOORAFGAANDE AANMERKINGEN.

MIJNE HEEREN,

Het aan het Parlement voorgelegde wetsontwerp, dat uwe Commissie gelast werd te onderzoeken, bedoelde uitsluitend « de bescherming der houders van titels onteigend ten gevolge van oorlogsgebeurtenissen » — « het bekomen van herstelling dier schade binnen de grenzen en onder de voorwaarden bepaald in eene reeks regelende artikelen ».

Dit wetsontwerp is de woordelijke herhaling van het ontwerp, dat op 16 Januari 1919 door de Regeering ingediend en door eene Bijzondere Commissie (3) omstandig onderzocht werd.

Op 8 October 1919 werd het verslag ingediend, doch uit hoofde van de ontbinding der Kamers verviel het ontwerp, voordat dit stuk kon gedrukt en rondgedeeld worden.

De heringerichte Commissie meent niet anders te kunnen doen en niet sneller en practischer te kunnen handelen dan de beschouwingen en de teksten, welke door hare voorgangster waren aangenomen, opnieuw voor te brengen.

(1) Wetsontwerp, n^o 149.

(2) De Commissie, voorgezeten door den heer Poncelet, bestond uit de heeren Claes, Crick, Deveze, de Wouters d'Oplinter, Mechelynck, Pepin, Pirard Soudan en Wauwermans.

(3) De Commissie, voorgezeten door den heer Mechelynck, bestond uit de heeren Berloz, Brunet, Claes, Crick, de Kerchove d'Exaerde, Deveze, de Wouters d'Oplinter, Goblet, Janson, Maes, Mahieu, Nobels, Pepin, Pirard, Poncelet, Van Cleemputte, Wauwermans.

In deze wet, zooals zij werd voorgedragen en opnieuw voorgedragen wordt, moest men niet de bijzondere wetgeving trachten te vinden, welke aangekondigd wordt door de slotalinea van artikel 3 der wet « op het herstel der schade wegens oorlogsfeiten », waar zij als schade, die niet vatbaar is voor herstel, zooals dit door deze wet is geregeld, vermeldt... 2^o. De schade betreffende titels en waarden aan toonder; het herstel daarvan zal door eene bijzondere wet geregeld worden.

De schade, waarvan de wet van 10 Mei 1919 het herstel voorziet en regelt, heeft — behalve de bijzondere gevallen van diefstallen en wegnemingen door den vijand — het vernielen van goederen ten grondslag. De vergoeding bij wijze van terugvordering moet als uitzonderlijk worden aangezien.

Integendeel, wanneer het titels betreft, is geene enkele waarde vernietigd; het stoffelijk en zichtbaar bestanddeel maakt de bijzaak uit; de schade bestaat integendeel in de buitenbezitstelling hetzij van een recht, hetzij van het werktuig om dit recht te doen gelden.

Het zou echter van geen belang zijn, in dit twistgeding tusschen te komen en partij te kiezen, bijaldien « de titel het recht bewijst of verwekt », bijaldien « de roerende waarden een anderen zelfstandigen aard hebben dan de overige schuldvorderingen ».

De Deutsche school heeft het eerste stelsel omstandig uiteengezet en verdedigd, door welks toepassing de schuldplichtige inrichting zich tegenover den houder verbindt, door het enkel feit der uitgifte, onverschillig of hij, van wien de houder den titel in bezit heeft, zijn wil kon doen kennen. Bij ontstentenis van den titel kan het recht niet bestaan. De titel verwekt het recht.

De Fransche school is het daarentegen eens met de theorie, krachtens welke het recht blijft toebehooren aan den buiten bezit gestelden eigenaar : de wet moet slechts tusschenbeide komen om hem het middel te verleenen zich een nieuw bewijs te verschaffen van een recht, dat hij niet opgehouden heeft te bezitten, doch dat hij niet vermag uit te oefenen.

De Deutsche school leidt er toe, aan den huidige houder van den titel een bevoorrecht toestand te schenken; in het ander stelsel moet de beste toestand behouden worden aan hem, die buiten bezit werd gesteld.

Dit zijn ongetwijfeld zeer belangrijke leerstelsels ten aanzien van de Rechtswetenschap. Doch op dit oogenblik zijn het practische oplossingen, welke door de economische noodwendigheden geëischt worden.

De oorlogsgebeurtenissen hebben schade kunnen berokkenen aan de houders van titels wegens vernieling of buitenbezitstelling.

Hoe kan deze schade worden hersteld?

Dit kan geschieden door aan den houder de teruggave te verzekeren van zijn titel of van een titel die hem dezelfde voordelen verleent.

Deze teruggave of dit herstel zal in meest al de gevallen geschikt zijn om de geleden schade volkomen te doen verdwijnen.

Doch in sommige gevallen zal het herstel slechts gedeeltelijk zijn, indien

de eigenaar de teruggave niet kan bekomen tenzij mits terugbetaling aan den huidige bezitter (art. 2280 van het Burgerlijk Wetboek) : In zoodanig geval zal de schade gelijk zijn aan de betaalde som.

Er kan schade zijn geleden uit hoofde van berooving van inkomsten gedurende het tijdperk der buitenbezitstelling, of uit hoofde van eene vermindering der waarde van den titel, welke zich voordeed in den loop van het tijdperk van buitenbezitstelling of uit hoofde van de onkosten door de terugvordering veroorzaakt : Dan geldt het een onrechtstreeksche schade.

Het wetsontwerp zal ten gevolge hebben, de schade — geheel of gedeeltelijk — weg te nemen daar waar de buiten bezit gestelde eigenaar er zal toe komen zich het verlies zijner titels te doen vergelden. Het herstel zal ten gevolge hebben, de oorzaak van oorlogsschade zonder groote onkosten voor den Staat te doen verdwijnen.

Het komt echter voor, dat dit de eenige uitslag is die het kan opleveren, en die zal dan nog alleen kunnen bereikt worden voor de Belgische titels aan toonder, en mits men de nummers er van kent.

Inderdaad, voor al wat betreft het overige van de zaak voorbehouden bij artikel 3 der wet op de oorlogsschade, voorziet het ontwerp geen enkel herstel ten behoeve van de slachtoffers op grond van de andere bovengemelde oorzaken van schade.

Evenzoo geeft het geen enkele oplossing voor het geval, dat het feit van de buitenbezitstelling van den rechthebbende zeker zal zijn, maar dat men niet zal kunnen vaststellen of de titel nog bestaat ofwel vernield werd : dit zal het geval zijn wanneer de rechthebbende de nummers der vernielde, verloren of ontvreemde titels niet kan opgeven. Nochtans moet het vraagstuk noodzakelijkerwijze opgelost worden, zoo de wet ten doel heeft, de uitzonderlijke toestanden te regelen, ontstaan ten gevolge van de oorlogsgebeurtenissen.

Het wetsontwerp, zooals het werd ingediend, behelst ten slotte slechts bepalingen, welke dienen te worden toegepast op de buitenbezitstelling « ten gevolge van oorlogsgebeurtenissen sedert 4 Augustus 1914 » en enkel binnen de grenzen van de « herstelling der schade tegenover derden ».

Ook heeft de Commissie reeds bij den aanvang harer werkzaamheden geoordeeld dat het wetsontwerp onvolledig was en dat de vaststelling niet kon volstaan, dat « in al de gevallen, waarbij het tegenwoordig ontwerp nalaat algeheel herstel aan den buiten bezit gestelden houder te geven, deze zijn beroep behoudt op de bijzondere wetgeving die zal zorgen voor het herstel der oorlogsschade », dan vooral wanneer deze bijzondere wetgeving niet is tot stand gebracht.

In antwoord op eene eerste mededeeling van de Commissie, verklaarde het Departement van Economische Zaken het eens te zijn over dit punt :

« Het is zeker dat het wetsontwerp, ingediend op 15 Januari door den » Minister van Financiën betreffende de bescherming van de houders van » titels, buiten bezit gesteld ten gevolge van oorlogsgebeurtenissen, niet » voldoende is om in alle gevallen het herstel der schade, geleden door deze » reeks geteisterden, te verzekeren.

- » Het is, erkende hij, onvoldoende namelijk :
- » 1^o Voor de titels waarvan de nummers of de reeksen niet gekend zijn;
- » 2^o Voor de buitenlandsche titels die in België niet zullen teruggevonden worden ;
- » 3^o Voor de titels die, naar luid van deze wet, niet zullen kunnen teruggevorderd worden door den buiten bezit gestelden houder, tenzij tegen betaling aan den bezitter van den prijs dien de titels hem gekost hebben.
- » Dit ontwerp moet dus aangevuld worden.
- » Moet dit echter geschieden door een nieuw wetsontwerp, dat vooral bedoelt het herstel der schade waarvan sprake? Dit nieuwe ontwerp zou in elk geval slechts kunnen opgemaakt worden na de aanneming der beschermingswet, waarvan het ontwerp is ingediend; nieuwe bepalingen zouden inderdaad slechts kunnen noodig zijn, ingeval de tekst, die zal aangenomen worden, niet mocht volstaan. »
- De achtbare Minister van Economische Zaken heeft, in overleg met den Minister van Financiën, dienvolgens zijn besluit medegedeeld, « door middel » amendementen het wetsontwerp van 16 Januari aan te vullen, zoodat de » bijzondere wet te dier zake eene ruimere en vollediger beteekenis krijgt, » namelijk ten aanzien van het herstel in de drie bovengemelde » der- » stellingen. »

Eene mededeeling, later bij de Commissie ingekomen, wees er op, dat dit amendement zou kunnen voorgebracht worden bij wijze van een artikel, in te lasschen vóór artikel 27 van genoemd ontwerp en luidende :

- » In al de gevallen, waarbij de buiten bezit gestelde houders geen aanspraak hebben op het bepaalde in deze wet, namelijk :
- » Wanneer de nummers of de reeksen van de titels niet kunnen teruggevonden worden ;
- » Wanneer het buitenlandsche titels geldt, die buitenlands zullen verhandeld worden ;
- » In het geval voorzien bij art. 9. § 2 (1).
- » Het is hun toegelaten een eisch tot herstel in te dienen bij de rechtbanken voor oorlogsschade, overeenkomstig de wet van...
- » De raming van de schade, door deze rechtbanken gedaan, steunt op de waarde van den titel op 1 Augustus 1914. »

Het spreekt vanzelf dat het herstel van de schade geleden door houders van titels, die buiten bezit daarvan gesteld werden ten gevolge van oorlogsgebeurtenissen, « als voorafgaande en hoofdzakelijke voorwaarde veronderstelt het bestaan van bijzondere bepalingen op de verloren, ontvreemde of vernielde titels ».

Doch de eerste vraag, die te onderzoeken viel, was of het paste, bijzondere

(1) « Heeft deze bezitter de titels verkregen van een wisselagent, wiens inschrijving bij eene wissel- en openbare fondsenbeurs vóór 1 Augustus 1914 plaats greep, dan mag de oorspronkelijke houder zich dezelve slechts doen teruggeven mits betaling aan den bezitter van den door hem betaalden prijs ».

overgangsbepalingen vast te stellen als grondslag van de te verleenen bescherming aan de houders van titels, die buiten bezit gesteld werden ten gevolge van oorlogsgebeurtenissen, ofwel in onze wetgeving eene definitieve regeling in te voeren.

De Regeering gaf toe « dat de invoering van een beschermingstelsel voor de houders van roerende waarden sedert lang gevraagd wordt door de openbare meening ». Zij voegde erbij, « dat zij de noodzakelijkheid, deze zaak op eene definitieve wijze te regelen, niet uit het oog had verloren. Het te dien aanzien door haar ingesteld onderzoek leidde tot bepaalde gevolgtrekkingen. Het tegenwoordig ontwerp steunde er op om den overgang tot een definitief stelsel gemakkelijk te maken », maar zij oordeelde dat, zoo tijdens de vijandelijke bezetting talrijke titels aan toonder verdwenen zijn door diefstal, plundering of vernieling, de omstandigheden, waarin deze buitenbezitstelling zich voordeed, « het invoeren van eene bijzondere regeling vereischte, welke volstrekt niet mocht samengaan in ééne zelfde wet met de regeling vereischt door den toestand, waarin zich bevinden de buiten bezit gestelde houders in den normalen loop van het economisch en juridisch leven ».

Zij bevestigde anderzijds dat het algemeen zou begrepen worden hoe het gelijktijdig invoeren van twee wetten, de eene voor elke buitenbezitstelling van titels, de andere enkel voor de buitenbezitstelling voortvloeiende uit oorlogsgebeurtenissen, al te groote verwikkelingen zou medegebracht hebben.

Moet men van het bijzondere uitgaan tot het algemeene of van het algemeene tot het bijzondere?

De tweede wijze werd aangenomen door de landen, welke vóór den oorlog eene wetgeving over de zaak bezaten, en aldus kon Frankrijk er zich bij beperken de wetten van 15 Juni 1872 en 8 Februari 1902 aan te vullen door de wet van 4 April 1915 tot bescherming der roerende waarden welke naar aanleiding van oorlogsfeiten zijn zoekgeraakt.

Deze wijze is onbetwistbaar de meest oordeelkundige en moet tevens de beste uitslagen opleveren.

Ondersteld dat de wet slechts van toepassing mocht zijn op de akten van verhandeling of buitenbezitstelling tijdens de vijandelijke bezetting, dan kan men zich afvragen of het getal personen, die geroepen zijn om het voordeel der wet te genieten, aanzienlijk genoeg zou zijn om, met het oog op hun toestand alleen, de instelling te billijken van de talrijke maatregelen, door de wet in het leven geroepen, als b. v. het tot stand brengen van een Belgisch Nationaal Kantoor voor roerende waarden en de oprichting van een geregeld Bulletin voor de verklaringen van verliezen.

Anderdeels bemerkt men hoe gevaarlijk en moeilijk het zijn zou een onderscheid te maken tusschen de buitenbezitstelling « ten gevolge van eenige oorlogsgebeurtenis » (artikel 9) en de buitenbezitstelling gedurende het tijdsverloop van den oorlog voorgekomen. Zou men, overigens, dergelijk onderscheid mogen maken, zonder onrechtvaardigheid te begaan? Moest men zich houden bij het wetsontwerp zooals het voorgesteld werd, dan

zou men, op zijn minst genomen, de wet moeten uitstrekken tot al de buitenbezitstellingen, welke voorgekomen zijn gedurende het abnormaal tijdsverloop vanaf het begin van den oorlog tot op den dag waarop de verrichtingen tot den normalen toestand weergekeerd zijn of zullen zijn : dat ware dus eene wet invoeren, eigen aan een tijdsbestek en niet aan bijzondere feiten.

Waarom eene definitieve wet voor den normalen tijd tot later uitstellen, terwijl die normale tijd terug schijnt ingetreden te zijn — althans wat de beursverrichtingen betreft ?

« Later » beteekent niet zelden « nooit ».

Sedert negen en twintig jaar bespreekt men vruchteloos de toe te passen wet in zake verloren of gestolen titels aan toonder; het oogenblik schijnt gekomen te zijn om eene zekeren en afdoenden uitslag te bereiken.

Dientengevolge heeft de Afdeeling de Regeering verzocht, haar kennis te geven van de besluiten van het werk, waarvan de Regeering de voltooiing had aangekondigd.

Zij was inderdaad van gevoelen, dat men daarin de vereischte gegevens vinden zou tot het opmaken van eene sedert zoo lang gevraagde bestendige wet op het verzet in zake titels aan toonder.

De Regeering beantwoordende aan dezen wensch, heeft, eene reeks teksten overgemaakt te gelijk met als eene memorie van toelichting.

Men zal vaststellen dat dit gewetensvol werk, dat in dit verslag wordt overgenomen, de vrucht is van lange en nauwkeurige studiën. De Commissie heeft gemeend dat zij geen nuttiger werk verrichten kon dan het in het haar voorgelegde wetsontwerp in te lasseschen. De goedkeuring daarvan zou eene bestendige en definitieve wet tot stand brengen, welke de inleiding zou zijn van eene geheele wetgeving houdende regeling van de gewone buitenbezitstellingen en van die welke het gevolg waren van oorlogsgescheurtenissen.

EERSTE DEEL.

BESCHERMING VAN DE HOUDERS VAN GESTOLEN, VERLOREN EN VERNIELDE TITELS.

EERSTE TITEL.

Wijzen van verzet.

Het door de Regeering geleverde commentaar tot staving van de overgemaakte teksten wees uitdrukkelijk op de noodzakelijkheid om de twee belangen, welke met elkander in strijd kunnen komen, overeen te brengen : dat van den eigenaar en dat van den schuldenaar ; de eerste verkeert in het geval dat hij niet ontvangt wat hem toebehoort, daar hij het bewijs niet kan leveren van zijn recht ; de tweede loopt gevaar tweemaal te moeten betalen.

Het behandelde ook en erkende de noodzakelijkheid om af te breken met

de bewoordingen en de beperkingen van de artikelen 2279, 2° lid, en 2280 van het Burgerlijk Wetboek, welke het alleen hebben over « hem die iets verloren heeft of aan wien iets *ontstolen* werd », van « den tegenwoordigen bezitter van de *gestolen* of verloren zaak », « van het verlies of den *diefstal*. »

Uitgaande van het begrip dat deze teksten, uiteraard bepalingen zijnde die afwijken van een algemeen beginsel, enkel vatbaar zijn voor eene beperkende verklaring, zoo is onze rechtspraak er toe gebracht, — de tweede van de beide bedoelde gebeurlijkheden in aanmerking nemende, — de toepassing van gezegde afwijking te beperken bij het geval van eigenlijken diefstal. Zóó weigert zij inzonderheid die toe te passen op het geval, waarin de buitenbezitstelling slechts het gevolg is van oplichting of van misbruik van vertrouwen.

Het ontwerp legt het er terecht op aan, deze onregelmatigheid uit den weg te ruimen, door de toepassing van het nieuwe stelsel over het algemeen en geheel en al uit te breiden tot alle ongewilde buitenbezitstelling, welke gebeurtenis ook daarvan de oorzaak was.

Anderzijds spreekt artikel 2280 slechts over het recht van « terugvordering », ten bate van den oorspronkelijken « eigenaar » alleen. Krachtens hetzelfde beginsel van strenge verklaring, kwam men daardoor tot de gevolgtrekking, dat van het voordeel der bepaling dienden uitgesloten alle titularissen van rechten, die geen eigendomsrechten zijn, zooals de vruchtgebruiker, de schuldeischer-pandhouder of de bewaarder. Dit was nog eens een niet te wettigen beperking, waaraan de nieuwe wet een einde zal stellen, door hare voordeelen evenzoo bereikbaar te maken voor « elken buiten bezit gestelden rechthebbende », zonder dat onderscheid dient gemaakt tusschen het bezit *animo domini* en het louter onbestendig bezit ».

Endelijk bepaalt de memorie van toelichting dat in de volgende bepalingen alleen bedoeld worden de titels aan toonder « met uitzondering van de bankbriefjes en van de bij artikel 1 der wet van 20 Juni 1873 omschreven waarden » : checks, credietbrieven, overschrijvings-bons of -wissels, en andere titels tot betaling met gereed geld en op zicht. Deze handelwijze sluit uitdrukkelijk buiten de toepassing der wet gansch de reeks waarden, welke, uiteraard onmiddellijk opeischbare schuldvorderingen zijnde, vanzelf buiten alle mogelijkheid moesten worden geplaatst om het voordeel te genieten van eene rechtspleging die, hoe snelwerkend ook, geroepen is om toch een zekeren tijd te vragen.

Daartegenover, door slechts eene uitzondering te maken voor die waarden, omvangt de bepaling echter alle andere waarden en doet zij, met name, onder de toepassing der nieuwe wet vallen niet alleen de titels der aandelen en schuldbrieven van private handelsvennootschappen, maar ook al de rentetitels aan toonder, uitgegeven door onze groote openbare gemeenschappen : den Staat, de provinciën, de gemeenten.

Naar het voorbeeld der Fransche wet van 13 Juni 1872- 8 Februari 1902- 8 Maart 1912, bedoelt het ontwerp de vrijwaring der rechten van den buiten bezit gestelden houder vast te leggen en stelselmatig in te richten,

zoowel tegenover den derden huidige bezitter van den titel als tegenover de schuldplichtige inrichting die dezen heeft uitgegeven, op grond van een verzet, aan te teekenen door gezegden bezitter binnen het bestek van zekere regelen en onder voorrecht van zekere duidelijk bepaalde werkingen.

Het overige van deze verklaring dient om de hierna overgenomen bepalingen toe te lichten en nader te omschrijven.

Zij luidt als volgt :

Voor hem, die verzet doet, komt het verzet onder een dubbel opzicht voor : het is *verzet tegen verhandeling*, met betrekking tot de vrijwaring van zijn recht van terugvordering tegen den derde die zijn titels heeft verkregen ; het is *verzet tegen betaling*, met betrekking tot de vrijwaring van zijne rechten van schuldeischer tegen de schuldplichtige inrichting.

In het stelsel der Fransche wet (art. 2), verwt het dubbel doel van dit verzet een overeenstemmende dubbele rechtspleging : het verzet tegen verhandeling wordt aan het Syndicaat der Parijsche wisselagenten beteekend, hetwelk gelast is dat verzet bekend te maken in zijn Dagelijksch Bulletin ; het verzet tegen betaling geschiedt bij de schuldplichtige inrichting. Gezien het nauw verband bestaande tusschen beide maatregelen, en gelet op de noodzakelijkheid daaraan een samenloopende werking te verzekeren, bleek het eenvoudiger, en tevens ook practischer, die te vereenigen en te verbinden in één enkele akte, rechtstreeks te beteekenen aan slechts één der twee bestemmingen, mits daarvan onmiddellijk aan den andere mededeeling wordt gedaan. Dat is het stelsel, gehuldigd door onze artikelen 1 en 2.

Hij, die verzet doet, doet deze enkele akte van verzet beteekenen aan een officieel orgaan — met wiens instelling en inrichting de uitvoerende macht door de wet wordt belast —, dat geroepen wordt om te onzent, waar sedert 1867 het openbaar karakter van het beroep van wisselagent verdwenen is, dezelfde rol te vervullen als in Frankrijk het Syndicaat der wisselagenten van Parijs : *Het Nationaal Kantoor voor de roerende waarden* (art. 1). En aan den werkenden deurwaarder worden terzelfdertijd de taak en de plicht toevertrouwd. dit verzet den dag zelf, bij aangeteekenden brief, aan de schuldplichtige inrichting aan te zeggen. (Art. 2).

Ten gevolge van zijn dubbel doel neemt dat verzet een dubbel karakter aan : tegenover den derden bezitter van den verdwenen titel geldt het als een aanmaning of eene in mora stelling om, binnen den bij de wet vastgestelden termijn, de rechten, welke hij te zijnen opzichte zou beweren verkregen te hebben, over te leggen en te doen gelden ; tegenover de schuldplichtige inrichting, beteekent het tegelijk verbod van uitbetaling aan dien derden bezitter, vooraleer het gerecht over zijne aanspraak heeft kunnen beslissen, en, ingeval genoemde derde in gebreke zou blijven om zich binnen den bepaalden termijn kenbaar te maken, machtiging tot uitkeering in handen van hen die verzet doet. Vandaar de noodzakelijkheid eener dubbele formaliteit : Van den eenen kant, ten einde die aanmaning aan onbekende doeltreffend te maken, noodzakelijkheid om dezelve op de ruimste

schaal en doelmatigste wijze openbaar te maken ; aan den anderen kant, tot waarborg van de rechtmatigheid van het tegen den vrijen omzet en de vrije uitkeering van den titel gestelde beletsel, noodzakelijkheid eener gerechtelijke tusschenkomst. In navolging van de Fransche wet, wordt bedoelde openbaarmaking in ons ontwerp verzekerd door middel van eene bestendige inlassching, binnen vijf dagen op te nemen in de kolommen van een daartoe uitgegeven blad : *Het Dagelijksch Bulletin der met verzet aangekende waarden*, waarvan de omstandige inrichting en werking zal geregeld worden door een koninklijk besluit ter uitvoering van de wet.

Deze bekendmaking, toevertrouwd aan de zorg van het officieel organisme waaraan het verzet werd beteekend, geschiedt op kosten van hem, die verzet doet. Het bedrag daarvan wordt betaald bij jaarlijksche bijdragen, onderscheidenlijk vooraf betaalbaar, op straffe van de bekendmaking te zien weigeren, ingeval de eerste bijdrage niet gestort werd, en op straffe van schrapping ingeval een der volgende bijdragen niet betaald wordt. (Art. 4 § 2.)

Wij hebben integendeel gedacht, van de wetgeving onzer naburen te moeten afwijken, zoo niet in het beginsel zelf der gedachte, ten minste toch in hare wijzen van toepassing, voor wat betreft de gerechtelijke tusschenkomst. In Frankrijk moet die tusschenkomst — in deze uitgeoefend door den voorzitter der Burgerlijke Rechtbank — eerst geschieden ten vroegste één jaar na het verzet, en zulks niet als bestanddeel daarvan, maar als eenvoudige, opvolgende en bijkomende voorwaarde, van de bevoegdverklaring van hem, die verzet doet, tot het uitoefenen der voornaamste daaraan verbonden rechten : 1° Recht op uitkeering, mits borgstelling, of bij gebreke van dergelijken waarborg, recht op storting in de Deposito- en Consignatiekas, hetzij van het bedrag der verschenen interesten en dividenden, hetzij van het desgevallend terugbetaalbaar geworden kapitaal der titels (art. 3, 4 en 5), en 2° Recht op aflevering van een duplicaat van den verdwenen titel (art. 15).

Met recht heeft men tegen dat stelsel het verwijt aangevoerd dat het op jammerlijke wijze de doelmatigheid der gerechtelijke actie verslapt en ontzenuwt, doordat het onderzoeken der beweringen van hem, die verzet doet, zoo lang nadien, bijzonder moeilijk geworden is voor den rechter, zoodanig dat deze, in de practijk, doorgaans zijn onderzoek beperkt bij het enkel nazien of de wettelijke formaliteiten in acht genomen zijn. Wij hebben er de voorkeur aan gegeven, dien waarborg der gerechtelijke tusschenkomst in te schakelen op het oogenblik dat deze het best haar hoogste nut kan opleveren, namelijk bij den aanvang zelf der rechtspleging van het verzet, onder de formaliteiten zelf van dat verzet en als hoofdzakelijk bestanddeel van deszelfs geldigheid. Binnen ééne maand na het verzet, — zoo bepaalt dienaangaande ons artikel 5 — is hij, die verzet doet, gehouden de bekrachtiging daarvan aan te vragen bij den voorzitter der handelsrechtbank van zijne woonplaats — die het best in staat is om te oordeelen over de voorwaarden en omstandigheden der aangevoerde buitenbezitting — of, indien hij buiten België woont, bij den voorzitter der rechtbank van den maatschappelijken zetel der schuldplichtige inrichting.

Daar die formaliteit als hoofdzakelijk doorgaat, kon voor de niet-inachtneming

daarvan vanwege hem, die verzet doet, slechts een doortastende sanctie gesteld worden : de ongeldigheid en bijgevolg de schrapping van zijn verzet. (Art. 5, lid 2.)

En daar men moest vermijden dat de mogelijke herhaling van dergelijk verzet, door kwade trouw of speculatie, een al te gemakkelijke bron van misbruiken werd, bepaalt het laatste lid van het artikel dat tegen de aldus geschrapte titels, niet vóór het verstrijken van één jaar, opnieuw verzet kan worden gedaan dan ten gevolge van eene voorafgaande beslissing van den rechter, waarbij tegelijkertijd de gegrondheid der redenen van het arrest der eerste rechtspleging wordt erkend en het nieuw verzet vooraf wordt bevestigd.

Hoe kostbaar ook de waarborg is, voortvloeiend uit de gerechtelijke tusschenkomst in de rechtspleging zelf van het verzet, toch was het noodig te voorkomen dat zij, door de onvermijdelijke vertragingen welke zij medebrengt, zou kunnen schaden aan de voortvarendheid die, anderzijds, dringend vereischt is, om wille van de doeltreffendheid van dit bijzonder soort van verweer. Vandaar het beginsel, waardoor aan een anderen eisch voldoening wordt gegeven, waarbij, zoolang de bekrachtiging niet wordt bekomen, het verzet slechts voorloopig is en slechts als zoodanig voorkomt in het *Dagelijksch Bulletin* (art. 6, § 1), welke formule, bijaldien zij voor de toekomst de souvereiniteit der rechterlijke beslissing voorbehoudt, niettemin intusschentijd aan het verzet die uitwerkselen verzekert, welke de vrijwaring der rechten van hem, die verzet doet, niet toeliet uit te stellen.

Het kwam er ten andere op aan — zoowel met het oog op de rechten der schuldplichtige inrichting, gewaarschuwd door de aanzegging van het verzet, als op die van den tegenwoordigen derden bezitter, gewaarschuwd door de voorloopige bekendmaking — dat aan den eenen en aan den anderen de noodige tijd werd gegeven om desnoods verzet aan te teekenen en de aanvraag tot bekrachtiging tegen te spreken : daarom wordt aan den rechter verboden over die aanvraag te beslissen, voordat ten volle acht dagen zijn verlopen sedert de eerste bekendmaking in het *Dagelijksch Bulletin* (art. 6, § 2).

* * *

Eens in het bezit van de aanvraag tot bekrachtiging, oordeelt de voorzitter der rechtbank, zoowel volgens de aanduidingen door de akte van verzet zelf als volgens alle andere bestanddeelen welke hij, die verzet doet hem zal kunnen bezorgen, in hoeverre dezès beweringen ernstig en waarschijnlijk zijn.

Is zijn oordeel gunstig, dan levert hij aan den belanghebbende het gevraagd bevelschrift tot bekrachtiging (art. 7, § 1).

In het tegenovergesteld geval, in plaats dat een weigerend bevelschrift, vatbaar voor beroep, wordt uitgevaardigd, zooals de Fransche wet het toelaat (art. 7), — hetgeen in tegenspraak zou zijn met artikel 17 onzer algemeene wet op de bevoegdheid — wordt hij, die verzet doet, eenvoudig door den voorzitter verwezen om zich te voorzien voor de rechtbank, opdat deze-

zelf over de zaak beslisse, na het Openbaar Ministerie te hebben gehoord (art. 7, § 2). Gezien er spoed wordt vereischt, wordt deze beslissing gewezen zooals in zake van korte behandeling, en ingeval zij vatbaar is voor beroep, wordt de termijn daarvan — welke naar het gemeene recht dertig jaar zou bedragen, bij onmogelijkheid om desvoorkomend het bevelschrift te beteekenen aan onbekenden tegenspreker — tot het korte tijdsbestek van acht dagen verminderd.

Door de bekomen bekrachtiging wordt het verzet definitief en voortaan — daags na de beteekening van de beslissing aan het Nationaal Kantoor — wordt het als zoodanig in het Dagelijksch Bulletin opgenomen (art. 8).

Het weigeren van bekrachtiging daarentegen doet het verzet vervallen en heeft het onmiddellijk schrappen ervan ten gevolge, mits beteekening van de beslissing, van ambtswege gedaan op de kosten van hem dit verzet doet, zoowel aan het Nationaal Kantoor als aan de schuldplichtige inrichting (art. 9).

Het spreekt overigens vanzelf, dat de beslissing tot bekrachtiging, waarbij enkel over de geldigheid van het verzet uitspraak gedaan wordt, hoegenaamd niet de vraagstukken oplost, die den grond zelf van het recht betreffen — zooals, met name, dat van den eigendom der titels, die later door den derden bezitter zou betwist worden — vraagstukken waarover, bij voorkomend geval, de bevoegde rechtbanken op tijd en stond zullen uitspraak doen.

*
* * *

Dat is, in algemeene trekken, de rechtspleging waaraan door ons ontwerp, over het algemeen, is onderworpen het verzet wegens ongewilde buitenbezitstelling van titels aan toonder.

In twee gevallen nochtans bleek het gepast, van deze algemeene regelen af te wijken wat betreft de bijzaken.

De eerste dezer afwijkingen betreft het verzet, enkel gedaan betreffende interesten- of dividendencoupons geknipt van de titels waartoe zij behooren. Daar de betwiste belangen alsdan minder gewichtig zijn, mochten de vormvereischen, die tot waarborg ervan moesten dienen, minder streng zijn. Daarop steunt de vereenvoudiging, welke voor dit bijzonder verzet bij artikel 10 is toegelaten.

De Fransche wet meende dienaangaande eene afwijking van den gewonen regel te mogen toestaan voor elk verzet betreffende geknipte coupons (art. 2, laatste § en art. 8). Zóó ging men te ver. Naar het voorbeeld van de Zwitsersche en Luxemburgsche wetgeving wordt door ons ontwerp het verleen van gemeld voordeel enkel toegestaan, wanneer omstandigheden van het feit waarlijk, ten voordeele van hem die verzet doet, de waarschijnlijkheid van zijne beweringen op bijzonder geloofwaardige wijze doen vermoeden, namelijk wanneer deze, die verzet doet, in bezit gebleven is van de titels waartoe de bedoelde coupons behooren. Ook is hij krachtens dit artikel verplicht, het bestaan van deze hoofdvoorwaarde te bewijzen door bij zijne akte van verzet een afschrift te voegen van een bewijs van den vrederechter of van eenen notaris, waarbij deze het feit van bedoeld bezit bevestigt.

Anderzijds, vereenvoudigen de bovengemelde bepalingen der Fransche wet bedoeld bijzonder verzet omtrent twee punten : zij ontslagen het zoowel van de beteekening aan het syndicaat der wisselagenten en van de bekendmaking, welke door deze beteekening wordt betracht, als van elke tusschenkomst der rechterlijke macht. Ons ontwerp, het gevaar inziende dat, zelfs in de voorziene bijzondere omstandigheden, om 't even welke vermindering van den waarborg, door de formaliteit van bekendmaking opgeleverd, zou kunnen doen ontstaan, schaft in dit geval alleen de formaliteit van de rechterlijke bekrachtiging af; het staat enkel toe dat, in dit geval, het verzet definitief worde geacht en derhalve als zoodanig in het Bulletin mag bekendgemaakt worden, wegens het feit alleen en vanaf het oogenblik zijner beteekening aan het Nationaal Kantoor.

De tweede afwijking van den algemeenen regel betreft de buitenlandsche titels. Voor deze kan onze wet natuurlijk alleen van toepassing zijn binnen de grenzen toegelaten door het beginsel van de territorialiteit der wetten (art. 3, Burgerlijk Wetboek). Met andere woorden, die titels vielen buiten elke toepassing van de bepalingen, waarbij hierboven de aanzegging van het verzet en de beteekening van het weigeren zijner bekrachtiging aan de schuldpligtige inrichting geregeld worden.

Daar het onmogelijk is deze buiten onze grenzen te treffen, bepaalt artikel 11 er zich bij, vrede te nemen met eene beteekening gedaan bij de gevolmachtigde inrichting, die in België met den dienst van gemelde titels belast is; daarna zal deze er alsdan kennis van geven aan de lastgevende buitenlandsche inrichting.

En daar het voorkomen kan dat deze dienst te onzent aan verscheidene inrichtingen te gelijk wordt toevertrouwd, verplicht het artikel deze, om de zaak te vereenvoudigen, in onderling overleg een afgevaardigde aan te wijzen, die gelast wordt, in hunnen gezamenlijken naam de bovengemelde beteekeningen te ontvangen, op straffe dat elke beteekening, aan slechts ééne dier inrichtingen gedaan, wettelijk gelden zou voor al de overige.

TITEL II.

Gevolgen van het verzet.

De gevolgen van het verzet, behoorlijk openbaargemaakt, zijn van tweërlei aard.

Het eerste is eenvoudig van behoudenden aard : van het verzet een werktuig van algemeene beslaglegging op den titel te maken in de handen zoowel van de inrichting, die hem uitgegeven heeft, als in die van welkdanigen persoon ook die hem wegens het uitoefenen van zijn beroep in zijn bezit mocht krijgen voor rekening van een ander.

De andere betreffen het beschikkingsrecht. Zij doen zich voor respectievelijk zoowel ten aanzien van de eene als van de andere zijde onder welke wij hooger zagen, bij het onderzoek van het recht, dat de toestand van hem die verzet instelt, zich voordoet : van den kant van den derden bezitter, met

het oog op de terugvordering van den titel, nietigheid en dus onmogelijkheid deze terugvordering tegen te stellen aan alle verhandeling gedaan na de openbaarmaking van het verzet; van den kant van de schuldplichtige inrichting, met het oog op het uitoefenen van de schuldvordering zelf, waarvan de titel slechts het bewijsteeken is, mogelijkheid de betaling te bekomen van de vervallen schulden met, voor de toekomst, de aflevering van een duplicaat.

§ 1. — *Inbeslagneming der titels en betalingsverbod.*

De schuldplichtige inrichting, alsmede elke tusschenpersoon — wisselagent, makelaar, bankier, enz. — in wiens handen een der titels of coupons komt, waarop verzet gedaan wordt, zijn gehouden, de eerste te beginnen met den dag van de bekendmaking van het verzet, de overigen enkel te beginnen met den dag volgend op de bekendmaking in het dagelijksch *Bulletijn*, dien titel of die coupon in te houden en de betaling uit te stellen (art. 11).

Aan hem, die verzet doet, worden alzoo meteen verzekerd én de aanduiding van den huidige derden bezitter van den titel én de bewaring van dezen totdat het gerecht uitspraak gedaan hebbe tusschen de twee belanghebbenden.

Opdat die maatregel zijn volle uitwerking hebbe, moet men hem nog enkel ter kennis brengen van hem die verzet doet. Met dat doel wordt beteekening van het beslag, met aanduiding van den persoon van den aanbieder, aan hem, die verzet doet, gedaan door de schuldplichtige inrichting, bij aangeeekenden brief, binnen zeer korten termijn, namelijk : uiterlijk daags na het beslag indien dat gelegd werd door die inrichting zelf of, werd dit gelegd door een tusschenpersoon, uiterlijk twee dagen na de beteekening die bedoelde tusschenpersoon zelf gehouden is hem ervan te doen op dezelfde wijze en binnen denzelfden termijn, (art 11, § 2).

Die verplichting wordt trouwens bij den tusschenpersoon vergoed door de toekenning, op kosten van hem die verzet doet, van een premie of vergoeding, waarvan het bedrag door het koninklijk besluit ter uitvoering zal bepaald worden.

Te dezer zake is dat alles slechts het specialiseeren en het toepassen van het rechtsbeginsel dat elken bewaarhouder, die verneemt dat de in bewaring gegeven zaak gestolen werd en er den eigenaar van ontdekt, de verplichting oplegt dezen bekend te maken dat de zaak hem in bewaring gegeven werd (art. 1938, Burgerlijk Wetboek). Ingeval de schuldplichtige inrichting of de tusschenpersoon te kort komen aan bovengemelde verplichting en hun respectievelijk opgelegd, zal hun aansprakelijkheid tegenover hem, die verzet doet, gansch natuurlijk geregeld worden op grond van de algemeene beginselen der bewaargeving.

Om, ten minste langs een zijweg, er toe te komen van de vreemde tusschenpersonen de naleving te bekomen van voorschriften, die wij hun niet rechtstreeks kunnen opleggen, daar onze wetten buiten onze grenzen niet van toepassing zijn, strekt artikel 12 opzettelijk de aansprakelijkheid van de

Belgische schuldplichtige inrichting uit tot alle betalingen die hare lasthebbers, belast met den dienst van hare titels en coupons in den vreemde, er mochten doen in weerwil van het verzet, te rekenen van den dag waarop men aan die lasthebbers een exemplaar van het Dagelijksch Bulletin kon doen toekomen, waarin de eerste bekendmaking er van staat.

Hoe gewettigd die aansprakelijkheid ook zij, zij is enkel, evenals het voorschrift zelf, waarvan zij de bekrachtiging is, gevestigd ten bate van hem die verzet doet. Zij kon dus niet zoo ver gedreven worden dat zij de bron van verrijking kon worden ten bate van den derden bezitter, aan wien de verboden betaling ondanks het verzet mocht gedaan zijn. Ook bij uitbreiding van dien billijkheidsregel, waarbij volgens de artikelen 1376 en 1377 van het Burgerlijk Wetboek hij, die een niet verschuldigde som betaalt, het recht heeft de terugvordering te doen, behoudt ons artikel 15 voor de inrichting, die uit onachtzaamheid of dwaling aan dien derden bezitter het bedrag zou gestort hebben van een titel of een coupon waarop verzet gedaan was, uitdrukkelijk het recht de terugbetaling van de betaalde som te eischen. En daar boven de regeling van dat bijzonder belang gebiedend en overheerschend het wettelijke voorschrift van het beslag staat, is het, voegt bedoelde bepaling erbij, zonder de vergelding van de teruggave van den titel dat die terugvordering vanwege de betalende inrichting zal geschieden.

§ 2. — *Ongeldigheid der verhandelingen ten aanzien van de terugvordering.*

Wat betreft de aanspraak van den buiten bezit gestelden houder op het terugvorderen van zijn titel, doet het verzet de bezwaren verdwijnen die tot nu toe de artikelen 2279 en 2380 van het Burgerlijk Wetboek inbrachten tegen het uitoefenen van dit recht. Onmogelijkheid, voor den houder, zijn eigendom drie jaar na de buitenbezitstelling terug te eischen van den derde die vermoed wordt het zich te hebben aangeschaft te goeder trouw; onmogelijkheid, zelfs in den loop dezer drie jaren, het van hem terug te eischen zonder verplicht te zijn hem den prijs uit te betalen, dien het hem gekost heeft: het een en het ander dezer vroegere bezwaren vallen weg door het feit van het nieuwe beginsel, dat het verzet, op geldige wijze bekendgemaakt, het volstrekt wettelijk vermoeden medebrengt voor allen, dat de aanwerver den verdachten aard kent van de titels waarop het verzet slaat, en dienvolgens wettelijk vermoeden *juris et de jure* van het bestaan van kwade trouw bij al wie zich de titels aanschaft na deze bekendmaking. Krachtens eenen gelijken regel als deze, welke, bij artikel 445 der wet op de faillissementen, sommige handelingen, door den faillietverklarde verricht gedurende de verdachte periode die aan de verklaring tot faillissement voorafgaat, nietig verklaart, daar zij vermoed worden verricht te zijn tot bedrieglijke verkorting van de rechten der schuldeischers, spruiten daaruit van rechtswege voort de ongeldigheid ten aanzien van den eisch tot terugvordering van den buiten bezit gestelden houder, en bijgevolg de onmogelijkheid, voor den tegenwoordigen derden bezitter, tegen die vordering te stellen elken afstand, elke overdracht of verhandeling van den titel, gedaan

na den dag waarop, voor de eerste maal, in het *Dagelijksch Bulletin* de bekendmaking van het verzet is verschenen (art. 14, § 1).

Maar, evenals in de even aangehaalde kwestie van het faillissement de verrichtingen enkel ongeldig kunnen geacht worden voor zoover zij de schuldeischers betreffen, voor wie alleen het faillissement wordt verklaard, evenzoo kan men hier den afstand, de overdracht of de verhandeling van den titel slechts ongeldig verklaren ten voordeele van hem, die verzet aantee kent, en « ten aanzien van zijne vordering ».

Behalve dat zij niet kan tegengesteld worden aan genoemde vordering, behoudt de verhandeling dus, tusschen partijen, al hare juridische kracht : namelijk, in geval van afstand, het verhaal van den verkrijger op zijn verkooper als vrijwaring wegens uitwinning, (art. 1625 B. W.), en, in geval van inpandgeving, het recht van den schuldeischer op de onmiddellijke eischbaarheid van de vervallen schuldvordering, die dit pand ten doel had te vrijwaren. (Art. 1188, B. W.).

Wat betreft de afstanden, overdrachten of verhandelingen gesloten voordat de bekendmaking van het verzet het bestaan daarvan aan iedereen heeft doen kennen, wordt er voor deze nergens afgeweken van de artikelen 2279 en 2280 B. W. Dit wil zeggen dat zij onder de toepassing blijven van deze traditioneele beginselen (art. 14, § 2). Daarvoor blijven dus bestaan, ten aanzien van het doen gelden der terugvordering, de verplichting voor den buiten bezit gestelden houder het bewijs te leveren van de kwade trouw van den derde, die de verkrijger is, en, ten aanzien van de uitvoering der schuldvordering, het recht van den schuldenaar alle betaling van interesten of kapitalen aan dienzelfden houder te weigeren, zoolang niet voor de eenen en voor de anderen onderscheidenlijk de termijnen der gewone verjaring zijn verstreken.

Onder die voorwaarden hangt dus alles af van den vroegeren of lateren datum van den afstand, de overdracht of de verhandeling van den titel, in betrekking met den datum van de bekendmaking van het verzet. Hoofdzak werd het dus, het juiste oogenblik vast te stellen, waarop die afstand, die overdracht of die verhandeling te dezer zake moet geacht worden hare juridische voltrekking te hebben gekregen.

In dezen gedachtengang wordt door artikel 15 het beginsel gesteld dat, ten opzichte van de quaestie welke ons bezighoudt, de verrichting, gaande over eene vervangbare zaak, als voltrokken aangezien zal zijn, zoodra, aan den titel een persoonlijk bezitter gegeven zijnde door den besteller die order geeft aan den wisselagent belast met het verhandelen van den titel, deze beslissing ingeschreven is in de boeken van dezen wisselagent.

Nu, door de bestaande wetgeving (art. 65 der wet van 30 December 1867, titel V, van het Wetboek van Koophandel) zijn de wisselagenten verplicht in het boek, dat zij krachtens gezegd artikel moeten houden, slechts te schrijven, dag voor dag en in de volgorde der datums, « de voorwaarden van al de verhandelingen door hunne tusschenkomst gedaan ». Ten einde dit middel van documentatie toe te passen op de nieuwe vereischen, wordt door ons artikel 15 tot wettelijke verplichting gemaakt eene gewoonte, waaraan

overigens meestal deze tusschenpersonen van den handel in roerende waarden zich reeds vrijwillig onderwierpen, en wordt hun voorgeschreven, in het boek, waarvan sprake, aan de aanwijziging van aard en datum der verrichting twee aanvullende inlichtingen toe te voegen : aard en nummer der titels die het voorwerp der verhandeling uitmaken, alsmede naam, woonplaats en beroep der personen voor wier rekening de verhandeling geschiedde, — alles onder de strafbepaling eener boete van 50 frank per overtreding voor ieder der drie verplichtingen, onverminderd de mogelijke toepassing der straffen wegens misdaad van valsheid.

Boven deze tijdsbepaling, waarvan de geldigheid of de ongeldigheid der verhandeling afhangen zal, zullen de aanwijzingen, waarvan sprake, nog twee andere voordeelen aanbieden : eensdeels, wordt daardoor zoo aan hem, die verzet doet, als aan de betugelende rechtsmacht een bijzonder doeltreffend middel ter hand gesteld om, langs den weg van de achtereenvolgende eigenaars, tot de ontdekking te komen van den eersten dader van de ongeoorloofde toeëigening; anderdeels, wordt zoowel aan hem, die verzet doet, als aan den derde verkrijger die verplicht is toe te geven aan de eischen van hem die verzet doet, respectievelijk de nitoeffening van hun laatste verhaal verzekerd op den wisselagent die de verhandeling heeft gedaan in weerwil van het verzet.

Dit leidt ons tot een laatste punt.

Het spreekt vanzelf dat, gezien de overwegende rol welke deze gewone, zooniet noodzakelijke tusschenpersonen van den handel in roerende waarden hebben in al de soortgelijke verrichtingen, hunne aansprakelijkheid niet kon beperkt blijven bij bedoelde vormvereischte noch bij de eenige strafbepalingen die vervat zijn in het artikel waarvan sprake. Ook worden zij door artikel 16 die de bekrachtiging voltooit over al de zijden der verplichting waarvan zij de uitvoering moet verzekeren, burgerlijk aansprakelijk gesteld — en wel tegenover al de belanghebbenden — voor het herstel van alle schade welke voor den eenen of den anderen onder hen zal kunnen voortspruiten zoowel uit de niet-nakoming van de vormvereischten bepaald bij artikel 15 als uit de ongeldigheid der verrichtingen ingevolge artikel 14.

§ 3. — *Recht op voorloopige betaling van de interesten en van het kapitaal, verval, aflevering van een duplicaat.*

Zooals wij gezegd hebben, bevat het verzet, ten aanzien van den huidige titelhouder die door het verzet wordt getroffen, aanmaning of in-mora-stelling, den titel voor te brengen tot wettelijke regeling van de rechten welke met elkaar in tegenstelling zijn gekomen door de buitenbezitstelling van den gewonen eigenaar. Welnu, indien in weerwil van de ruime en herhaalde openbaarmaking, aan die aanmaning in het *Dagelijksch Bulletin* gegeven, een min of meer lange tijd verliep, zonder dat dit voorleggen of die tegenpraak plaats hadden, wat zal men er dan anders uit besluiten dan dat de titel, waarschijnlijk bij toeval of onder de werking van de vrees van den dief of van den uitvinder zich zelf te verraden door hem in zijn handen te ver-

toonen, vernietigd werd of toch niet meer kan voorgelegd worden? Daaruit ontstaat, te gelijk met de geleidelijke bevestiging der gegrondheid van het recht van hem die uit bezit van den titel gesteld werd, de overeenstemmende verdwijning van het gevaar, een derde te zien optreden om tegenspraak te verheffen; bijgevolg wordt het mogelijk, hem, die verzet doet, toe te laten tot het uitoefenen van de aan zijne schuldvordering verbonden rechten, en wel geleidelijk volgens den tijd waarin bedoeld vermoeden ontstaat en waardoor het toeneemt.

In de Fransche wet kan dat geleidelijk bevoegd worden van hem, die verzet doet, om als schuldeischer te handelen, enkel geschieden mits voorslaande machtiging van den voorzitter der rechtbank (art. 3, 5 en 15). Daar het onderhavig ontwerp, zooals men hooger zag, die tusschenkomst van de rechterlijke macht verschoof tot op het meer gepast oogenblik van het begin van het rechtsgeding tot verzet, waarvan de geldigheid mede afhangt, was daar niet meer op terug te komen. Alles kon dus overgelaten worden aan de enkele werking van het vermoeden van vernietiging, enkel ontstaan uit de verlenging der openbaarmaking. Van de bepalingen der wet uit het naburig land onthouden wij dus te dezer zake slechts die, welke op dit enkel punt betrekking hebben. En naar het voorbeeld daarvan, mits eenige afwijking betreffende eenige kleine wijzigingen in verband namelijk met de berekening der verschillende termijnen, regelen zij de lijn te volgen door hem, die verzet doet, tot hij zijn recht van schuldeischer bereikt, in drie achtereenvolgende deelen, bepaald volgens de verwijdering van den datum der eerste openbaarmaking.

1. — Na één jaar te rekenen van dien datum en na ten minste twee vervalldagen in den tusschentijd, ontstaat voor hem, die verzet doet, het recht, van de schuldplichtige inrichting de betaling van de vervallen interesten en dividenden te eischen. Gezien de korte termijn, was het nochtans gepast de gebeurlijkheid van een laattijdige tegenspraak te voorzien, die naderhand het wettelijk vermoeden komt te niet doen; vandaar de voorzorg, bedoelde betaling slechts toe te laten onder waarborg van het afleveren van een pand of borgstelling of, bij gemis van een daarvan, van een voorloopige storting in de Deposito- en Consignatiekas — de bedoelde waarborgen vrij gegeven zijnde en de bedoelde sommen teruggegeven na verloop van twee nieuwe jaren zonder dat de gevreesde laattijdige tegenspraak gekomen zij (art. 18).

Acht de belanghebbende die waarborgen en beperkingen te streng, dan belet niets hem de zaken te laten gelijk ze zijn en eenvoudig het verschijnen van den vervalldag af te wachten, die, zooals we zullen zien, hem recht zal geven op de definitieve betaling.

2. — Na verloop van twee jaren sedert denzelfden datum van de eerste bekendmaking van het bepaald verzet en na verloop van ten minste zes maanden sedert den vervalldag, heeft hij, die verzet doet, het recht het kapitaal zelf te eischen van de gebeurlijk eischbaar geworden titels, altijd en om dezelfde reden, mits levering van een waarborg als borgstorting, pand of hypotheek of, bij gemis aan die zekerheden, mits een eenvoudige voor-

loopige storting in de Deposito- en Consignatiekas (art. 19). Daar de omzet der titels, waarover wij het hebben, van de snelle en gemakkelijke regelingen van het handelsrecht afhangt, is het noodig dat de inrichting van bovenbedoelde waarborgen, bestemd om er den omzet van te regelen, in overstemming gebracht worde met de lenigheid welke dat bijzonder recht eigen is. In dit verband bepaalt artikel 20, eenerzijds, dat het betaalvermogen van den borg zal beoordeeld worden als in handelszaken, d. w. z. niet enkel op den grondslag van zijn grondeigendom (arg. art. 2019, Burg. Wetboek) en, anderzijds, dat de inpandgeving, zoowel voor de vormen van zijn vestiging als voor die van zijn uitvoering, zal gelijkgesteld worden met het handelspand.

Uit een ander oogpunt moeten bedoelde zekerheden, geëischt in het belang van een derde—den tegenwoordigen derden bezitter van den titel—redelijkerwijze niet afhangen enkel van het welgevalen van de betrokken partijen. Vandaar, in het ontwerp, tevens de bepaling van den aard en van de wijze van raming der zaken bestemd om als pand te dienen (art. 20) en het algemeen verbod, van openbare orde, om bij bijzondere overeenkomsten af te wijken van de wettelijke bepalingen betreffende deze zaak (art. 21).

3) Na vijf jaren is het vermoeden van vernieling, dat tot dan toe onzeker was, volkomen geworden en de titel, waartegen verzet gedaan werd, is van rechtswege vervallen. Daaruit ontstaan voor hem, die verzet doet, twee nieuwe voorrechten : eenerzijds, het recht alle eindelijke en rechtstreeksche betalingen te eischen met vrijgeving der als waarborg geleverde zekerheden en terugbetaling der in bewaring gegeven sommen tot uitvoering der vroegere voorloopige betalingen; anderzijds machtiging om op zijne kosten, tot vervanging van den in zijn handen nietig geworden titel, een nieuwen titel te eischen dragend op zich zelf als op elk zijner coupons eene vermelding waarbij duidelijk te kennen gegeven wordt dat het een duplicaat geldt (art. 23).

Hoe gegrond die nietigverklaring van den verdwenen titel ook zij wegens het feit, dat zulke lange openbaarmaking van het verzet niet bij machte was om een bestrijder te doen oprijzen, toch mocht men op dat beslissend oogenblik geen maatregel veronachtzamen, die geschikt kon zijn om de gewettigheid van het wettelijk vermoeden van vernieling zooveel mogelijk te versterken.

Wegens de zorg om het leveren van een maximum van waarborgen, huldigt het ontwerp bedoeld vermoeden slechts met twee oorzaken.

Vooreerst, in plaats van, gelijk de Fransche wet, den termijn van vijf jaar te doen loopen vanaf den datum zelf der eerste bekendmaking van het verzet en zóó de verscheidene vervallenverklaringen op verschillende tijdstippen te brengen volgens de veranderlijkheid van dat vertrekpunt, doet artikel 23 hem voor alle, zonder onderscheid, loopen slechts vanaf 1 Januari na bedoelde bekendmaking, derwijze dat voor alle dezelfde datum van 31 December van ieder jaar bepaald wordt en dat daarop met een de bijzondere waakzaamheid van de belanghebbende derden geroepen wordt.

Verder wordt, om deze waakzaamheid nog meer aan te sporen, door

artikel 24, eene laatste verwittiging, eenigerwijs eene laatste waarschuwing verzekerd aan de belanghebbenden, ééne maand vóór den uitersten datum, door middel van een bijzonder bulletijn, dat het Nationaal Kantoor den eersten December van elk jaar zal uitgeven en dat de lijst bevatten zal van al de titels, waarvan, einde der maand, de vervaltermijn verlopen moet.

Door zijne dubbele uitwerking : de nietigverklaring van den titel en de onherroepelijke toekenning aan hem, die verzet doet, van het voordeel der schuldvordering welke hij vertegenwoordigde, is dit verval het laatste stadium van het verzet en heeft het tevens ten gevolge het tenietgaan daarvan wegens bereiking van zijn doel. Bijgevolg moest de bekendmaking, welke een hoofdbestanddeel van zijne rechtspleging was, dan ook een einde nemen. Doch dan bestond voor het publiek dit gevaar, dat de nietig verklaarde titels op de aldus plotseling voor hen opengestelde markt konden opnieuw aangevoerd worden. Om dit gevaar te weren, wordt in de laatste twee alinea's van artikel 24, voor de vervallen verklaarde titels — uitgezonderd de titels die, afgelost zijnde, uit dien hoofde niet meer verhandeld kunnen worden — de waarborg eener latere bekendmaking voorzien en geregeld : de bekendmaking in een ander Bijzonder Bulletijn, dat eenmaal 's jaars binnen de eerste tien dagen van Januari, verschijnen moet. Deze bekendmaking moet, voor elk van gemelde titels, ieder jaar worden vernieuwd tot het jaar van de laatste daaraan gehechte coupons, zonder dat, in geen geval, die duur minder dan tien jaren bedragen mag; tevens is het wel verstaan, om deze aanvullende openbaarmaking met de voorgaande aan te sluiten, dat, tot op den dag van de eerste vermelding dier titels in voornoemd Bijzonder Bulletijn, hunne bekendmaking zal worden voortgezet in het gewoon Bulletijn der met verzet aangeteckende waarden.

*
* * *

Voorloopige betaling der interesten en dividenden, na een jaar; voorloopige betaling van het kapitaal, na twee jaar; eindbetaling van beide en aflevering van een duplicaat der titels, na vijf jaar : dat is dus, in drie opeenvolgende stadiums, de weg, welken het verzet voor den houder, die ongewild buiten bezit zijner titels werd gesteld, opent om de uitoefening van zijne rechten van schuldeischer geleidelijk terug te bekomen.

Naarmate dit terugbekomen werkelijkheid wordt, bekomt de inrichting even geleidelijk ontlasting tegenover elken derde die later als bezitter van den titel optreden zou. Dit is nadrukkelijk bepaald, eensdeels, door artikel 22 ten opzichte van de voorloopige betaling van de interesten en van het kapitaal, onderscheidenlijk gedaan na een en na twee jaren, anderdeels, door artikel 23 ten opzichte van de eindbetaling en de aflevering van het duplicaat gedaan ten gevolge van het vervallen na vijf jaren. In elk dezer gevallen heeft de laattijdig opgetreden derde, indien hij steunen kan hetzij op de ongegrondheid van het verzet, hetzij op een aankoop gedaan vóór de bekendmaking daarvan, geen ander middel meer dan een eisch tot schadevergoeding in te stellen tegen hem, die verzet doet; deze wordt dan, krachtens artikel 22, ten aanzien van de gevallen van voorloopige betalingen voor

de uitoefening van dit verhaal, van rechtswege in de plaats gesteld voor den borg, de inpandgeving of de hypotheek, met welke waarborg gezegde betalingen mochten gedaan geweest zijn.

TITEL III.

Tegenspraak van het verzet.

Deze achtereenvolgende en trapsgewijze bevoegdheid van hem, die verzet doet, om zijne rechten van schuldeischer uit te oefenen is, zooals wij het reeds vaststelden, enkel gegrond op het vermoeden dat steeds sterker wordt naarmate men de bekendmaking van het verzet voortzet, en dat, ten gunste van zijnen eisch, voortvloeit uit het feit, dat dit verzet en de daarmee samengaande openbare aanmaning niet bij machte zijn om een tegeneisch te doen inbrengen. Daaruit volgt dat met dit vermoeden ook die bevoegdheid moet vervallen, zoodra een bestrijder optreedt : hij, die verzet doet, kan noch de voorloopige betaling der interesten en dividenden (artikel 18), noch de voorloopige betaling van het kapitaal (artikel 19), noch de eindbetaling en de aflevering van het duplicaat (artikel 25) meer bekomen tenzij — dit zeggen en herhalen achtereenvolgens deze drie bepalingen — « er geene tegenspraak bestaat ».

De vraag is nu, hoe « deze tegenspraak » zich kan voordoen. Volgens den aard en den grond zelf van het hierboven omschreven vermoeden, moet als toereikend beschouwd worden om als tegenspraak te gelden elke hoe ook genaamde handeling of daad om een derde, welke, behoorlijk ter kennis van de schuldplichtige inrichting gebracht, onderstellen doet dat deze derde aanspraak maakt op het bestaan te zijnen behoeve van een recht — recht van eigendom, recht van vruchtgebruik, pandrecht of welk ander ook — hetwelk, betreffende den met verzet aangetekenden titel, in strijd komt met het recht, waarop hij, die verzet doet, zich beroept. Dat wordt omschreven in het eerste lid van artikel 25,

Zoodanig zal zijn, vooreerst in de orde van juridische trapsgewijze opklimning, de beteekening aan de schuldplichtige inrichting, door den tegenwoordigen derden bezitter van den titel, van een exploit of van alle andere kennisgeving, waaruit bedoelde aanspraak stellig blijkt.

Doch, op een gebied waar wegens den aard zelf elk formalisme zoozeer is uitgesloten als dit waar de omzet der roerende goederen geschiedt, zouden met deze wijzen van uitdrukkelijke uiting van den wil om tegen te spreken, moeten gelijkgesteld worden alle handelingen of daden, die het stilzwijgender wijze zouden kunnen doen onderstellen. Het is zelfs de meest gewone wijze, waarop de tegenspraak zich wellicht zal voordoen.

Nu, onder die wijzen van stilzwijgende tegenspraak, is er eene welke diende bijzonder vermeld te worden zoowel omdat zij ten gevolge van de gewone practijk zoo dikwijls zal voorkomen als omdat hare verklaring tot bijzondere moeilijkheden kan aanleiding geven. Hier wordt bedoeld de aanbieding, aan de winketten van de schuldplichtige inrichting, van den titel,

waarvoor het verzet juist geldt als eene aanmaning tot den tegenwoordigen houder daarvan om hem voor te leggen.

Het artikel maakt dienaangaande onderscheid tusschen de aanbieding van den titel en die van zijne geknipe coupons.

De aanbieding van den titel geldt als tegenspraak-zoowel ten opzichte van den titel zelf als ten opzichte van deze coupons. Dit is redelijk, vermits de coupons slechts een aanhangsel zijn en dus de bestemming moeten ondergaan van de schuldvordering, waarvan zij afhangen en waarop de aanbieder aanspraak maakt.

Wat de aanbieding van de coupon betreft, het spreekt vanzelf dat zij moest gelden als tegenspraak ten opzichte van de coupon. Maar het zou overdreven zijn die aanbieding zelf, en die aanbieding alleen, te beschouwen als tegenspraak ten opzichte van den titel zelf en ten opzichte van de overige coupons; dit kan slechts gebeuren wanneer de aanbieder, voornemens zijnde de beteekenis van zijn tegenspraak uit te strekken tot dien titel en tot de overige coupons, binnen ééne maand uitdrukkelijk dien wil doet kennen op deze of gene van de twee volgende wijzen: hetzij door aanzegging aan de schuldplichtige inrichting van de dagvaarding waardoor hij van hem, die verzet doet, de erkenning eischt van gezegde rechten, hetzij, eenvoudiger nog, door in handen van die inrichting den titel zelf neer te leggen.

De tegenspraak komt dus, bij de schuldplichtige inrichting die er kennis van krijgt, het vermoeden vernietigen, dat het gebrek aan eenige betwisting bij de openbaarmaking van zijn eisch silaan deed ontstaan ten behoeve van hem die vereet deed. Daaruit volgt natuurlijk zooniet de opheffing, dan toch het schorsen van de werking van dit vermoeden, totdat het geschil, dat het tweevoudig voorkomen van deze tegenspraak juist gaat doen ontstaan en gaat toelaten aan te zeggen tusschen de twee voortaan tegenover elkaar geplaatste belanghebbenden, kan opgelost worden hetzij in der minne tusschen hen zelf, hetzij door eene uitspraak van de bevoegde rechtbank. Voorloopige betaling der interesten en dividenden voorzien bij artikel 18, voorloopige betaling van het kapitaal voorzien bij artikel 19, eindbetaling van beide, verval van den titel en aflevering van het duplicaat, voorzien bij artikel 23: al deze gevolgen van de tegenspraak — zóó luidt artikel 26 — zijn gelijkelijk en zonder onderscheid opgeheven « totdat er tusschen hem, die verzet doet, en den derden bezitter overeenkomst is of door het gerecht uitspraak is gedaan ».

En daar men diende te beletten dat inmiddels in de twee bijzondere Bulletin's, voorzien bij artikel 24, werden bekend gemaakt het nabijzijn en het verschijnen van een voortaan geschorst verval, legt bedoelde bepaling aan de schuldplichtige inrichting de verplichting op, het Nationaal Kantoor van die schorsing op de hoogte te brengen uiterlijk den tweeden dag na de tegenspraak die daartoe aanleiding gaf.

TITEL IV.

Schrapping en handlichting van het verzet.

Wij hebben reeds gewezen op drie gevallen, waarbij de schrapping van het verzet van rechtswege wordt uitgesproken. Het zijn : 1^o het geval waarbij hij, die verzet doet, de jaarlijksche taxe tot bestrijding van de kosten der bekendmaking niet betaalt (art. 4); 2^o het geval waarbij hij verzuimt binnen het tijdsverloop van ééne maand, dat hem daartoe wordt verleend, den eisch tot bekrachtiging van zijn verzet in te stellen (art. 5); 3^o het geval van weigering door den rechter om deze bekrachtiging toe te staan (art. 9).

Buiten deze drie gevallen van wettelijke schrapping, kan het verzet opgeheven worden door eene tweevoudige handlichting : eene vrijwillige handlichting en eene gerechtelijke handlichting.

De handlichting, vrijelijk gegeven door hem, die verzet doet, kan door dezen op tweeërlei wijze gegeven worden : ofwel bij authentieke akte door eene deurwaardersakte beteekend aan de inrichting, bij welke verzet gedaan werd, namelijk het Nationaal Kantoor, ofwel bij onderhandsche akte door het afgeven bij hetzelfde Kantoor van de oorspronkelijke akte van verzet bekleed, onder zijne echt verklaarde handteekening, met een verklaring of melding van handlichting; het stuk wordt hem, in geval van gedeeltelijke handlichting, onmiddellijk teruggegeven nadat het visa van het Kantoor daarop is aangebracht (art. 28, § 1).

Uiterlijk twee dagen nadien wordt door het Nationaal Kantoor kennis gegeven van het feit aan de schuldpligtige inrichting en, betreft het een definitief verzet, aan de griffie der rechtbank, die de beslissing van bekrachtiging gegeven had om te dienen als bijlage van de minuut dier beslissing (art. 28, § 2).

De gerechtelijke handlichting zal in de eerste plaats voortvloeien uit het vonnis, dat, ten gevolge van den eisch tot terugvordering tegen den derden bezitter ingesteld door hem die verzet doet, dezen in het gelijk stelt.

Het kan echter gebeuren dat hij, die verzet doet, uit onachtzaamheid of om een andere reden dien beslissende eisch laattijdig instelt. Het ware onrechtvaardig geweest den derden bezitter het slachtoffer te doen werden van dat gebrek aan handelen bij de wederpartij. Om hem toe te laten zich daartegen te weren, stelt artikel 25 te zijnen behoeve eene bijzondere regeling tot handlichting in, die heelemaal onafhankelijk is van elke rechtsvordering betreffende den grond zelf van het recht en deze uitsluitende : aanmaning, door den derden bezitter aan hem die verzet doet, om binnen ééne maand zijnen eisch tot terugvordering in te stellen, en tegelijkertijd dagvaarding om, na afloop van dien termijn, voor den voorzitter der rechtbank van koophandel te verschijnen ten einde erin kortgeding te hooren uitspraak doen over de handlichting. Deze zal door den rechter uitgesproken worden in twee gevallen : ingeval hij, die verzet doet, aan bedoelde aanmaning geen gevolg geeft en ingeval, de eisch tot terugvordering ingesteld zijnde en de derde bezitter bewijzende dat hij de titels verkreeg vóór de bekendmaking

van het verzet, hij, die verzet doet, weigeren mocht hem de terugbetaling aan te bieden van den koopprijs, voorzien bij artikel 2280 van het Burgerlijk Wetboek.

Welke de oorzaak ervan ook zij, de schrapping van het verzet kan, in elk geval, het tenietgaan daarvan ten gevolge hebben en dus de schuldplichtige inrichting en de tusscheninrichting ontlasten van de verplichtingen die op hen wogen ten aanzien van de titels die hun later mochten aangeboden worden. Artikel 20 begint met dit te bevestigen in zijn eerste alinea.

Hetzelfde tenietgaan moest ontstaan voor het verleden en bijgevolg, in geval van vrijwillige handlichting (art. 50, § 8) of gerechtelijke handlichting, de onmiddellijke vrijstelling meebrengen van de titels waarop reeds, door toedoen van die inrichtingen, beslag gelegd werd. De eerste van die handlichtingen is inderdaad slechts verklaarbaar door de erkenning van de ongegrondheid van het verzet; wat de tweede betreft, indien zij ook niet op dien rechtsgrond steunt, heeft zij geen ander doel dan aan den derden bezitter tegen het niet te rechtvaardigen gebrek aan handelen van hem die verzet doet, de terugverkrijging te verzekeren van het recht om over zijn titels te beschikken.

Doch de tenietdoening van de reeds verkregen gevolgen van het verzet ware onrechtvaardig geweest in de drie gevallen van schrapping van rechtswege ontstaan bij gebrek aan betaling van de taxe voor de bekendmaking, bij gebrek aan eisch tot bekrachtiging en bij weigering van deze. Geen van deze feiten inderdaad houdt een erkenning of een beslissing over den grond zelf van het recht in. Het was dus noodig, voorafker de vrijstelling van de titels, waarop reeds beslag gelegd werd, toe te laten, voorafgaandelijk hem, die verzet doet, een redelijken termijn te gunnen om dit recht te doen gelden. Daarom werd, voor de bedoelde gevallen, ingevoerd de slotbepaling van de tweede alinea van het artikel, waarbij het aan de beslagleggende inrichtingen alleen dan toegelaten wordt een dezer titels terug te geven of te betalen, wanneer, binnen één maand na het ontvangen van het hun toegezonden bericht van schrapping, hij, die verzet doet, aan de schuldplichtige inrichting geen aanzegging heeft gedaan van het instellen zijner rechtsvordering tegen den aanbieder.

En daar aan de tusschenpersonen rechtstreeks geen kennis gegeven wordt van eenige schrapping of handlichting, eindigt het artikel met hem te verbieden, in welkdanig geval ook, titels los te laten, waarop door hen beslag gelegd werd, totdat zij onderrichtingen krijgen vanwege de schuldplichtige inrichting overeenkomstig bovengemelde beginselen.

TITEL V.

Vernieling en vervalsching der titels aan toonder.

Naar luid van artikel 1348 Burg. Wetboek kan het bewijs naar rechten, over 't algemeen, bij getuigen geleverd worden zelfs voor sommen boven honderd vijftig frank, « wanneer het den schuldeischer niet mogelijk was

zich een schriftelijk bewijs te verschaffen van de verbintenis jegens hem aangegaan », onmogelijkheid waarmee door § 4 van hetzelfde artikel uitdrukkelijk en, bijzonder gelijkgesteld wordt het geval dat de schuldeischer zijn titel, die hem tot schriftelijk bewijs diende, verloren heeft ten gevolge van een louter toeval, een onvoorzien geval of een geval van overmacht. Zóó werd vooraf, op grond alleen van de beginselen van het gemeene recht, aan den bezitter van titels aan toonder die bij toeval vernield werden, het behoud verzekerd van de schuldvordering, welke de titels te zijnen bate vertegenwoordigden, mits hij het bewijs mocht leveren van het feit van bedoelde vernieling en van de identiteit der vernielde titels. Artikel 34 mag dus enkel beschouwd worden als een aanpassing van bedoelde algemeene beginselen aan de bijzondere zaak die ons bezighoudt, wanneer het in zijn eerste lid bepaalt dat elke eigenaar van vernielde titels, zonder te moeten overgaan tot de formaliteiten door deze wet ingevoerd voor het geval van verlies of van diefstal, van de schuldplichtige inrichting de aflevering van een duplicaat kan eischen olwel de betaling van het kapitaal, zoo dit invorderbaar geworden is, onder de enkele voorwaarde bedoeld dubbel bewijs te leveren.

Het artikel gaat echter verder. En in zijn tweede paragraaf verklaart het die bevoegdheid uit te breiden tot het geval, dat de bezitter van de titels aan toonder, het bezit verlorend hebbend en ze terugkrijgend, ze vervalscht zou bevinden. In dat geval eischt de bepaling natuurlijk dat de oude titel eerst nietigverklaard of vernield worde, alvorens men den belanghebbende den nieuwen, door hem geëischten titel aflevert.

In het eene evenals in het andere geval, wordt slechts ééne voorwaarde aan den eischer gesteld : eenerzijds, moet hij het bewijs leveren dat de titels vernield of vervalscht werden; anderzijds, moet hij bewijzen dat het dezelfde titels geldt; dat bewijs kan hij leveren door alle rechtsmiddelen, met inbegrip van getuigen en vermoedens. Doch, het leveren van dit bewijs, hoe ruim en gemakkelijk het ook zij, en juist uit dien hoofde, blijft niettemin onderworpen aan het volkomen vrije oordeel dat, in al de zaken van feiten, de macht van den rechter kenmerkt. Ten einde deze toe te laten de strengheid van dit oordeel zooveel mogelijk ten gunste van den belanghebbende te verzachten, worden de rechtbanken bij den slotzin van het artikel gemachtigd om de aangevraagde betaling of aflevering van het duplicaat enkel toe te staan mits dezen of genen waarborg, welken zij bij voorkomend geval mochten noodig of nuttig oordeelen,

TITEL VI.

Strafbepalingen.

Dank zij het verzet, door het onderhavige ontwerp geregeld, zullen de bezitters van titels aan toonder, die ongewild buiten bezit daarvan werden gesteld, voortaan, om zich tegen de nadeelen van die buitenbezitstelling te vrijwaren, beschikken over het krachtdadig middel, dat de algemeene beginselen van het traditioneel recht niet bij machte waren hun te verschaffen.

Doch men diende te vermijden dat dit nieuwe rechtsmiddel in handen van kwaadwilligen een werktuig van rechtsverkrachting worden zou. Met dat doel begint artikel 32 met als bijzonder misdrijf, gestraft met eene boete van 26 tot 500 frank, aan te stellen het feit, dat men *te kwader trouw* een verzet doet of handhaaft; die algemeene uitdrukking omvat en trefst, in hare ruime opvatting, elke handeling, welke in den geest van hem, die ze verricht, uitgaat van eene gedachte van kwelling of daarop steunt.

Indien hij, die verzet doet, de gewichtigheid van zijn ongeoorloofde handeling verzwarende, daarin een middel zoekt om, door de wettelijke uitwerking van het verzet, « eenig voordeel » te genieten: nietverschuldigde betaling van de dividenden of van het kapitaal der titels, onrechtmatige aflevering van een duplicaat, veroorzaking ter Beurs van mindere verhandelingen, waardoor de oneerlijke speculaties worden bevorderd, enz., zoo zal de begripsomschrijving en de bijzondere bestraffing van het misdrijf in dezelfde verhouding zwaarder worden; de straf, zoo luidt het tweede lid van het artikel, zal dan zijn die bepaald voor de oplichting (art. 496, Strafwetboek).

Overigens, in beide gevallen, zullen de verzachtende omstandigheden, bedoeld bij artikel 85 van het Strafwetboek, kunnen in aanmerking genomen worden.

TWEEDE DEEL.

HERSTEL VAN OORLOGSSCHADE IN ZAKE TITELS AAN TOONDER.

Indien de buiten bezit gestelde eigenaar de teruggave van zijn titel bekomt zonder eene vergoeding te moeten betalen aan hem bij wien hij hem terugvindt, indien hij in bezit wordt gesteld van een duplicaat, zal hij geen andere schade lijden dan de onrechtstreeksche schade wegens de kosten tot het vervolgen van zijn recht en wegens het ontbreken van winst.

Men diende dus ten behoeve van de slachtoffers van oorlogsfeiten die eerste wijze van herstel in te voeren door de bezwaren te doen verdwijnen, welke zich thans daartegen verzetten.

Het eerste gedeelte van de wet zal ongetwijfeld ten gevolge hebben, de teruggave van de verloren titels of het herstellen daarvan toe te laten; er blijven echter gevallen, die voortvloeien uit den abnormalen toestand, door den oorlog geschapen, waarbij het slachtoffer van de buitenbezitstelling geen herstel kan bekomen door de toepassing van die nieuwe regelen, in verband gebracht met deze van het gemeene recht; hij, die een verloren of ontvreemden titel verkrijgt van een persoon, welke dergelijke zaken verkoopt, of op eene geldmarkt, moet dien slechts teruggeven mits terugbetaling van den betaalden prijs; de terugvordering kan slechts gedurende drie jaar vervolgd worden.

Daarom zijn bijzondere maatregelen noodig volgens de uitzonderlijke omstandigheden, waarin de buitenbezitstelling of de verhandeling is geschied.

Deze maatregelen bestaan in eene afwijking van de artikelen 2279 en 2280 van het Burgerlijk Wetboek; zij waren vervat in de artikelen 9, 11

en 12 van het Regeeringsontwerp en zijn gegroepeerd in een eerste hoofdstuk.

Doch, zooals men heeft vastgesteld, deze bepalingen kunnen enkel de oorzaak van zekere bepaalde schade wegnemen.

Het vraagstuk is niet opgelost en blijft bijzonder lastig, wanneer men zich bevindt tegenover de bijzondere soort van houders van titels, die zich in de onmogelijkheid bevinden de nummers daarvan te doen kennen, hetzij ze, ongeletterd zijnde, verzuimd hebben de nummers op te teekenen, hetzij de boekjes, de lijsten of de stukken, waarop zij die nummers hadden geschreven, verdwenen zijn en zij geene enkele inlichting kunnen bekomen van de banken, de wisselagenten die hun deze titels hebben verschaft, van de inrichtingen die de coupons hebben betaald.

De moeilijkheid groeit nog aan, doordat gewetenlooze lieden de gelegenheid hebben om zich onwettig herstel te doen toekennen door gebruik te maken van de moeilijkheid om later het bedrog te ontdekken, en voorgewend verlies zouden kunnen invoeren. Men staat dus tegenover deze dubbele moeilijkheid : belangwekkende slachtoffers niet te berooven wegens de moeilijke bewijslevering; den weg niet open te stellen voor speculatie of voor oneerlijkheid. Ten slotte, moet men rekening houden met den toestand voortvloeiende uit de schadeloosstelling verleend door den Staat, en uit de mogelijkheid die den Staat moet worden voorbehouden om de terugbetaling daarvan te bekomen. Het schadeloosstellen van den schuldeischer mag later geen bron van winsten voor den schuldenaar worden.

Wij stelden vast, dat de vernieling van den titel het recht niet verdwijnen doet en den schuldenaar niet ontlast.

Ingeval dus een persoon bewijst dat zijne titels vernield werden ten gevolge van oorlogsfeiten, kan hij, na het verstrijken van den bij de artikelen 22 en 23 gestelden termijn, de aflevering van nieuwe titels bekomen, mits hij de nummers der vermelde titels heeft aangewezen en op regelmatige wijze verzet heeft gedaan.

Deze aflevering zal echter niet kunnen geschieden, zoo, het feit van de vernieling vastgesteld zijnde, de nummers ongekend zijn. De Staat zal niettemin verplicht zijn, het slachtoffer schadeloos te stellen.

Het zou niet aannemelijk zijn, dat de maatschappij het deel van zijn kapitaal of van zijne schuld, door die titels vertegenwoordigd, zich zou kunnen toeëigenen.

De door uwe Commissie voorgestelde teksten streven er naar, deze moeilijkheid op te lossen, inzonderheid op grond van de studie in Frankrijk op dit gebied gedaan door het *Comité national d'action pour la réparation intégrale des dommages causés par la guerre* (1).

(1) *Des moyens de remédier aux conséquences du vol, de la perte ou de la destruction des titres de Bourse par suite des faits de guerre.*

Verslag door den heer Jules Valéry.

EERSTE TITEL.**Herstel door teruggave.**

De bepalingen van het wetsontwerp, waarbij worden bepaald de verlenging van den gewonen termijn tot terugvordering, alsmede de aansprakelijkheid der personen die zijn opgetreden als tusschenpersonen bij de verhandeling der tijdens de bezetting verloren of gestolen titels, zijn gewettigd door de onmogelijkheid, waarin de eigenaars van titels zich bevonden om hunne rechten te doen gelden, evenals door de verdachte omstandigheden van talrijke verhandelingen. Door artikel 33 wordt, voor de terugvordering, slechts de door de bestaande wet ingestelden termijn verlengd. Door artikel 34 worden tot het vorderen van den betaalden prijs niet toegelaten zij, die ze verkregen hebben door bemiddeling van tusschenpersonen die hun bedrijf begonnen uit te oefenen wanneer de beursverhandelingen abnormaal waren. En vermits de beurzen tijdens de bezetting opgehouden hebben regelmatig te werken, moeten zij, die er toen hunne verrichtingen hebben voortgezet, worden beschouwd als hebbende gehandeld op hun eigen risico, en als hebbende zich blootgesteld aan de gevolgen der rechtstreeksche of onrechtstreeksche betrekkingen met den vijand. Uit dien hoofde moeten de gevolgen van den diefstal veeleer wegeu op die inschikkelijke tusschenpersonen dan wel op dezer slachtoffer.

Alleen de wisselagenten, bankiers en makelaars, die vóór 1 Augustus 1914 gevestigd waren, zullen bij voortduur het voordeel van de huidige wetgeving genieten; de tusschenpersonen van vreemde nationaliteit worden echter buitengesloten. De onderdanen van vreemde landen hebben geene zaken meer kunnen doen; zij zullen dus door de toepassing van deze bepaling niet worden getroffen.

Het ware echter onmogelijk de aansprakelijkheid te doen gelden voor een tijdstip waarop de slachtoffers weer in het bezit van hunne rechten gekomen waren en voorzorgsmaatregelen konden nemen, dus na 1 Januari 1919. Door anders te handelen zou men onrechtvaardig de agenten treffen, die ingeschreven waren bij de heropening der Beurs, en zou men terugkomen op verrichtingen, die door niets konden verdacht zijn.

TITEL VII.**Herstel door vergoeding.**

Wij wezen er op, dat er gevallen waren, waarin ten gevolge van de vernieling — of het niet bestaan — van handboekjes, inventarissen, enz., het onmogelijk zijn zou, aan de belanghebbenden titels weer te geven, waarvan er noch spoor noch beschrijving bestaat, ofschoon het verlies onbetwisbaar is.

Het herstel moet toegekend worden, doch voor het te leveren bewijs worden er waarborgen vereischt, die buiten het rechtsgeding voor de rechtbank voor oorlogsschade gesloten zijn. Daarom zal de wet haar de mede-

werking van den vrederechter verzekeren. Deze zal overgaan tot het eerste onderzoek en op de uitkomsten van dit onderzoek zal de rechtbank voor oorlogsschade uitspraak doen.

De Openbare Schatkist zal er zóó kunnen toegebracht worden, de waarde van titels te betalen, waarvan het grootste getal als verloren of vernield bevonden werd.

De eerste titel van deze wet laat toe dat duplicaten worden afgeleverd aan en dat de rechten en voordeelen, verbonden aan het bezit van den verloren titel aan toonder, worden vervolgd door den buiten bezit gestelden houder, wanneer het zeker geworden is dat die rechten en voordeelen de rechten der schuldenaars niet kunnen schaden.

Hier hebben de bepalingen van het wetsontwerp deze beteekenis, dat de zoowel op gezette tijden als bij de vereffening betaalde dividenden, die bestemd waren voor de houders van vermelde titels, welke hun nooit kunnen weergegeven worden, zullen toegekend worden aan den Staat die, na de schade te hebben hersteld, in de rechten van het slachtoffer treden moet.

Elke andere oplossing zou de vennootschappen verrijken ten beloope van de sommen, aan de slachtoffers uitgekeerd als schade voor oorlogsschade. De oplossingen, die wij uiteengezet hebben, zullen dit belang hebben, dat zij den door den Staat te dragen last aanzienlijk zullen verminderen. Hij zal nog slechts een voorschot doen, waarvan de interesten hem zullen terugbetaald worden door het innen van de dividenden en interesten der titels na een termijn van vijf jaren.

Het is overigens maar recht, dat de Staat in het bezit kome van de overschotten der vereffeningen van vennootschappen, die niet meer kunnen verdeeld worden en goederen zonder meester zijn na afloop van den termijn bepaald tot het instellen van de rechtsvordering tegen de vereffenaars.

Die bepaling werd onder de algemeene bepalingen opgenomen en zal voortaan van toepassing zijn op alle overschotten van een vereffening, welke door de aandeelhouders of obligatiehouders niet opgeëischt worden.

ALGEMEENE BEPALINGEN.

In zulke ingewikkelde zaak konden door de wet zelf énkél voorzien en geregeld worden de beginselen en hoofdtrekken van het nieuwe rechtsgevocht. Werden dus aan een koninklijk besluit ter uitvoering overgelaten alle bijzondere gevallen welke door de noodwendigheden en de omstandigheden bij de toepassing kunnen oprijzen : namelijk, de oprichting van het Nationaal Kantoor voor roerende goederen, de stoffelijke inrichting van het *Dagelijksch Bulletin* van de met verzet aangeteekende waarden en van de twee bijzondere *Jaarbulletijns* als bijlagen van het eerste, de vaststelling van het bedrag der kosten van de daarin op te nemen bekendmakingen met de voorwaarden van betaling van deze, het bepalen van de bezoldiging bestemd om, ten behoeve van de agenten en tussenpersonen op de markt der roerende zaken, de vergoeding te zijn van de verplichtingen welke voortaan op hen wegen. Aan dat beroep op de bijkomende werking van de uitvoerende macht is de slotbepaling van artikel 33 gewijd.

**NOODZAKELIJKHEID VAN INTERNATIONALE OVEREENKOMSTEN
EN MAATREGELEN.**

Al de maatregelen, die wij hier hebben aangeduid, zullen slechts van beperkte beteekenis zijn, zoo zij ook buiten onze grenzen hunne uitwerking niet kunnen hebben. Zij zullen alleen van toepassing zijn op de Belgische waarden en niet op de buitenlandsche titels, welke in België niet zullen verhandeld worden.

De gedachte werd opgeworpen — en deze oplossing is noodzakelijk — om met de geallieerde en zelfs met de neutrale Staten een internationale verstandhouding te trachten in 't leven te roepen ten einde de regeling van het verzet, van de bekendmaking en van de aflevering van duplicaten uit te breiden tot de verschillende landen. Deze verstandhouding zou voor noodzakelijk gevolg hebben de oprichting van een *Internationaal Kantoor* en geen enkel ander land is beter geschikt om de zetel daarvan te worden dan het onze. Die instelling zou later kunnen aangevuld worden door het *International Kantoor der vennootschappen op aandeelen*, waarvan de oprichting ontelbare diensten zou bewijzen en dat het middelpunt zou worden, waar a de stukken zouden voorhanden zijn betreffende den burgerlijken stand, de oprichting en de werking der vennootschappen op aandeelen en de daarmede in verband staande fiscale, economische en handelswetten.

In afwachting dat deze verstandhouding werkelijkheid worde, zal de Regeering aan de belanghebbenden de middelen moeten aan de hand doen om met meer gemak gebruik te kunnen maken van de maatregelen, welke in de verschillende landen reeds werden getroffen ter bescherming van de rechten der buiten bezit gestelde houders.

Door bemiddeling onzer gezantschappen zou zij een lasthebber kunnen gelasten, elk verzet gedaan door onze landgenooten in ontvangst te nemen, het in te dienen op de wijzen in de verschillende landen vereischt, de rechtsvorderingen tot het herstel van hun vermogen in te stellen.

Bovenstaande overwegingen en uitleggingen zullen, ons dunkens, tot de overtuiging leiden dat het volstrekt noodig is onze wetgeving zonder langer verwijl aan te vullen. De nieuwe wet zal den roerenden eigendom een bestendige veiligheid waarborgen. Zonder aanzienlijke opofferingen voor de Schatkist, zullen zij dit met ongeduld verwacht herstel verzekeren.

De Verslaggever,

P. WAUWERMANS.

De Voorzitter,

J. PONCELET.

(30)

TEXTE PROPOSÉ PAR LA COMMISSION.

LOI RELATIVE A LA DÉPOSSESSION INVOLONTAIRE DES TITRES AU PORTEUR.

ARTICLE PRÉLIMINAIRE.

Il est créé un *Office National des valeurs mobilières*.

Son siège est établi à Bruxelles.

L'Office est chargé notamment de la publication d'un bulletin quotidien des oppositions.

L'organisation de l'*Office National* et la publication du *Bulletin* seront réglées par arrêté royal.

PREMIERE PARTIE.

PROTECTION DES PORTEURS DE TITRES VOLÉS, PERDUS ET DÉTRUITS.

ARTICLE PREMIER (1).

Tout ayant-droit qui, par quelque événement que ce soit, vient à se trouver involontairement dépossédé de titres au porteur autres que les billets de banque et les valeurs spécifiées à l'article 1^{er} de la loi du 20 juin 1873, peut se faire restituer contre les effets de cette dépossession dans la mesure et sous les conditions déterminées aux articles ci-après :

(1) Texte du projet communiqué par le Gouvernement.

TEKST DOOR DE COMMISSIE VOORGESTELD.

WET OP DE ONGEWILDE BUITENBEZITSTELLING VAN DE TITELS AAN TOONDER.

VOORAFGAANDE ARTIKEL.

Er wordt een *Nationaal Kantoor* voor roerende waarden opgericht.

Het is gevestigd te Brussel.

Het Kantoor is belast namelijk met het uitgeven van een dagelijksch bulletin der met verzet aangetekende waarden.

De inrichting van het *Nationaal Kantoor* en de uitgave van het *Bulletijn* worden bij koninklijk besluit geregeld.

EERSTE DEEL.

BESCHERMING VAN DE HOUDERS VAN ONTVREEMDE, VERLOREN EN VERNIELDE TITELS.

EERSTE ARTIKEL (1).

Elke rechthebbende die, ten gevolge van welke gebeurtenis ook, ongewild buiten bezit is gesteld van titels aan toonder, andere dan de bankbriefjes en de waarden omschreven in artikel 1 der wet van 20 Juni 1873, kan herstelling bekomen van de gevolgen dier buitenbezitstelling in de mate en onder de voorwaarden bepaald in de navolgende artikelen :

(1) Tekst van het ontwerp door de Regeering medegedeeld.

TITRE I.**Des formalités de l'opposition****ART. 2.**

Le porteur dépossédé forme, par acte d'huissier signifié à l'*Office National des valeurs mobilières* qui sera créée en exécution de la présente loi, opposition tant au paiement qu'à la négociation des titres.

L'acte d'opposition indique le nombre, la nature, la valeur nominale, les numéros par ordre augmentatif et, s'il y a lieu, la série des titres objets de la dépossession.

Il énonce en outre, autant que possible :

1° l'époque, le lieu et le mode de l'acquisition des titres, ainsi que l'époque et les circonstances de leur dépossession ;

2° l'époque et le lieu de réception des derniers dividendes ou intérêts.

L'opposant y fait élection de domicile à Bruxelles, pour tous actes relatifs à l'opposition.

ART. 3.

Le jour même, dénonciation de l'opposition, avec copie de l'acte, est, sous pli recommandé, signifiée par l'huissier instrumentant à l'établissement débiteur.

ART. 4.

Dans les deux jours de l'opposition, l'*Office National des valeurs*

TITEL I.**Verzet. — Vormvereischten.****ART. 2.**

Zoowel tegen de betaling als tegen de verhandeling der titels doet de buiten bezit gestelde houder verzet bij akte van deurwaarder beteekend aan het *Nationaal Kantoor voor roerende waarden*, dat ter uitvoering van deze wet wordt opgericht.

De akte van verzet vermeldt het getal, den aard, de nominale waarde, de nummers in klimmende orde en, zoo daartoe aanleiding bestaat, de reeks der titels waarvoor de buitenbezitstelling geldt.

Bovendien worden, zooveel mogelijk, daarin aangegeven :

1° het tijdstip, de plaats en de wijze van verkrijging der titels, alsmede het tijdstip en de omstandigheden van de buitenbezitstelling daarvan ;

2° het tijdstip en de plaats van de ontvangst der laatste dividendes of interesten.

Hij, die verzet aanteekeet, doet daarin keuze van woonplaats te Brussel voor alle akten betreffende het verzet.

ART. 3.

Op denzelfden dag wordt het verzet, met een afschrift der akte, door den werkenden deurwaarder aan de schuldplichtige inrichting aangezegd onder aangeteekenden omslag.

ART. 4.

Binnen twee dagen na het verzet doet het *Nationaal Kantoor voor*

mobilières fait procéder à la publication de la désignation et des numéros des titres, par la voie d'une insertion permanente au *Bulletin quotidien des oppositions*, qui sera officiellement établi et publié dans les formes et sous les conditions arrêtées en exécution de la présente loi.

Cette publication est faite aux frais de l'opposant. Le montant en est acquitté par rétributions annuelles, respectivement payables d'avance à peine de refus de publication en cas de défaut de versement de la première taxe et de radiation en cas de non-paiement de l'une des autres subséquentes.

ART. 8.

Dans le mois de l'opposition, l'opposant est tenu d'en demander par requête l'homologation au président du tribunal de commerce de son domicile ou, s'il habite hors de Belgique, du siège social de l'établissement débiteur.

A défaut par l'opposant, dans le dit délai, de justifier auprès de l'*Office National* de l'introduction de cette demande, il est mis fin à la publication au *Bulletin quotidien*. Avis de cette radiation est donné par l'*Office National* à l'établissement débiteur.

Les titres ainsi rayés ne pourront avant une année faire, de la part du même opposant et à raison des mêmes faits, l'objet d'une nouvelle opposition que sur une décision du

voerende waarden de aanwijzing en de nummers der titels bekendmaken door middel van eené bestendige inlassching in het *Dagelijksch Bulletin der met verzet aangeteekende waren*, dat officieel opgericht en uitgegeven wordt op de wijze en onder de voorwaarden, ter uitvoering van deze wet bepaald.

Die bekendmaking geschiedt op de kosten van hem, die verzet doet. Het bedrag daarvan wordt betaald door jaarlijksche bijdragen; deze moeten onderscheidenlijk voorafgestort worden; zoo niet, wordt de bekendmaking geweigerd, indien de eerste bijdrage niet wordt gestort, en wordt zij geschrapt, indien een der volgende bijdragen niet worden betaald.

ART. 8.

Binnen ééne maand na het verzet is hij, die verzet doet, gehouden, de bekrachtiging daarvan bij verzoekschrift aan te vragen aan den voorzitter der handelsrechtbank van zijne woonplaats of, indien hij buiten België woont, van den maatschappelijken zetel der schuldpligtige inrichting.

Wordt door hem, die verzet doet, binnen gezegden termijn bij het *Nationaal Kantoor* niet bewezen dat die aanvraag is ingediend, dan houdt de bekendmaking in het *Dagelijksch Bulletin* op. Van deze schrapping wordt door het *Nationaal Kantoor* kennis gegeven aan de schuldpligtige inrichting.

Tegens de aldus geschrapte titels kan, door hem die het eerste verzet deed en op grond van dezelfde feiten, niet vóór het verstrijken van één jaar opnieuw verzet gedaan

juge. contenant justification des motifs de cette inobservation de la prescription légale et portant homologation par avance de l'opposition nouvelle.

ART. 6.

Jusqu'à décision sur l'homologation, l'opposition n'est que provisoire et ne figure que comme telle au *Bulletin quotidien*.

Aucune décision ne pourra être rendue sur l'homologation, avant que ne se soient écoulés huit jours au moins depuis la première publication au *Bulletin quotidien*.

ART. 7.

Si l'opposant justifie de faits ou de pièces de nature à rendre vraisemblable la dépossession dont il se prévaut, le président lui délivre une ordonnance portant homologation de l'opposition.

Au cas contraire, le président renvoie l'opposant à se pourvoir, par requête d'avoué, devant le tribunal, qui statuera Ministère public entendu. Le jugement sera rendu comme en matière sommaire. Dans le cas où l'appel est autorisé, le délai imparti pour l'interjeter est réduit à huit jours à compter du jugement. L'appel est jugé sommairement et sans procédure.

worden dan krachtens eene beslissing van den rechter, waarbij de gegrondheid van de redenen der niet-nakoming van het wettelijk voorschrift wordt erkend en het nieuw verzet vooraf bekrachtigd wordt.

ART. 6.

Zoolang niet is beslist over de bekrachtiging, is het verzet slechts voorloopig en komt het slechts als zoodanig voor in het *Dagelijksch Bulletin*.

Over de bekrachtiging kan niet worden beslist, voordat ten minste acht dagen zijn verlopen sedert de eerste bekendmaking in het *Dagelijksch Bulletin*.

ART. 7.

Indien hij, die verzet doet, het bewijs levert van feiten of stukken waardoor de door hem beweerde buitenbezitstelling waarschijnlijk wordt, levert de voorzitter hem een bewijsschrift af, houdende bekrachtiging van het verzet.

Is dat het geval niet, dan wordt hij, die verzet doet, door den voorzitter verwezen om zich, bij verzoekschrift van pleitbezorger, te voorzien voor de rechtbank; deze doet uitspraak na het Openbaar Ministerie te hebben gehoord. Het vonnis wordt verleend zooals in zake van korte behandeling. Ingeval het beroep is toegelaten, wordt de termijn, verleend om het in te stellen, verminderd tot op acht dagen te rekenen van het vonnis. Over het beroep wordt bij korte behandeling en zonder rechtspleging gevonnis.

ART. 8.

L'homologation rend l'opposition définitive.

Celle-ci figure comme telle au Bulletin quotidien le surlendemain au plus tard de sa notification à l'Office national.

ART. 9.

Le refus d'homologation entraîne la radiation de l'opposition. Expédition de l'ordonnance, du jugement ou de l'arrêté est, à cet effet, aussitôt levée et transmise d'office aux frais de l'opposant, tant à l'Office national qu'à l'Etablissement débiteur.

ART. 10.

Est dispensée de l'homologation et directement soumise à publication définitive l'opposition portant sur coupons détachés, lorsque l'opposant est resté porteur des titres auxquels ils se réfèrent, la possession de ces derniers étant constatée par un certificat du juge de paix ou d'un notaire de son domicile, annexé en copie à l'acte d'opposition.

ART. 11.

Pour les titres étrangers, les dénonciation et signification prévues aux articles 3 et 9 sont faites au siège social de l'établissement chargé en Belgique de leur service financier, puis communiqués, par lui à l'établissement étranger débiteur.

ART. 8.

Door de bekrachtiging wordt het verzet definitief.

Dit verzet komt in het *Dagelijksch Bulletin* als zoodanig voor uiterlijk den tweeden dag na de betekening daarvan aan het *Nationaal Kantoor*.

ART. 9.

Het weigeren van bekrachtiging heeft het schrappen van het verzet ten gevolge. Een afschrift van het bevelschrift, van het vonnis of van het besluit wordt, te dien einde, dadelijk gelicht en van ambtswege, op de kosten van hem, die verzet doet, gezonden zoowel aan het *Nationaal Kantoor* als aan de schuldplichtige inrichting.

ART. 10.

Het verzet betreffende geknipte coupons dient niet te worden bekrachtigd en wordt rechtstreeks voorgoed bekendgemaakt, wanneer hij, die verzet doet, in het bezit is gebleven van de titels, waartoe zij behooren, en het bezit van deze titels is vastgesteld door een bewijsschrift van den vrederechter of van eenen notaris zijner woonplaats, waarvan een afschrift bij de akte van verzet is gevoegd.

ART. 11.

Geldt het vreemde waarden, dan worden de aanzegging en de betekening, voorzien bij de artikelen 3 en 9, gedaan ten maatschappelijken zetel van de inrichting, belast met hunnen financieelen dienst in België, en daarna door haar aan de vreemde

Au cas où le dit service serait confié en Belgique à plusieurs établissements, ceux-ci devront, dans le délai de deux mois à dater de la présente loi, désigner un établissement unique chargé de recevoir en leur nom la dénonciation susvisée. Cette désignation sera publiée pour la première fois par une insertion au *Moniteur Belge*, et ultérieurement par listes complètes mensuelles dans le *Bulletin* quotidien. A défaut par eux de se soumettre à cette prescription, toute dénonciation faite à l'un quelconque des dits établissements sera légalement réputée valoir à l'égard de tous les autres.

TITRE II.

Des effets de l'opposition.

§ 1^{er} — *De la saisie des titres et de la défense de payer.*

ART. 12.

L'établissement débiteur, ainsi que tout agent de change, courtier, banquier ou autre intermédiaire, entre les mains de qui parvient un des titres ou coupons frappés de l'opposition, sont tenus, le premier dès le jour de la dénonciation de celle-ci, les autres à dater du lendemain de sa publication au *Bulletin Quotidien*, de retenir ce titre ou ce coupon et de surseoir à son paiement.

Avis de la saisie, avec indication des noms et adresse du présentateur, est notifié par l'établissement débiteur à l'opposant ou, si la saisie a été faite par un intermédiaire,

schuldplichtige inrichting medegedeeld.

Indien gezegde dienst in België aan verscheidene inrichtingen mocht toevertrouwd zijn, moeten deze, binnen een termijn van twee maanden vanaf de dagteekening van het vonnis, slechts ééne inrichting aanwijzen, die gelast is bedoelde aanzegging in hunnen naam te ontvangen. Deze aanwijzing wordt bekendgemaakt een eerste maal door eene inlassching in het *Belgisch Staatsblad* en daarna door maandelijksche volledige lijsten in het *Dagelijksch Bulletin*. Voldoen zij aan dit voorschrift niet, dan wordt elke aanzegging, aan slechts ééne dier inrichtingen gedaan, wettelijk geacht te gelden voor al de overige.

TITEL II.

Gevolgen van het verzet.

§ 1. — *Inbeslagneming der titels en betalingsverbod.*

ART. 12.

De schuldplichtige inrichting, evenals elke wisselagent, makelaar, bankier of elk ander tusschenpersoon, in wier handen een der met verzet aangeteekende titels of coupons komt, zijn verplicht, de eersté vanaf den dag der aanzegging van het verzet, de overige vanaf den dag na de bekendmaking daarvan in het *Dagelijksch Bulletin*, dien titel of die coupon in te houden en de betaling daarvan uit te stellen.

Bericht van de inbeslagneming, met aanwijzing van naam en woonplaats van den aanbieder, wordt aan hem, die verzet doet, beteekend door de schuldplichtige inrichting of, zoo

par celui-ci à l'établissement débiteur pour être par lui transmis à l'opposant, notifications et transmission étant faites par lettre recommandée, chacune respectivement dans le délai de deux jours.

La rémunération, due de ce chef à l'intermédiaire par l'opposant, sera fixée par arrêté royal.

ART. 13.

Les établissements débiteurs belges sont responsables, vis-à-vis de l'opposant, de tous paiements effectués pour leur compte par les établissements chargés du service de leurs titres et coupons à l'étranger, dès le jour où le *Bulletin Quotidien* a pu parvenir à ces derniers établissements.

ART. 14.

Tout paiement de titre ou de coupon effectué malgré l'opposition restera sujet à la répétition de l'établissement payeur, sans que cependant puisse être exigée de celui-ci la restitution du titre ou du coupon.

§ 2. — *De la nullité des négociations en égard à la revendication.*

ART. 15.

Est de droit nulle et sans effet en égard à la revendication de l'opposant toute cession, transmission ou

de inbeslagneming uitging van een tusschenpersoon, door dezen aan de schuldplichtige inrichting, opdat deze het overmake aan hem, die verzet doet; de beteekeningen en de overmaking dienen, elk onderscheidenlijk binnen twee dagen, bij aangeteekenden brief te geschieden.

De vergelding, aan den tusschenpersoon uit dien hoofde verschuldigd door hem die verzet doet, wordt bij koninklijk besluit bepaald.

ART. 13.

De Belgische schuldplichtige inrichtingen zijn aansprakelijk, tegenover hem die verzet doet, voor alle betalingen, die voor hunne rekening worden gedaan door de inrichtingen belast met den dienst hunner titels en coupons in het buitenland, vanaf den dag waarop het *Dagelijksch Bulletin* aan deze laatstgemelde inrichtingen kon besteld worden.

ART. 14.

Elke betaling van titels of coupons, niettegenstaande het verzet gedaan, kan van de betalende inrichting teruggevorderd worden, doch zonder dat de teruggave van den titel of van de coupon kan geëischt worden van die inrichting.

§ 2. — *Nietigheid van de verhandelingen ten opzichte van de terugvordering.*

ART. 15.

Elke afstand, overdracht of andere verhandeling, welke plaats heeft na den dag der bekendmaking van het

autre négociation effectuée postérieurement au jour de la publication de l'opposition dans le *Bulletin quotidien*, sauf tous recours du tiers porteur contre son co-contractant.

Il n'est pour les cessions, transmissions et négociations effectuées antérieurement à la date ci-dessus, en rien dérogé aux articles 2279 à 2280 du Code civil.

ART. 16.

L'opération sera, eu égard à l'article ci-dessus, réputée accomplie dès le moment où, sur livraison du donneur d'ordre, aura été inscrite dans le livre de l'agent intermédiaire la détermination des titres qui en font l'objet.

A cet effet, tous agents de change, banquiers, courtiers et autres intermédiaires de vente sont obligés d'inscrire sur le livre spécial, dont la tenue leur est imposée par l'article 65 de la loi du 30 décembre 1867, en sus de l'indication de la date déjà exigée par le dit article :

1° La désignation de la nature et des numéros des titres sur lesquels portent leurs opérations ;

2° la désignation des noms, professions et domiciles des personnes avec lesquelles ils traitent ;

à peine d'une amende de 50 francs par contravention à chacune des trois obligations, et sans préjudice à l'application éventuelle des peines du faux.

verzet in het *Dagelijksch Bulletin*, is, ten opzichte van de terugvordering door hem die verzet doet, van rechtswege nietig en krachteloos, behoudens verhaal van den derden bezitter op zijne medehandelande partij.

Voor den afstand, de overdracht en de verhandelingen, welke plaats hadden vóór bovengemelden datum, wordt niet afgeweken van de artikelen 2279 en 2280 van het Burgerlijk Wetboek.

ART. 16.

Ten aanzien van bovenstaand artikel wordt de verrichting geacht te zijn voltrokken zoodra, op aflevering door den ordergever, de bepaling der titels, die het voorwerp daarvan uitmaken, in het boek van den tusschenagent is ingeschreven.

Te dien einde is elke wisselagent, bankier, makelaar en elk ander tusschenpersoon, die verkoopt, verplicht in het bijzonder boek, waarvan het houden hun is opgelegd door artikel 65 der wet van 30 December 1867, buiten de reeds bij dit artikel vereischte vermelding van den datum in te schrijven :

1° De aanwijzing van den aard en van de nummers der titels, waarop hunne verrichtingen betrekking hebben ;

2° De aanwijzing van den naam, van het beroep en de woonplaats der personen met welke zij handelen ;

Op straffe van eene boete van 50 frank voor elke overtreding van elke der drie verplichtingen, en onverminderd de mogelijke toepassing der straffen wegens valsheid.

ART. 17.

Les agents de change et autres intermédiaires seront civilement responsables, à l'égard de tous intéressés, du préjudice que leur auraient causé tant l'inobservation des formalités de l'article 13 que la nullité des opérations encourue en application de l'article 14.

3. — *Du paiement provisoire des intérêts et du capital.*

ART. 18.

Après une année écoulée et deux échéances survenues depuis la première publication de l'opposition définitive, l'opposant peut, s'il y a contradiction, exiger de l'établissement débiteur le paiement des intérêts ou dividendes échus, moyennant gage ou caution en couverture du total des annuités exigibles, augmenté du double de la dernière.

A défaut de l'une ou de l'autre de ces garanties, les sommes exigibles seront versées en dépôt à la Caisse des dépôts et consignations.

Après une année nouvelle écoulée sans contradiction, les sûretés fournies seront dégagées et l'opposant habilité tant à réclamer la remise des sommes consignées qu'à percevoir librement les intérêts ou dividendes à échoir.

ART. 19.

Après deux années écoulées depuis la première publication de l'opposi-

ART. 17.

De wisselagenten en andere tussenpersonen zijn burgerrechtelijk aansprakelijk, tegenover elken belanghebbende, voor het nadeel dat hun mocht toegebracht zijn zoowel door den niet-nakoming van de vormvereischten bepaald bij artikel 13 als door de nietigheid der verrichtingen ingevolge artikel 14.

§ 3. — *Voorloopige betaling van de interesten en van het kapitaal.*

ART. 18.

Na verloop van één jaar en na het verschijnen van twee vervaldagen sedert de eerste bekendmaking van het definitief verzet kan, indien er tegenspraak is, hij, die verzet doet, van de schuldplichtige inrichting de betaling van de vervallen interesten of dividenden vorderen mits inpandgeving of borg tot dekking van het geheel bedrag der eischbare annuïteiten, vermeerderd met het dubbele van de laatste.

Bij gebrek aan dezen of genen dier waarborgen, worden de eischbare sommen ter bewaring gestort in de Deposito- en Consignatiekas.

Na verloop van een nieuw jaar zonder tegenspraak, worden de geleverde waarborgen bevrijd en is hij, die verzet doet, bevoegd zoowel om de betaling der in bewaring gestorte sommen te vorderen als om de te vervallen interesten of dividenden vrijelijk op te trekken.

ART. 19.

Na verloop van twee jaren sedert de eerste bekendmaking van het de-

tion définitive et six mois passés depuis l'échéance, l'opposant peut, s'il n'y a contradiction, réclamer le paiement du capital des titres devenu exigible moyennant caution, nantissement ou hypothèque, ou, à défaut de l'une ou de l'autre de ces garanties, en faire effectuer le versement à la Caisse des dépôts et consignations.

ART. 20.

La solvabilité de la caution à fournir en vertu des articles 18 et 19 sera appréciée comme en matière commerciale.

Le nantissement doit être constitué soit en titres de rentes sur l'État ou titres garantis par l'État, soit en tous autres titres calculés à un taux qui ne pourra être supérieur à 80 % du cours du jour. Il est assimilé au gage commercial.

ART. 21.

Il ne peut être dérogé par convention particulière aux dispositions de la présente loi relatives aux susdites garanties.

Il sera statué en référé, par le président du tribunal de commerce du siège social de l'établissement débiteur, sur toutes difficultés auxquelles elles pourraient donner lieu.

ART. 22.

Tout paiement, tant de dividendes et d'intérêts que de capital, fait à l'opposant en conformité avec les dispositions précédentes, libère l'établissement débiteur envers tout tiers porteur au préjudice de qui il

finitief verzet en na verloop van zes maanden sedert den vervaldag kan, indien er geen tegenspraak is, hij, die verzet doet, de betaling van het eischbaar geworden kapitaal der titels vorderen mits borgstelling, inpandgeving of hypotheek of, bij gebrek aan dezen of genen dezer waarborgen, het in de Deposito- en Consignatiekas doen storten.

ART. 20.

Het betaalvermogen van den krachtens de artikelen 18 en 19 te stellen borg wordt beoordeeld zooals in handelszaken.

De inpandgeving moet bestaan hetzij uit titels van Staatsrenten of titels gewaarborgd door den Staat, hetzij uit elk anderen titel berekend tegen een bedrag, dat niet 80 t. h. van de loopende noteering mag overschrijden. Zij wordt gelijkgesteld met het handelspand.

ART. 21.

Van de bepalingen dezer wet betreffende gezegde waarborgen kan niet afgeweken worden bij bijzondere overeenkomst.

De voorzitter der handelsrechtbank van den maatschappelijken zetel der schuldplichtige inrichting doet uitspraak in kortgeding over al de moeilijkheden waartoe zij aanleiding mochten geven.

ART. 22.

Elke betaling zoo van dividend en interesten als van kapitaal, overeenkomstig de vorige bepalingen gedaan aan hem die verzet doet, ontlast de schuldplichtige inrichting tegenover elken derden bezitter, ten

aurait été effectué, sauf recours de celui-ci contre l'opposant.

Le tiers, dans l'exercice de ce recours, est de plein droit subrogé à l'établissement débiteur relativement à l'hypothèque, au gage ou à la caution sous garantie desquels a été effectué le paiement.

ART. 23.

Tout titre publié au *Bulletin quotidien* sans interruption pendant cinq années, à compter du premier janvier suivant la date de sa première mention sur la liste des oppositions définitives, est, s'il n'y a contradiction, de plein droit frappé de déchéance.

Cette déchéance entraîne au profit de l'opposant :

1) droit définitif à tous paiements, avec libération des sûretés fournies et remise des sommes consignées en exécution de l'article 19;

2) droit à la délivrance, sur sa demande et à ses frais, d'un titre nouveau portant le même numéro que le titre originaire.

Ce nouveau titre, ainsi que chacun de ses coupons, seront respectivement munis au recto d'une surcharge indiquant de façon nette et apparente leur caractère de duplicats.

Les titres et coupons délivrés en duplicats conféreront les mêmes droits et seront négociables dans les mêmes conditions que les titres primitifs.

La délivrance du nouveau titre libère l'établissement débiteur en-

wiens nadeele zij mocht gedaan zijn, behoudens verhaal van dezen op hem, die verzet doet.

Bij het uitoefenen van dit verhaal is de derde bezitter van rechtswege in de plaats van de schuldplichtige inrichting gesteld betreffende de hypotheek, de inpandgeving of den borg, met wier waarborg de betaling werd gedaan.

ART. 23.

Elke titel, in het *Dagelijksch Bulletin* onafgebroken bekendgemaakt gedurende vijf jaar, vanaf den eersten Januari na den datum zijner eerste vermelding op de lijst der definitief met verzet aangetekende waarden, vervalt van rechtswege, zoo er geen tegenspraak bestaat.

Door dit verval verkrijgt hij, die verzet doet :

1) voorgoed recht op alle betalingen, met vrijstelling van de geleverde waarborgen en afgifte der sommen, ter uitvoering van artikel 19 in bewaring gegeven;

2) recht op de aflevering, op zijn verzoek en op zijne kosten, van een nieuwen titel met hetzelfde nummer als den oorspronkelijken titel.

Deze nieuwe titel, alsmede iedere coupon daarvan worden op de voorzijde bekleed met eene overschrijving, welke op duidelijke en zichtbare wijze aanduidt dat het duplicaten zijn.

De als duplicaten afgeleverde titels en coupons verleen en dezelfde rechten en zijn verhandelbaar op dezelfde wijzen als de eerste titels.

De aflevering van den nieuwen titel ontlast de schuldplichtige in-

vers tout tiers porteur du titre primitif au préjudice de qui elle aurait été effectuée, sauf recours personnel de ce tiers contre l'opposant.

ART. 24.

Le 1^{er} décembre de chaque année, l'*Office National* publie un Bulletin spécial contenant la liste de tous les titres pour lesquels va, fin du mois, expirer le délai de cinq années susvisé.

Le 10 janvier au plus tard de chaque année, l'*Office National* publie un autre Bulletin spécial, contenant la liste de tous les titres frappés de déchéance et non déjà amortis. Les dits titres y figureront jusqu'à la fin de l'année afférente au dernier des coupons y attachés, sans que cette durée puisse, en aucun cas, être moindre de dix années.

Jusqu'au jour de leur publication dans ce Bulletin spécial, leur publication est continuée dans le *Bulletin Quotidien*.

TITRE III.

De la contradiction de l'opposition.

ART. 25.

La contradiction de l'opposition résulte de tout acte ou de fait de tiers porté à la connaissance de l'établissement débiteur et impliquant de la part de ce tiers prétention à l'existence, à son profit, d'un droit sur le titre frappé de l'opposition.

richting tegenover elken derden bezitter van den oorspronkelijken titel, ten wiens nadeele zij mocht gedaan zijn, behoudens persoonlijk verbaal van dien derde op hem, die verzet doet.

ART. 24.

Den 1ⁿ December van elk jaar geeft het *Nationaal Kantoor* een bijzonder Bulletin uit, waarin voorkomt de lijst van al de titels, waarvoor de bovengemelde termijn van vijf jaar op het einde der maand verloopt.

Uiterlijk den 10ⁿ Januari van elk jaar geeft het *Nationaal Kantoor* een ander bijzonder Bulletin uit, waarin voorkomt de lijst van al de vervallen en nog niet afgeloste titels. Gezegde titels zullen daarin voorkomen tot het einde van het jaar van de laatste der daaraan gehechte coupons, zonder dat, in geen geval, die duur nooit minder dan tien jaar bedragen mag.

De bekendmaking daarvan wordt in het *Dagelijksch Bulletin* voortgezet, totdat gezegde titels in dit bijzonder Bulletin worden bekendgemaakt.

TITEL III.

Tegenspraak van het verzet.

ART. 25.

De tegenspraak van het verzet blijkt uit elke akte of handeling van een derde, welke ter kennis van de schuldplichtige inrichting wordt gebracht en waardoor die derde wordt geacht aanspraak te maken op het bestaan, te zijnen voordeele, van een recht op den met verzet aangeekenden titel.

La présentation du titre ou du coupon vaut contradiction dans la mesure et sous les conditions ci-après :

La présentation du titre emporte contradiction à l'égard tant de celui-ci que de ses coupons.

La présentation d'un coupon détaché de son titre vaut contradiction à l'égard de ce coupon. Elle n'emporte contradiction, à l'égard du titre lui-même et des autres coupons que si, dans le délai d'un mois, le présentateur a dénoncé par huissier à l'établissement débiteur son assignation à l'opposant en reconnaissance de ses droits, ou déposé contre récépissé le titre lui-même entre les mains de l'établissement débiteur.

ART. 26.

Toute contradiction de l'opposition suspend l'exercice des effets attachés à celle-ci par les articles 18, 19 et 23, jusqu'à accord ou décision de justice entre l'opposant et le tiers porteur.

L'établissement débiteur donne avis de cette suspension à l'Office National, par lettre recommandée, le surlendemain au plus tard de la contradiction.

TITRE IV.

De la radiation et de la mainlevée de l'opposition.

ART. 27.

Indépendamment des cas de radia-

Het aanbieden van den titel of van de coupon geldt als tegenspraak in de mate en onder de voorwaarden hierna bepaald :

Het aanbieden van den titel brengt tegenspraak mede ten opzichte zoowel van dezen titel als van zijne coupons.

Het aanbieden van een coupon, van dezer titel geknipt, geldt als tegenspraak ten opzichte van deze coupon. Ten opzichte van den titel zelf en van de overige coupons brengt het alleen dan tegenspraak mede wanneer, binnen den termijn van ééne maand, de aanbieder aan de schuldplichtige inrichting door deurwaarder aanzegging heeft gedaan van zijne dagvaarding aan hem, die verzet doet, tot erkenning zijner rechten of den titel zelf in handen van de schuldplichtige inrichting mits ontvangstbewijs heeft neergelegd.

ART. 26.

Elke tegenspraak van het verzet schorst de gevolgen, daaraan toegekend door de artikelen 18, 19 en 23, totdat er tusschen hem, die verzet doet, en den derden bezitter overeenkomst is of door het gerecht uitspraak is gedaan.

De schuldplichtige inrichting geeft kennis van die schorsing aan het *Nationaal Kantoor*, bij aangeteekenden brief, uiterlijk den tweeden dag na de tegenspraak.

TITEL IV.

Schrapping en handlichting van het verzet.

ART. 27.

Buiten de gevallen van schrap-

tion prévus aux articles 4, 5 et 9 ci-dessus, il peut être mis fin à l'opposition par voie de mainlevée.

Cette mainlevée est volontaire ou judiciaire.

ART. 28.

La mainlevée volontaire résulte soit d'une déclaration de l'opposant faite par un acte d'huissier, soit de la remise à l'Office National de l'original de l'acte d'opposition revêtu d'une déclaration de l'opposant dûment légalisée, ledit original étant destiné, en cas de mainlevée partielle, à lui être restitué.

Avis de la mainlevée est donné, le surlendemain au plus tard, par l'Office National, à l'établissement débiteur, ainsi que, s'il s'agit d'une opposition définitive, au greffe de la juridiction qui l'a homologuée. Cet avis demeurera annexé à la minute de la décision d'homologation.

ART. 29.

La mainlevée judiciaire peut, indépendamment et en dehors de toute action sur le fond, être poursuivie de la façon suivante.

Le tiers porteur fait sommation à l'opposant d'avoir à introduire, dans le mois, sa demande en revendication.

Au cas où il prétend faire remonter sa possession du titre à une date antérieure à la publication de l'op-

ping, voorzien bij bovenstaande artikelen 4, 5 en 9, kan aan het verzet een eind worden gemaakt door middel van handlichting.

Deze handlichting is vrijwillig of gerechtelijk.

ART. 28.

De vrijwillige handlichting blijkt hetzij uit eene verklaring bij deurewaardersakte van hem die verzet doet, hetzij uit de afgifte aan het *Nationaal Kantoor* van de oorspronkelijke akte van verzet, bekleed met eene behoorlijk echt verklaarde verklaring van hem die verzet doet; gezegde oorspronkelijke akte is bestemd, in geval van gedeeltelijke handlichting, om hem teruggegeven te worden.

Uiterlijk den tweeden dag wordt door het *Nationaal Kantoor* bericht gegeven van de handlichting aan de schuldplichtige inrichting, alsmede, zoo het een definitief verzet geldt, aan de griffie der rechtbank die het bekrachtigd heeft. Dit bericht blijft gevoegd bij de minuut der beslissing tot bekrachtiging.

ART. 29.

Degerechtelijke handlichting kan, behalve en buiten elke vordering over den grond der zaak, worden vervolgd op de hierna gemelde wijze.

Door den derden bezitter wordt hij, die verzet doet, aangemaand om zijnen eisch tot terugvordering binnen ééne maand in te stellen.

Ingeval hij zijn bezit van den titel wil doen ingaan vanaf een vroegeren datum dan de bekendmaking

position, il insère dans cette sommation l'indication de cette date. La sommation contient assignation à l'opposant de comparaître, dans un délai qui ne pourra être moindre d'un mois, à l'audience des référés devant le Président du tribunal de commerce, pour y entendre prononcer la mainlevée de l'opposition.

Si, au jour fixé pour cette audience, l'opposant ne justifie pas avoir introduit sa demande en revendication, le juge prononce la mainlevée immédiate.

Il la prononce également, lorsqu'il la prononce également, lorsqu'il même que l'opposant aurait introduit sa demande en revendication, si le propriétaire justifie de son acquisition des valeurs revendiquées à une date antérieure à celle de la publication de l'opposition, et que l'opposant n'offre pas le remboursement du prix d'achat dans les conditions prévues par l'article 2280 du Code civil.

Dans tous les cas où la mainlevée est prononcée, le juge a le droit de statuer sur les dépens.

L'ordonnance de mainlevée, accompagnée d'un certificat de non-appel délivré conformément aux dispositions de l'article 548 du Code de procédure civile, est signifiée à l'opposant ainsi qu'à l'Office National. Celui-ci, dans les deux jours, en avise l'établissement débiteur, ainsi que le greffe de la juridiction ayant homologué l'opposition.

van het verzet, vermeldt hij de aanwijzing van dien datum in gezegde aanmaning. Deze houdt dagvaarding aan hem, die verzet doet, tot verschijning, binnen een termijn van niet minder dan ééne maand, ter kortgedingzitting voor den Voorzitter der handelsrechtbank om er de handlichting van het verzet te hooren uitspreken.

Indien, op den voor die zitting bepaalden dag, hij, die verzet doet, niet bewijst zijnen eisch tot terugvordering te hebben ingesteld, spreekt de rechter de onmiddellijke handlichting nit.

Hij spreekt ze eveneens uit, zelfs wanneer hij, die verzet doet, zijnen eisch tot terugvordering mocht ingediend hebben, indien de eigenaar bewijst de teruggevorderde waarden te hebben verkregen op een vroegeren datum dan dien der bekendmaking van het verzet en indien hij, die verzet doet, niet voorstelt den aankoop prijs terug te betalen onder de voorwaarden voorzien bij artikel 2280 van het Burgerlijk Wetboek.

Telkens als de handlichting uitgesproken wordt, is de rechter gemachtigd om uitspraak te doen over de kosten.

Het bevelschrift tot handlichting, gestaafd door een bewijs van niet-beroep, afgeleverd overeenkomstig het bepaalde in artikel 548 van het Wetboek van Burgerlijke Rechtsvordering, wordt aan hem, die verzet doet, evenals aan het *Nationaal Kantoor* beteekend. Binnen twee dagen geeft dit Kantoor kennis daarvan aan de schuldplichtige inrichting, alsmede aan den griffier der rechtbank die het verzet bekrachtigd heeft.

Le délai d'appel est celui de l'article 809 du Code de procédure, sans qu'il y ait lieu à augmentation à raison des distances.

ART. 30.

La mainlevée et la radiation de l'opposition déchargent en tous cas l'établissement débiteur, ainsi que l'intermédiaire, de toute obligation à l'égard des titres qui lui seraient ultérieurement présentés.

Dans les cas de mainlevée prévus aux articles 28 et 29, les titres ou coupons déjà saisis sont, dès sa notification, à la disposition du présentateur. Dans les cas de radiation prévus aux articles 4, 5 et 9, ils ne peuvent être restitués ni payés que si, dans le mois qui suit la réception de l'avis de radiation, l'opposant n'a pas donné à l'établissement débiteur son assignation en revendication contre le présentateur.

En aucun cas l'intermédiaire ne pourra se dessaisir des titres et coupons retenus par lui, que sur les instructions de l'établissement débiteur agissant en conformité avec les dispositions ci-dessus.

TITRE V.

De la destruction et de la falsification des titres.

ART. 31.

Tout possesseur de titre détruit peut, moyennant la double preuve du fait de la destruction et de

De termijn van beroep is dezelfde als die voorzien bij artikel 809 van het Wetboek van Rechtsvordering, zonder dat hij behoort te worden verlengd wegens den afstand.

ART. 30.

De handlichting en de schrapping van het verzet ontlasten in elk geval de schuldplichtige inrichting, alsmede den tusschenpersoon, van elke verplichting ten opzichte van de titels, die hun later mochten aangeboden worden.

In de gevallen van handlichting, bij de artikelen 28 en 29 voorzien, zijn de reeds in beslag genomen titels of coupons ter beschikking van den aanbieder, zoodra de betekening is gedaan. In de gevallen van schrapping, voorzien bij de artikelen 4, 5 en 9, mogen zij alleen dan teruggegeven en betaald worden, wanneer, binnen ééne maand na de ontvangst van het bericht der schrapping, hij, die verzet doet, de schuldplichtige inrichting niet heeft gedagvaard tot terugvordering tegen den aanbieder.

In geen geval mag de tusschenpersoon de door hem ingehouden titels en coupons overgeven, tenzij op bevel van de schuldplichtige inrichting handelende overeenkomstig bovenstaande bepalingen.

TITEL V.

Vernieling en vervalsching der titels.

ART. 31.

Elke bezitter van een vernielden titel kan, mits hij de vernieling en tevens de identiteit van den titel

l'identité du titre, exiger de l'établissement débiteur la délivrance d'un titre duplicata ou le paiement du capital devenu exigible.

Même droit est accordé, aux mêmes conditions, relativement aux titres falsifiés. Préalablement à la délivrance du duplicata, il est procédé à l'annulation ou à la destruction du titre falsifié qu'il est destiné à remplacer.

Les tribunaux pourront subordonner soit la délivrance du titre nouveau, soit le paiement du capital, à la fourniture de toutes garanties qu'ils jugeront convenir.

TITRE VI.

Dispositions pénales.

ART. 32.

Celui qui aura formé ou maintenu une opposition de mauvaise foi sera puni d'une amende de vingt-six à cinq cents francs.

S'il a, par là, obtenu ou tenté d'obtenir aux dépens d'autrui un profit quelconque résultant des effets légaux de l'opposition, la peine sera celle de l'escroquerie.

Toutes les dispositions du Titre I^{er} du Code pénal sont applicables aux infractions prévues par le présent article.

bewijst, van de schuldplichtige inrichting de aflevering eischen van een titel geldende als duplicaat of de betaling van het vorderbaar geworden kapitaal.

Onder dezelfde voorwaarden wordt hetzelfde recht verleend betreffende de vervalschte titels. Voor dat het duplicaat wordt afgeleverd, gaat men over tot de nietigverklaring of tot de vernieling van den vervalschten titel, dien het moet vervangen.

De rechtbanken kunnen hetzij de aflevering van den nieuwen titel, hetzij de betaling van het kapitaal afhankelijk stellen van het leveren van de waarborgen welke zij gepast achten.

TITEL VI.

Strafbepalingen.

ART. 32.

Hij, die te kwader trouw verzet doet of handhaaft, wordt gestraft met eene boete van zes en twintig tot vijfhonderd frank.

Heeft hij, op die wijze, eenig voordeel voortvloeiende uit de wettelijke gevolgen van het verzet verkregen of gepoogd te verkrijgen ten nadeele van anderen, dan is de straf die bepaald voor de oplichting.

Al de bepalingen van Titel I van het Strafwetboek zijn van toepassing op de misdrijven door dit artikel voorzien.

DEUXIÈME PARTIE.**RÉPARATION DES DOMMAGES DE GUERRE
EN MATIÈRE DE TITRES AU PORTEUR.****TITRE I.****De la réparation par voie de
restitution.**

ART. 33 (voir art. 9 du projet du
Gouvernement).

Par dérogation à l'article 2280 du Code civil, tout porteur dépossédé de ses titres par un événement quelconque au cours de l'occupation ennemie, de la libération du territoire ou pendant la période qui a suivi immédiatement cette libération et qui aura fait dans les six mois de la publication de la présente loi la déclaration prévue à l'article 2, pourra les revendiquer pendant trois ans, à compter de la date de cette déclaration contre quiconque les tiendra en vertu d'une négociation antérieure à la publication au Bulletin des oppositions.

ART. 34 (art. 9, § 2 du projet).

Par dérogation à l'article 2280 du Code civil, le porteur ne sera tenu de rembourser au possesseur le prix des titres acquis par celui-ci pendant la période du 1^{er} août 1914 au 31 décembre 1918 que si celui-ci les a acquis d'un agent de change dont l'inscription à une bourse de change et de fonds publics est antérieure à la date du 1^{er} août 1914 ou d'un banquier ou courtier en fonds publics, de nationalité belge, exerçant régulièrement le commerce avant le 1^{er} août 1914.

TWEEDE DEEL.**HERSTEL DER OORLOGSSCHADE IN ZAKE
TITELS AAN TOONDER.****TITEL I.****Herstel door teruggave.**

ART. 33 (zie art. 9 van het
Regeeringsontwerp).

Elke houder, die buiten bezit van zijne titels werd gesteld ten gevolge van eenige gebeurtenis in den loop der vijandelijke bezetting, der bevrijding van het grondgebied of gedurende het tijdsverloop onmiddellijk volgende op deze bevrijding en die binnen zes maanden na de bekendmaking dezer wet de bij artikel 2 voorziene aangifte heeft gedaan, kan ze terugvorderen gedurende drie jaar, vanaf den datum dier aangifte, van alwie ze in handen heeft krachtens eene verhandeling, welke vóór de bekendmaking in het Bulletin der met verzet aangekende waarden plaats had.

ART. 34 (art. 9, § 2, van het ontwerp).

Met afwijking van artikel 2280 van het Burgerlijk Wetboek is de houder alleen dan verplicht aan den bezitter den prijs terug te betalen van de titels, door dezen verkregen gedurende het tijdsverloop van 1 Augustus 1914 tot 31 December 1918, wanneer deze ze heeft verkregen van eenen wisselagent, die vóór 1 Augustus 1914 was ingeschreven bij eene wissel- of openbare fondsenbeurs, ofwel van eenen bankier of makelaar in openbare fondsen, Belg zijnde en geregeld handel drijvende vóór 1 Augustus 1914.

En tous cas, le porteur dépossédé peut toujours exiger du possesseur actuel tous les renseignements nécessaires pour arriver à remonter la filière des vendeurs successifs.

Est responsable du préjudice subi par le porteur dépossédé, tout vendeur qui a acquis les titres en dehors des conditions prévues à l'alinéa 1.

ART. 35. (art. 12 du projet).

Les agents de change, courtiers, banquiers et autres intermédiaires sont responsables du chef des négociations effectuées à leur intervention, depuis le 4 août 1914, sur des titres qui ont fait l'objet d'une dépossession par suite d'événements de guerre.

Cette responsabilité prend fin à la date de publication au Bulletin des oppositions et au plus tard à l'expiration du sixième mois qui suivra la publication de la présente loi.

Elle n'a point lieu lorsque l'acquisition des titres a été faite d'un agent de change dont l'inscription à une bourse de change et de fonds publics est antérieure au 1^{er} août 1914.

ART. 36.

Les possesseurs qui justifieront de la dépossession par faits et actes de guerre, seront dispensés de fournir la caution imposée par les articles 18 à 24 de la présente loi.

L'État sera garant vis-à-vis des débiteurs au lieu et place des porteurs.

In elk geval kan de buiten bezit gestelde houder van den huidige bezitter al de inlichtingen vorderen, welke noodig zijn om te bepalen welke de opeenvolgende verkoopters zijn.

Elke verkooper, die de titels heeft verkregen buiten de bij lid 1 gestelde voorwaarden, is aansprakelijk voor het nadeel geleden door den buiten bezit gestelden houder.

ART. 35 (art. 12 van het ontwerp).

De wisselagenten, makelaars, bankiers en andere tusschenpersonen zijn aansprakelijk voor de verhandelingen, die door hun toedoen plaats hadden, sedert 4 Augustus 1914, betreffende titels welke het voorwerp eener buitenbezitstelling waren ten gevolge van oorlogsgebeurtenissen.

Deze aansprakelijkheid vervalt vanaf den dag der bekendmaking in het Bulletin der met verzet aangeekende waarden en uiterlijk na het verstrijken van de zesde maand na de bekendmaking dezer wet.

Zij wordt niet aangegaan, wanneer de titels verkregen werden van eenen wisselagent, die bij eene wissel- en openbare fondsenbeurs was ingeschreven vóór 1 Augustus 1914.

ART. 36.

De bezitters, die bewijzen buiten bezit gesteld te zijn wegens oorlogsfeiten en oorlogshandelingen, behoeven niet de zekerheid te stellen, door de artikelen 18 tot 24 dezer wet vereischt.

De Staat is borg tegenover de schuldenaars in de plaats van de houders.

Ils sont dispensés du paiement prévu par l'article 4 pour le maintien de l'inscription.

TITRE II.

De la réparation par voie d'indemnité.

ART. 37.

Les propriétaires de titres au porteur — à l'exclusion des valeurs fiduciaires et de celles spécifiées à l'article 1 de la loi du 20 juin 1873 — qui auront été dépossédés à raison des faits et actes visés par l'article 2 de la loi du 10 mai 1919 sont admis à introduire une demande en réparation devant les tribunaux des dommages de guerre :

1° Si la procédure en opposition prévue par les dispositions formant la première partie de la présente loi ne peut être poursuivie à raison de l'impossibilité d'indiquer les numéros ou autres mentions signalétiques des titres;

2° S'il s'agit de titres étrangers non susceptibles d'une procédure en opposition ou en revendication ;

3° Dans le cas de restitution soumis à remboursement prévu par l'article 34.

ART. 38.

Le dommage sera indemnisé sur la base de la valeur du titre au 1^{er} août 1914, ou au jour de son acquisition si celle-ci est postérieure à cette date.

La valeur est fixée d'après le dernier cours coté, ou à défaut de cotation par une estimation directe.

Zij zijn ontslagen van de betaling voorzien bij artikel 4 tot behoud der inschrijving.

TITEL II.

Herstel door vergoeding.

ART. 37.

Aan de eigenaars van titels aan toonder — met uitsluiting van de papieren waarden en van die omschreven in artikel 1 der wet van 20 Juni 1873 —, die buiten bezit gesteld werden wegens de feiten en handelingen bedoeld bij artikel 2 der wet van 10 Mei 1919, is het toegelaten, een eisch tot herstel in te stellen voor de rechtbanken voor oorlogsschade :

1° Indien het rechtsgeding tot verzet, voorzien bij het bepaalde in het eerste deel dezer wet, niet kan vervolgd worden wegens de onmogelijkheid om de nummers of andere kenmerkende vermeldingen der titels aan te geven ;

2° Indien het buitenlandsche titels geldt, waarvoor geen rechtsgeding tot verzet of tot terugvordering kan ingesteld worden ;

3° In geval van teruggave, vatbaar voor terugbetaling voorzien bij artikel 34.

ART. 38.

De schade wordt vergoed naar de waarde van den titel op 1 Augustus 1914 of op den dag der verkrijging daarvan, indien deze na dien datum geschiedde.

De waarde wordt vastgesteld volgens de laatste noteering of, bij gebrek aan noteering, bij rechtstreeksche raming.

Dans les cas prévus aux 1^o et 2^o de l'article précédent, l'État est, par le fait de l'attribution de l'indemnité, subrogé dans tous les droits des attributaires.

Il peut se libérer en tous cas par la remise de titres ou coupons de même nature.

Les actions dérivant de l'article 37 seront poursuivies conformément aux dispositions de procédure et dans les délais applicables en matière de réparation de dommages de guerre.

ART. 39.

Si la demande est basée sur la perte, le vol ou la destruction de titres au porteur dont les numéros ne peuvent être indiqués, le demandeur en indemnité devra au préalable faire au juge de paix du lieu de son domicile ou de sa résidence lors de la perte, de la destruction ou du vol une déclaration détaillant :

1^o Le nombre, la nature, la valeur nominale des titres ;

2^o Les circonstances dans lesquelles il les avait acquis et celles dans lesquelles il en a été dépouillé ;

3^o L'indication des faits, des témoins et des autres éléments, permettant de contrôler le bien-fondé de sa réclamation.

La déclaration sera confirmée sous serment. Le juge de paix donnera lecture au déclarant des peines édictées par la loi au cas de déclarations mensongères, et mention de cet avertissement sera faite dans le procès-verbal de déclaration.

In de gevallen voorzien bij de n^o 1^o en 2^o van het vorig artikel wordt de Staat, ten gevolge van de toekenning der vergoeding, gesteld in al de rechten van de verkrijgers.

In elk geval kan hij ontlasting bekomen door het afgeven van titels of coupons van gelijken aard.

De vorderingen op grond van artikel 37 worden vervolgd overeenkomstig de bepalingen der rechtsvordering en binnen de termijnen geldende in zake herstel van oorlogsschade.

ART. 39.

Is de eisch gegrond op het verlies, de ontvreemding of de vernieling van titels aan toonder, waarvan de nummers niet kunnen aangegeven worden, dan moet de eischer, die vergoeding aanvraagt, aan den vrederechter zijner woon- of verblijfplaats tijdens het verlies, de vernietiging of de ontvreemding, vooraf eene verklaring doen, waarin omstandig worden vermeld :

1^o Het getal, de aard, de nominale waarde van de titels ;

2^o De omstandigheden, waarin hij ze verkregen had, en die, waarin hij buiten bezit daarvan gesteld werd ;

3^o De opgave der feiten, getuigen en andere gegevens, waardoor de gegrondheid zijner aanvraag kan nagegaan worden.

De verklaring wordt onder eede bevestigd. De vrederechter doet voorlezing aan den verklaarder van de straffen, door de wet bepaald voor het geval van bedrieglijke verklaringen ; van deze waarschuwing wordt melding gemaakt in het proces-verbaal der verklaring.

Expédition du procès-verbal sera transmise au greffe du tribunal des dommages de guerre compétent pour connaître de la demande.

ART. 40.

Un extrait de la déclaration faisant connaître les noms et prénoms du déclarant, le nombre et la nature des titres prétendus détruits, perdus ou volés sera adressé par les soins du greffier du juge de paix au débiteur si celui-ci a son siège ou son représentant en Belgique, et à l'*Office National*, aux fins d'insertion dans le *Bulletin quotidien des oppositions*.

ART. 41.

Toute personne ayant connaissance de circonstances de nature à rendre douteuse la véracité de la déclaration est tenue de porter immédiatement celles-ci à la connaissance du juge de paix qui a reçu la déclaration.

Le juge de paix convoque en tel cas le déclarant, lui demande s'il persiste dans sa déclaration, et mentionne dans le procès-verbal le maintien ou le retrait de la réclamation.

Le procès-verbal est transmis à la connaissance du tribunal des dommages de guerre.

S'il apparaît au cours de l'instruction devant le tribunal des dommages de guerre que la déclaration était mensongère, le dossier est immédiatement transmis au Procureur

Een afschrift van het proces-verbaal wordt overgemaakt aan de griffie der rechtbank voor oorlogsschade, bevoegd om kennis te nemen van den eisch.

ART. 40.

Een uittreksel uit de verklaring, waarin zijn vermeld de naam en voornamen van den verklaarder, het getal en de aard van de titels die men beweert vernield, verloren of ontvreemd te zijn, wordt door het toedoen van den griffier van den vrederechter overgemaakt aan den schuldenaar, indien deze zijn zetel of zijn vertegenwoordiger heeft in België, en aan het *Nationaal Kantoor*, om te worden opgenomen in het *Dagelijksch Bulletin der met verzet aangetekende waarden*.

ART. 41.

Elke persoon, die kennis heeft van omstandigheden geschikt om te doentwifelen aan de echtheid der verklaring, is verplicht deze dadelijk te doen kennen aan den vrederechter, die de verklaring heeft ontvangen.

In zoodanig geval roept de vrederechter den verklaarder op, vraagt hem of hij zijne verklaring staande houdt, en vermeldt in het proces-verbaal dat de aanvraag bevestigd of ingetrokken is.

Het proces-verbaal wordt aan de rechtbank voor oorlogsschade ter kennisgeving overgemaakt.

Indien in den loop van de behandeling voor de rechtbank voor oorlogsschade blijkt dat de verklaring bedrieglijk was, worden de stukken dadelijk overgemaakt aan den

du Roi, aux fins de poursuites, s'il y a lieu, devant le tribunal compétent.

ART. 42.

Indépendamment des autres dispositions édictées à raison des faits prévus par le titre I de la présente loi :

Est punie des peines de l'escroquerie toute déclaration mensongère, soit devant le juge de paix, soit devant le tribunal des dommages relativement à la perte, au vol, ou à la destruction de titres dont les numéros sont affirmés inconnus.

ART. 43.

Toute personne physique ou morale ayant émis en Belgique des titres au porteur avant la conclusion de la paix sera tenue de fournir à l'*Office National* dans le courant du premier trimestre de l'année 1923, une liste indiquant par ordre augmentatif les numéros, et au besoin la série, des titres émis avant le 1^{er} janvier 1920 pour lesquels il n'aura été demandé postérieurement au 1^{er} janvier 1920 ni le paiement d'aucun coupon, ni s'il agit de titres amortis, le paiement de la somme à rembourser ou qui n'auront fait l'objet d'aucun dépôt en vue d'assemblées générales ou de déclarations d'actionnaires.

La liste ainsi transmise sera publiée dans le *Bulletin périodique* avec invitation aux porteurs de titres énumérés sur cette liste de se faire connaître à l'établissement émetteur par l'envoi avant le 31 décembre

Procureur des Konings, tot vervolg, zoo er aanleiding toe bestaat, voor de bevoegde rechtbank.

ART. 42.

Elke bedrieglijke verklaring, hetzij voor den vre-lerechter, hetzij voor de rechtbank voor oorlogsschade betreffende het verlies, de ontvreemding of de vernieling van titels, van welke wordt bevestigd dat de nummers onbekend zijn, wordt, buiten de andere schikkingen bepaald wegens de feiten voorzien in titel I dezer wet, gestraft met de straffen voorzien voor de oplichting.

ART. 43.

Elke natuurlijke persoon of elke rechtspersoon, die in België titels aan toonder heeft uitgegeven vóór het sluiten van den vrede, is verplicht, in den loop van het eerste trimester van het jaar 1923 aan het *Nationaal Kantoor* eene lijst af te leveren, waarop zijn vermeld, in klimmende orde, de nummers en desnoods de reeks der vóór 1 Januari 1920 uitgegeven titels, waarvoor noch de betaling van eenige coupon, noch, zoo het afgeloste titels geldt, de betaling der uit te keeren som werden aangevraagd na 1 Januari 1920 en welke niet werden overgelegd met het oog op algemeene vergaderingen of op verklaringen van aandeelhouder.

De aldus overgemaakte lijst wordt in het *Periodisch Bulletin* opgenomen met verzoek gericht tot de houders der op die lijst vermelde titels om zich aan de inrichting, die de uitgifte deed, kenbaar te maken

1924 par l'envoi d'une lettre recommandée.

Ce délai expiré, le Tribunal civil de l'arrondissement du domicile, du siège social ou de la succursale du débiteur pourra sur la requête du Ministre des Finances déclarer que les titres primitifs ayant fait l'objet de la publication seront considérés comme sans titulaires et que l'établissement émetteur devra en délivrer des duplicatas qui seront confiés à la Caisse des Dépôts et Consignations.

La délivrance comprendra le montant des intérêts et dividendes échus, des primes et lots attribués à ces titres.

Toutefois, le Tribunal pourra subordonner la délivrance à l'accomplissement de publications complémentaires.

ART. 44.

Les personnes ou sociétés qui n'auront point fourni à l'*Office National* dans le délai légal, la liste visée à l'article 43, seront tenues de rembourser à l'État le montant des sommes que celui-ci aura acquittées en vertu de décisions des tribunaux des dommages de guerre à raison de la destruction, perte ou vol de titres émis par les dites personnes ou sociétés.

ART. 45.

Tous remboursements, dividendes, intérêts et, en général, toutes sommes attribuées à quelque titre que ce soit aux actionnaires et obligataires

door het zenden van een aangetekenden brief vóór 31 December 1924.

Na verloop van dien termijn, kan de Burgerlijke Rechtbank in het arrondissement van de woonplaats, van den maatschappelijken zetel of van het filiaal van den schuldenaar, op verzoek van den Minister van Financiën, verklaren dat de oorspronkelijke titels, die bekendgemaakt werden, zullen aangezien worden als hebbende geen bezitters en dat de inrichting, die de uitgifte deed, daarvan duplicaten zal moeten afleveren, welke aan de Deposito- en Consignatiekas zullen toevertrouwd worden.

In de aflevering zijn begrepen het bedrag van de vervallen interesten en dividenden, van de premiën en prijzen aan die titels toegekend.

De Rechtbank kan echter de aflevering afhankelijk stellen van het doen van aanvullende bekendmakingen.

ART. 44.

De personen of vennootschappen, die de bij artikel 43 bedoelde lijst niet binnen den wettelijken termijn hebben afgeleverd aan het *Nationaal Kantoor*, zijn verplicht, aan den Staat het bedrag der sommen terug te betalen, welke deze krachtens beslissingen der rechtbanken voor oorlogsschade heeft uitgekeerd wegens vernieling, verlies of ontvreemding van titels, door gezegde personen of vennootschappen uitgegeven.

ART. 45.

Terugbetalingen, dividenden, interesten en, in 't algemeen, alle sommen, uit welken hoolde ook toegekend aan de aandeel- en obli-

qui désormais n'auront pas été réclamés dans le délai de cinq années à courir de la date, soit de l'extinguibilité, soit de la clôture de liquidations postérieures au 1^{er} août 1914 devront être versés par les soins des liquidateurs à la Caisse des Dépôts et Consignations à l'expiration de la cinquième année.

ART. 46.

A l'expiration d'un second délai de cinq années à dater de leur remise à la Caisse des Dépôts et Consignations, les titres, dividendes et sommes versées par application de l'article précédent seront acquis à l'Etat.

Disposition générale.**ART. 47.**

Un arrêté royal réglera l'organisation du *Bulletin Quotidien* des oppositions et des deux Bulletins spéciaux de déchéance, fixera le montant et les conditions de paiement du coût des publications à y insérer, déterminera l'allocation due aux intermédiaires en rémunération des obligations mises à leur charge par l'article 12, et d'une façon générale pourvoira à toutes les mesures d'exécution qu'exigera l'application de la présente loi.

gatiehouders, welke niet mochten opgeëischt worden binnen een termijn van vijf jaar vanaf den datum hetzij van de eischbaarheid, hetzij van het sluiten van vereffeningen van lateren datum dan 1 Augustus 1914, worden door het toedoen van de vereffenaars in de Deposito- en Consignatiekas gestort na het verstrijken van het vijfde jaar.

ART. 46.

Na het verstrijken van een tweeden termijn van vijf jaar vanaf hunne storting in de Deposito- en Consignatiekas worden de titels, dividendes en sommen, gestort bij toepassing van het vorig artikel, het eigendom van den Staat.

Algemeene bepaling.**ART. 47.**

Een koninklijk besluit regelt de inrichting van het *Dagelijksch Bulletin* der met verzet aangeteekende waarden en van de twee bijzondere Bulletijns der vervallen waarden, stelt het bedrag en de wijzen van betaling der kosten van de daarin op te nemen bekendmakingen vast, bepaalt welke vergelding aan de tusschenpersonen verschuldigd is ter belooning van de verplichtingen, hun opgelegd door artikel 12 treft, en in 't algemeen, treft al de noodige uitvoeringsmaatregelen tot toepassing dezer wet.



(XXVI)

Wetsontwerp

op de ongewilde buitenbezitstelling van de titels aan toonder

INHOUD.

	Bladz.
VOORAFGAANDE AANMERKINGEN	1
EERSTE DEEL.	
Bescherming van de houders van ontvreemde, verloren en vernielde titels.	
TITEL I. — Verzet. — Vormvereischten (art. 2 tot 11)	6
TITEL II. — Gevolgen van het verzet (art. 12 tot 24)	12
§ 1. — Inbeslagneming der titels en betalingsverbod (art. 12 tot 14)	13
§ 2. — Nietigheid van de verhandelingen met het oog op de terugvordering (art. 15 tot 17)	14
§ 3. — Voorloopige betaling van de interesten en van het kapitaal, verval en aflevering van duplicaten (art. 18 tot 24)	16
TITEL III. — Tegenspraak van het verzet (art. 25 tot 26)	20
TITEL IV. — Schrapping en handlichting van het verzet (art. 27 tot 30)	22
TITEL V. — Vernielingen en vervalsching der titels (art. 31)	23
TITEL VI. — Strafbepalingen (art. 32).	24

TWEEDE DEEL.	
Herstel der oorlogsschade in zake titels aan toonder.	
TITEL I. — Herstel door teruggave (art. 33 tot 36)	27
TITEL II. — Herstel voor vergoeding (art. 37 tot 46).	27
Algemeene bepaling (art. 47)	28
Noodzakelijke internationale overeenkomsten	29
Tekst door de Commissie voorgesteld.	31